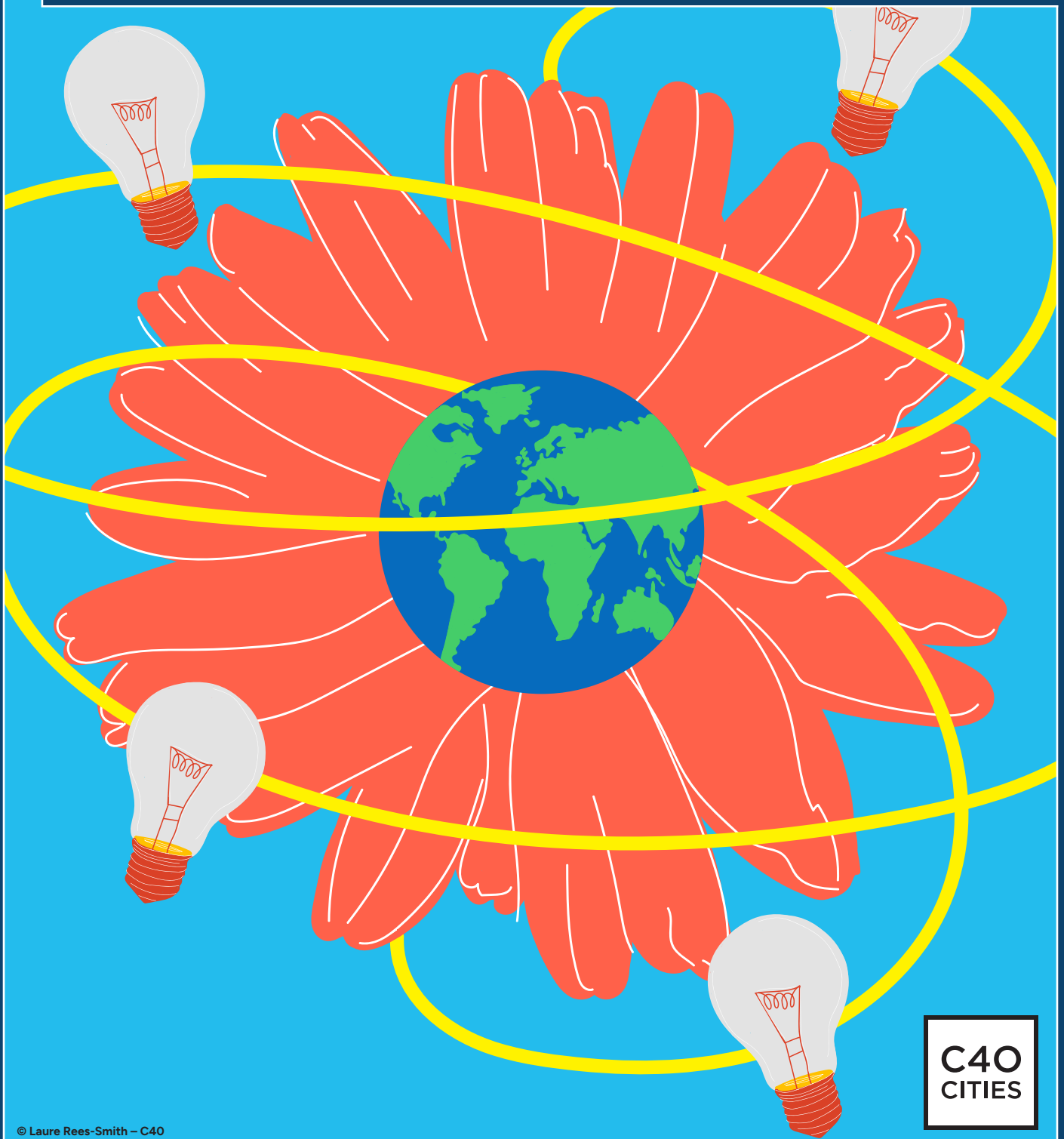


2025

RAPPORT D'AVANCEMENT DE L'ACCÉLÉRATEUR DU C40



© Laure Rees-Smith – C40

Ce rapport a été traduit de l'anglais en français.

CONTENU

Avant-propos	3
Introduction	4
Villes signataires	6
Rapports d'avancement de l'Accélérateur	7
L'Accélérateur du C40 pour un Air Pur	8
L'Accélérateur du C40 pour une Construction Propre	14
L'Accélérateur du C40 pour des Investissements Propre	19
L'Accélérateur du C40 pour une Bonne Alimentation dans Les Villes	28
L'Accélérateur du C40 pour des Rues Vertes et Saines	36
L'Accélérateur du C40 pour des Bâtiments Net Zéro Carbone	43
L'Accélérateur du C40 pour les Énergies Renouvelables	48
L'Accélérateur du C40 pour des Systèmes de Gestion Durable des Déchets	55
L'Accélérateur du C40 Vers le Zéro Déchet	60
L'Accélérateur du C40 pour la Nature Urbaine	66
L'Accélérateur du C40 pour la Sécurité de l'eau Urbaine	74
Nouveaux Accélérateurs	80
L'Accélérateur du C40 pour des Villes Fraîches	81
L'Accélérateur du C40 pour des Systèmes Alimentaires Prospères	84
Le C40 & Onu-Habitat – Accélérateur D'Urbanisme Bioclimatique	87



© Njung'e Wanjiru – C40

Avant-propos

Lors du Sommet mondial des maires du C40 à Rio de Janeiro, les dirigeants municipaux ont envoyé un message clair : alors que certains refusent d'écouter et que d'autres cherchent à retarder et à nier, nous poursuivons notre travail.

Qu'il s'agisse de vagues de chaleur, d'incendies de forêt, d'inondations ou de la hausse des prix des denrées alimentaires, les villes du monde entier sont en première ligne de la crise climatique. Face à cette urgence, nous refusons de désespérer. Au contraire, nous voyons en cela une occasion unique de construire un monde plus vert, plus juste et plus prospère.

Grâce aux Accélérateurs du C40, 96 villes se sont engagées à traduire cette vision commune en actions audacieuses et ambitieuses. Ensemble, nous assainissons l'eau que nous buvons et l'air que nous respirons, nous défendons des transports publics abordables et nous investissons dans les industries vertes qui définiront la décennie à venir.

Reflétant les progrès extraordinaires que les villes signataires ont réalisés grâce aux Accélérateurs au cours de l'année écoulée, ce rapport montre comment nous mettons en place des politiques innovantes, populaires et concrètes qui améliorent dès à présent la vie de nos habitants.

Freetown exploite le pouvoir de l'innovation pour transformer son système de gestion des déchets, qui emploie désormais plus d'un millier de femmes et de jeunes. En restaurant 1 200 hectares de forêt et en plantant plus de 1,2 million d'arbres dans le cadre de son initiative pionnière #FreetownTheTreetown, la ville a mobilisé des millions en financement pour le climat et le développement et a créé des milliers d'emplois verts de qualité pour les résidents.

Dans le même temps, Londres collabore avec des entreprises pour créer un avenir plus vert pour son secteur de la construction et abattre les barrières qui empêchent les femmes et les résidents issus des minorités ethniques d'obtenir des emplois verts de qualité. Dans le même temps, l'ULEZ – la première et la plus grande zone d'air pur au monde – transforme la lutte contre la pollution de l'air. L'année dernière, les niveaux de dioxyde d'azote dans l'air londonien sont tombés pour la première fois en dessous des limites légales, 184 ans avant les prédictions des experts.

Près de dix ans après le lancement du premier Accélérateur, nous nous trouvons à un moment crucial. Nous devons être immensément fiers du chemin parcouru ensemble. Les émissions de gaz à effet de serre par habitant diminuent aujourd'hui cinq fois plus vite dans les villes du C40 que dans le reste du monde. Dans les 81 villes du C40, il y a maintenant plus de 21 millions d'emplois verts de qualité, ce qui prouve que nous sommes sur la bonne voie pour atteindre notre objectif de 50 millions d'ici la fin de l'année 2030.

Face aux signes alarmants d'une accélération du dérèglement climatique, nous n'avons pas d'autre choix que d'aller plus loin et plus vite. Lors du Sommet mondial des maires de cette année, nous avons décidé de faire exactement cela. À l'approche des échéances cruciales de 2027 et 2030, les villes signataires des 14 Accélérateurs ont confirmé les mesures urgentes qu'elles prendront pour atteindre leurs objectifs au cours des 12 prochains mois. D'autre part, 49 villes, dont Londres et Freetown, ont signé un ou plusieurs des trois nouveaux Accélérateurs que nous avons lancés, marquant ainsi un nouvel engagement en faveur d'une action climatique audacieuse et ambitieuse dans les domaines de l'urbanisme, de la chaleur et des systèmes alimentaires.

Les défis auxquels nous sommes confrontés sont aussi variés que vastes. Cependant, aujourd'hui plus que jamais, les dirigeants des villes doivent prendre les devants et montrer la voie. L'enjeu n'est pas seulement la survie de la planète que nous partageons, mais un avenir plus vert, plus juste et plus prospère pour les personnes que nous servons.

Yvonne Aki-Sawyer OBE
Coprésidente du C40 et maire
de Freetown



&

Sir Sadiq Khan
Coprésident de C40, maire de
Londres



Introduction

Être signataire d'un Accélérateur du C40, c'est rejoindre un mouvement mondial de villes qui ouvrent la voie à l'action climatique – des villes qui partagent des solutions, amplifient les voix en première ligne et transforment l'ambition en progrès mesurables. Chaque mesure prise est un pas en avant vers des villes plus saines, plus sûres et plus inclusives pour tous les habitants et les visiteurs.

Alors que les émissions et les températures mondiales continuent d'augmenter, les villes intensifient leurs efforts collectifs pour protéger ceux qui sont déjà confrontés aux plus grands risques de l'escalade des impacts climatiques. Entre 2017 et 2025, les villes du monde entier ont pris collectivement 342 engagements envers les Accélérateurs du C40. Cette année, 49 villes ont signé un ou plusieurs des trois nouveaux Accélérateurs lancés, et 78 villes ont rendu compte de leurs progrès depuis qu'elles sont devenues signataires et depuis le dernier cycle de rapports – preuve que l'action collective est à l'origine d'un changement systémique. Ensemble, ces villes mettent en œuvre des initiatives stratégiques en matière de climat qui

permettent d'éliminer progressivement les combustibles fossiles, d'élargir l'accès équitable à des emplois verts de qualité et de renforcer la résilience grâce à l'augmentation du financement de la lutte contre le changement climatique et à une planification inclusive.

Ce rapport présente les 14 Accélérateurs du C40 et les progrès collectifs de leurs villes signataires. Chaque Accélérateur sert de cadre d'engagement politique qui transforme les grandes ambitions en solutions évolutives et reproductibles. L'action des villes signataires s'accompagne d'un plaidoyer en faveur d'un changement systémique global. Les Accélérateurs constituent un modèle de multilatéralisme efficace et inclusif.

Les 11 premières sections sont consacrées aux Accélérateurs existants et aux mesures globales prises par les villes pour atteindre leurs objectifs. Les approches variées des villes comprennent la mise en œuvre directe, l'apprentissage entre pairs, l'engagement et la collaboration des parties prenantes et l'action équitable menée par la communauté.

PRINCIPALES RÉALISATIONS



Les villes signataires de **L'ACCÉLÉRATEUR DU C40 POUR DES INVESTISSEMENTS PROPRE** désinvestissent les fonds de pension municipaux et publics des combustibles fossiles et investissent dans des solutions climatiques, entraînant une augmentation de près de 11 milliards de dollars US d'investissements dans des fonds verts et d'impact depuis 2023.



Les villes de **L'ACCÉLÉRATEUR DU C40 POUR UNE CONSTRUCTION PROPRE** sont à la pointe des pratiques de construction plus propre – 88 % des villes signataires ont un projet pilote approuvé pour un fonctionnement net zéro et de faibles émissions intrinsèques.



Les villes signataires de **L'ACCÉLÉRATEUR DU C40 POUR DES RUES VERTES ET SAINES** transforment leurs systèmes de transport urbain en introduisant une série de politiques visant à abandonner les transports à base de combustibles fossiles polluants au profit de technologies plus propres à zéro émission. Plus de la moitié des villes signataires achètent désormais exclusivement des autobus à zéro émission, avec une flotte de plus de 12 700 autobus à zéro émission dans toutes les villes. La majorité des villes ont mis en place des politiques visant à réglementer la circulation des véhicules très polluants ou s'efforcent d'atteindre cet objectif.



Les villes signataires de **L'ACCÉLÉRATEUR DU C40 POUR UNE BONNE ALIMENTATION DANS LES VILLES** mènent une transition vers des systèmes alimentaires justes. Elles sont parvenues à réduire de 16 % les émissions liées à l'alimentation dans l'ensemble des villes en tirant parti de leur pouvoir d'achat, tout en faisant progresser la réduction des déchets alimentaires et l'engagement du secteur privé pour modifier l'environnement alimentaire.



Les villes signataires de **L'ACCÉLÉRATEUR DU C40 POUR UN AIR PUR** réduisent la pollution de l'air grâce à des politiques et des programmes audacieux, conçus et mis en œuvre de manière inclusive. Les villes signataires ont obtenu une réduction moyenne de 6 % de $PM_{2.5}$ et de 11 % de NO_2 depuis 2018, améliorant ainsi la santé publique et le bien-être, promouvant l'équité et créant des emplois verts de qualité. Cela se traduit par plus de 21 000 vies sauvées de la pollution atmosphérique, 240 000 années de vie gagnées et plus de 48 000 cas d'asthme infantile évités dans le monde, soit une économie de 47 milliards de dollars.



Les villes signataires de **L'ACCÉLÉRATEUR DU C40 POUR DES BÂTIMENTS NET ZÉRO CARBONE** font des bâtiments des espaces plus sains, plus confortables et plus efficaces. Elles ont collectivement déclaré une surface totale de 1,3 million de mètres carrés pour les nouveaux bâtiments à zéro émission de carbone construits au cours des deux dernières années.



Les engagements des villes de **L'ACCÉLÉRATEUR DU C40 DE SYSTÈMES DE GESTION DURABLE DES DÉCHETS** peuvent collectivement prévenir un million de tonnes de méthane par an, toutes les villes ayant entamé des travaux pour lutter contre les déchets organiques depuis le lancement de l'Accélérateur en 2023.



Toutes les villes signataires de **L'ACCÉLÉRATEUR DU C40 POUR LES ÉNERGIES RENOUVELABLES** adoptent des approches et des actions visant à accroître le déploiement et l'utilisation des énergies renouvelables. Plus d'un tiers des 15 villes signataires dépendront à 100 % de sources d'énergie renouvelables pour leur consommation municipale d'électricité d'ici à 2025.



Les villes signataires de **L'ACCÉLÉRATEUR DU C40 POUR LA SÉCURITÉ DE L'EAU URBAINE** donnent la priorité à la résilience climatique et à la protection des communautés les plus vulnérables contre les risques élevés d'inondation et de sécheresse, 59 % des villes signataires ayant progressé dans la mise en place de systèmes d'alerte précoce et 54 % dans l'adoption de mesures de réponse d'urgence.

Les villes signataires de **L'ACCÉLÉRATEUR DU C40 VERS LE ZÉRO DÉCHET** prennent des mesures pour réduire les déchets alimentaires, 86 % d'entre elles ayant mis en place des programmes de collecte.



Les villes signataires de **L'ACCÉLÉRATEUR DU C40 POUR LA NATURE URBAINE** ramènent la nature dans leurs villes tout en centrant les communautés ; 79 % mettent en œuvre des projets majeurs tels que de nouveaux parcs, des corridors verts et des plantations d'arbres à grande échelle, et 81 % impliquent les communautés locales dans la planification, la mise en œuvre et le suivi des activités liées à la nature.



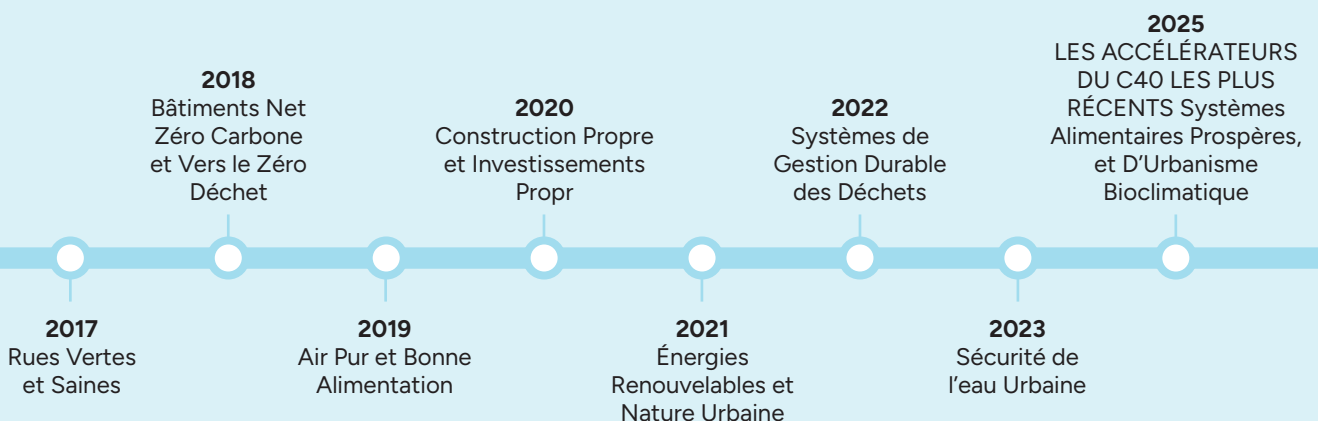
Les trois dernières sections du rapport présentent les Accélérateurs les plus récents, lancés en novembre 2025. Ils mettent en lumière le besoin urgent d'agir sur la planification urbaine, le chauffage et les systèmes alimentaires, avec des opportunités vitales d'intégrer la justice et l'inclusion au cœur de la transformation.

Toutes les sections expriment le besoin d'actions qui créeront des villes plus sûres, plus saines et plus équitables. Les 96 villes signataires d'un ou de plusieurs Accélérateurs représentent une responsabilité collective à l'égard de plus de 405 millions de personnes.

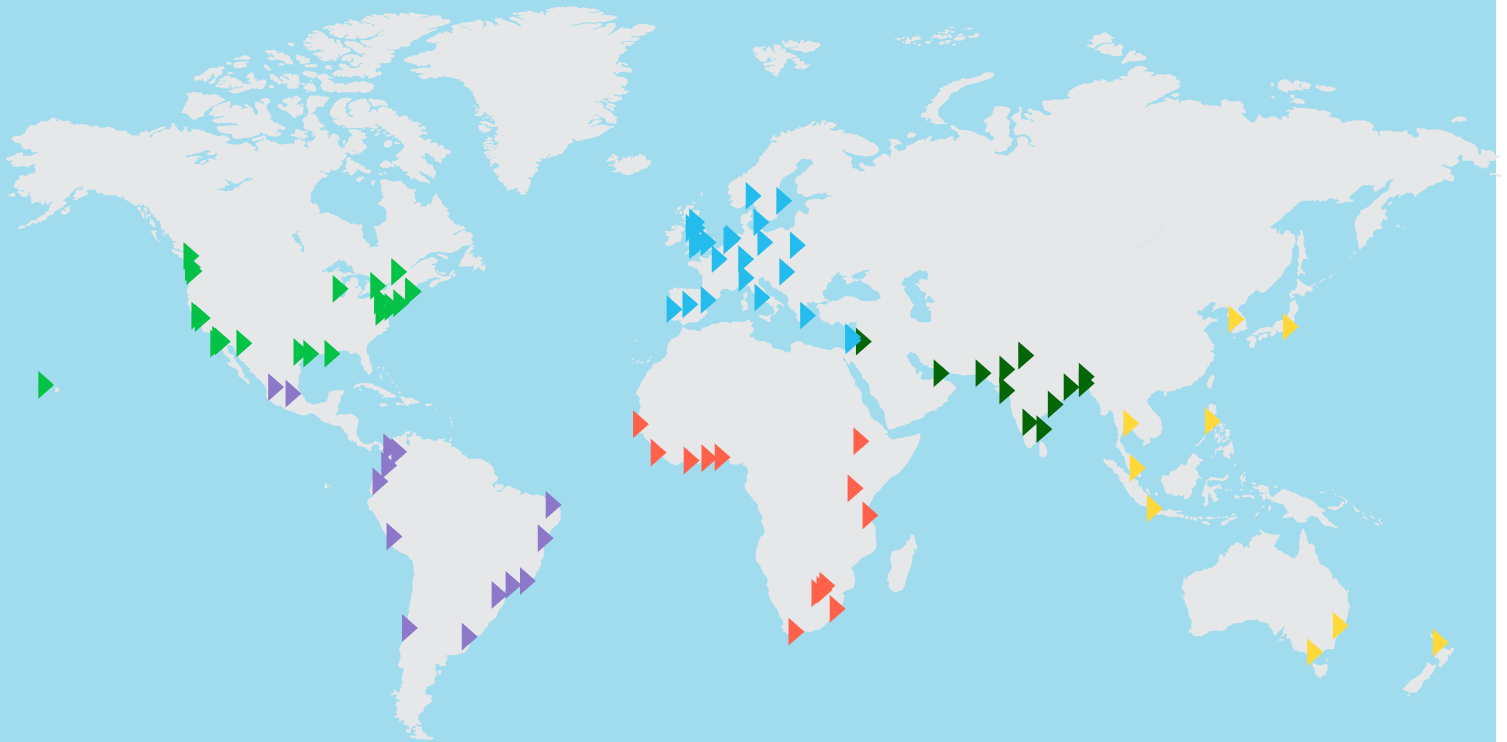
Les villes placent l'équité au cœur de leur action climatique afin d'améliorer concrètement la vie de leurs habitants. 58 villes ont fait part de leurs actions en faveur de l'inclusion. Ils favorisent la croissance d'un marché de l'emploi vert, veillent à ce que les initiatives climatiques répondent aux besoins des communautés historiquement marginalisées et permettent aux voix sous-représentées de s'exprimer dans les décisions relatives à la politique climatique.

Plusieurs villes sont sur la bonne voie pour atteindre leurs engagements d'ici 2027 et 2030, et beaucoup d'autres partagent leurs plans ambitieux et audacieux pour les années à venir. Le voyage collectif se poursuit. Ce rapport fait le point sur les progrès actuels des villes et sur la voie qu'elles ont choisie pour aller de l'avant.

ACCÉLÉRATEURS DU C40



VILLES SIGNATAIRES

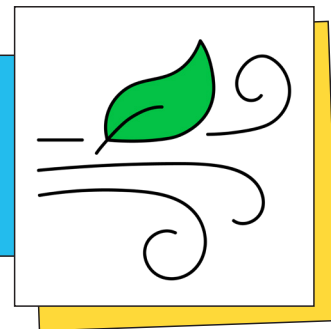


- | | | | |
|------------------------|--------------------|---------------------|--------------------|
| ▶ Abidjan | ▶ Curitiba | ▶ Lagos | ▶ Quezon City |
| ▶ Accra | ▶ Dakar | ▶ Lima | ▶ Quito |
| ▶ Addis Abeba | ▶ Dar es Salaam | ▶ Lisbonne | ▶ Rio de Janeiro |
| ▶ Ahmedabad | ▶ Delhi | ▶ Liverpool | ▶ Rome |
| ▶ Amman | ▶ Dhaka Nord | ▶ Londres | ▶ Rotterdam |
| ▶ Amsterdam | ▶ Dhaka Sud | ▶ Los Angeles | ▶ Salvador |
| ▶ Athènes | ▶ Dubaï | ▶ Madrid | ▶ San Francisco |
| ▶ Auckland | ▶ Durban/eThekweni | ▶ Medellín | ▶ Santa Monica |
| ▶ Austin | ▶ Ekurhuleni | ▶ Ville de Mexico | ▶ San Jose |
| ▶ Bangkok | ▶ Fortaleza | ▶ Milan | ▶ Santiago |
| ▶ Barcelone | ▶ Freetown | ▶ Montréal | ▶ São Paulo |
| ▶ Bengaluru | ▶ Fuzhou | ▶ Mumbai | ▶ Seattle |
| ▶ Berlin | ▶ Glasgow | ▶ Nairobi | ▶ Séoul |
| ▶ Birmingham | ▶ Grand Manchester | ▶ Nouvelle-Orléans | ▶ Singapour |
| ▶ Bogota | ▶ Guadalajara | ▶ Newburyport | ▶ Stockholm |
| ▶ Boston | ▶ Haïfa | ▶ Ville de New York | ▶ Sydney |
| ▶ Buenos Aires | ▶ Heidelberg | ▶ Oslo | ▶ Tel Aviv-Yafo |
| ▶ Budapest | ▶ Honolulu | ▶ Oxford | ▶ Tokyo |
| ▶ Bristol | ▶ Houston | ▶ Paris | ▶ Toronto |
| ▶ Cali | ▶ Istanbul | ▶ Philadelphie | ▶ Tshwane |
| ▶ Le Cap | ▶ Jakarta | ▶ Phoenix | ▶ Vancouver |
| ▶ Chennai | ▶ Johannesburg | ▶ Pittsburgh | ▶ Varsovie |
| ▶ Chicago (en anglais) | ▶ Karachi | ▶ Portland | ▶ Washington, D.C. |
| ▶ Copenhague | ▶ Kolkata | | ▶ West Hollywood |

RAPPORTS D'AVANCEMENT DE L'ACCÉLÉRATEUR



L'ACCÉLÉRATEUR DU C40 POUR UN AIR PUR



Comment les villes purifient l'air que nous respirons de manière inclusive et équitable

VILLES SIGNATAIRES

Abidjan, Accra, Addis-Abeba, Amman, Austin, Bangkok, Barcelone, Bengaluru, Berlin, Bogotá, Buenos Aires, Copenhague, Dakar, Delhi, Dubaï, Durban/Ethekwini, Ekurhuleni, Freetown, Guadalajara, Heidelberg, Houston, Jakarta, Johannesburg, Kolkata, Lagos, Lima, Lisbonne, Londres, Los Angeles, Mexico, Madrid, Medellín, Milan, Nairobi, Oslo, Paris, Phoenix, Portland, Quezon City, Quito, Rio de Janeiro, Rotterdam, Salvador, Séoul, Stockholm, Sydney, Tel Aviv-Yafo, Tokyo, Tshwane, Varsovie, Washington, D.C.

ENGAGEMENTS

1. Fixer des objectifs ambitieux de réduction des polluants atmosphériques qui nous mettent sur la voie du respect des lignes directrices définitives et/ou provisoires de l'Organisation mondiale de la santé en matière de qualité de l'air et installer et/ou entretenir des réseaux fiables de surveillance de la qualité de l'air à l'échelle de la ville avec un accès public aux données
2. Mettre en œuvre de nouvelles politiques et de nouveaux programmes de fond pour s'attaquer aux principales causes des émissions de polluants atmosphériques dans les villes et sous leur contrôle, afin d'atteindre les objectifs de réduction des polluants atmosphériques fixés par les villes

RÉSUMÉ

La pollution de l'air est un tueur silencieux à l'échelle mondiale, responsable de 7,9 millions de décès rien qu'en 2023. Il s'agit du deuxième facteur de risque de mortalité dans le monde, avant même le tabac et une mauvaise alimentation.

Les villes abritent la majorité de la population mondiale et la pollution atmosphérique y est principalement due à la combustion de combustibles fossiles dans les secteurs des transports, de l'énergie et de l'industrie.

Les maires du monde entier reconnaissent cette réalité et agissent, avec 51 villes mondiales qui se sont engagées dans le programme [Accélérateur du C40 pour un Air Pur](#). L'Accélérateur fournit un cadre scientifique permettant aux villes de protéger leurs habitants en fixant des objectifs clairs en matière de qualité de l'air et en s'efforçant de les atteindre. La plupart des villes signataires (88 %) ont des objectifs alignés sur les lignes directrices de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) en matière de qualité de l'air afin de réduire les $PM_{2,5}$ et de préserver la santé publique. Cela se traduit par des poumons plus propres pour les enfants, moins de visites à l'hôpital pour les groupes vulnérables et des milliers de vies sauvées.

Les villes signataires démontrent que des progrès ciblés, audacieux et rapides sont possibles. Depuis 2018, les villes signataires ont obtenu une réduction de 6 % des $PM_{2,5}$ et de 11 % du dioxyde d'azote (NO_2). À Paris, des mesures telles que la limitation des véhicules polluants ont permis de réduire de près de moitié les émissions de NO_2 et de plus d'un tiers les émissions de $PM_{2,5}$ en seulement 10 ans.

Madrid et Barcelone respirent désormais l'air le plus pur depuis le début des relevés, il y a plus de 20 ans. À Séoul et à Varsovie, des mesures telles que le remplacement des vieilles chaudières domestiques ont permis de réduire les $PM_{2,5}$ de 23 à 30 % en moins de sept ans, sauvant ainsi plus de 30 000 vies rien qu'à Séoul depuis 2008. Le nouveau métro et le passage aux bus électriques à Quito améliorent déjà la qualité de l'air, avec des réductions de $PM_{2,5}$ allant jusqu'à 15 % pendant les heures de pointe dans certaines stations.

Les villes savent que de meilleures données signifient de meilleures actions. Trente-huit villes ont étendu leurs réseaux de surveillance de la qualité de l'air depuis qu'elles ont rejoint l'Accélérateur, notamment grâce à l'utilisation de capteurs bon marché. Depuis 2019, les villes signataires sont passées de seulement 250 capteurs de $PM_{2,5}$ à plus de 1 600, et de 49 capteurs de NO_2 à près de 900. Cela a permis de renforcer la capacité à concevoir des politiques efficaces fondées sur des données probantes pour lutter contre les points chauds de la pollution et les principales sources de pollution de l'air. À Houston, une nouvelle surveillance protège les communautés de première ligne situées à proximité des raffineries. Nairobi a lancé son premier réseau de surveillance municipal avec 50 capteurs en temps réel, et Johannesburg a mesuré les émissions de 100 000 véhicules, dans le but d'orienter les politiques de lutte contre la pollution atmosphérique. Les données aident également les villes à élaborer des plans à long terme. Dakar a élaboré son premier plan de qualité de l'air et Dubaï adopte une nouvelle stratégie ambitieuse de lutte contre la pollution de l'air à l'horizon 2030.

Les maires mettent en œuvre des mesures d'assainissement de l'air fondées sur des données, en accordant la priorité aux populations les plus vulnérables et en créant de nouvelles possibilités d'emplois verts et de qualité. Les zones d'air pur sont mises en œuvre selon une approche inclusive – 66 % des villes signataires ont mis en œuvre ou s'efforcent de mettre en place des restrictions pour les véhicules très polluants qui ont un impact direct sur la santé des habitants. Les villes signataires redéfinissent les priorités en matière d'espace pour les personnes – 94 % d'entre elles réaffectent de manière permanente l'espace routier des voitures aux modes de transport actifs et durables, ou s'efforcent d'atteindre cet objectif, ce qui profite aux résidents à faible revenu qui dépendent des transports publics et des espaces publics accessibles.

Les villes de l'Accélérateur du C40 pour un Air Pur facilitent également la transition vers des modes de cuisson et de chauffage plus propres, 42 % d'entre elles ayant progressé ou mis en œuvre des actions visant à éliminer l'utilisation de combustibles fossiles ou de combustibles solides pour le chauffage et la cuisson. La lutte contre la pollution de l'air à l'intérieur des habitations, en particulier dans les communautés marginalisées et à faibles revenus, peut améliorer la santé et les conditions de vie, réduire les coûts des soins de santé et lutter contre la pauvreté énergétique.

Les villes font preuve d'un véritable leadership et collaborent avec des partenaires pour réduire la pollution tout en s'attaquant à la crise climatique, ce qui permet de sauver des vies, de réduire les coûts de santé, de créer des emplois verts et de bâtir des communautés plus fortes et plus inclusives.

IMPACT

LES AVANTAGES D'UNE ACTION EN FAVEUR DE L'AIR PUR

La cohorte mondiale des

51 maires

sauvera plus de

450 000 vies

de la pollution de l'air dans leurs villes d'ici à 2040, et gagnera

5,4 millions

d'années de vie, et permettra d'économiser plus de

844 milliards de dollars

en réduisant la pollution atmosphérique pour atteindre leurs objectifs en matière de qualité de l'air

NOMBRE DE VILLES AYANT ÉTENDU LEURS RÉSEAUX DE SURVEILLANCE DE LA QUALITÉ DE L'AIR DEPUIS QU'ELLES ONT REJOINT L'ACCÉLÉRATEUR

Au total, 38 villes signataires ont étendu leurs réseaux de surveillance.

Parmi celles-ci, 22 villes signataires ont augmenté leur nombre de capteurs de PM_{2,5} et de NO₂ à moindre coût.

Entre 2019 et 2024, le nombre de capteurs de PM_{2,5} est passé de 250 à 1 600, et celui des capteurs de NO₂ de 49 à près de 900.

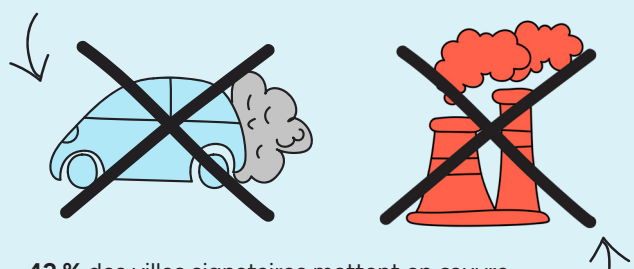
MISE EN ŒUVRE D'UNE ACTION SUBSTANTIELLE EN FAVEUR DE LA QUALITÉ DE L'AIR

94 % des villes signataires réallouent définitivement les routes aux modes actifs et durables ou travaillent activement à la réalisation de cet objectif (contre 84 % en 2023).



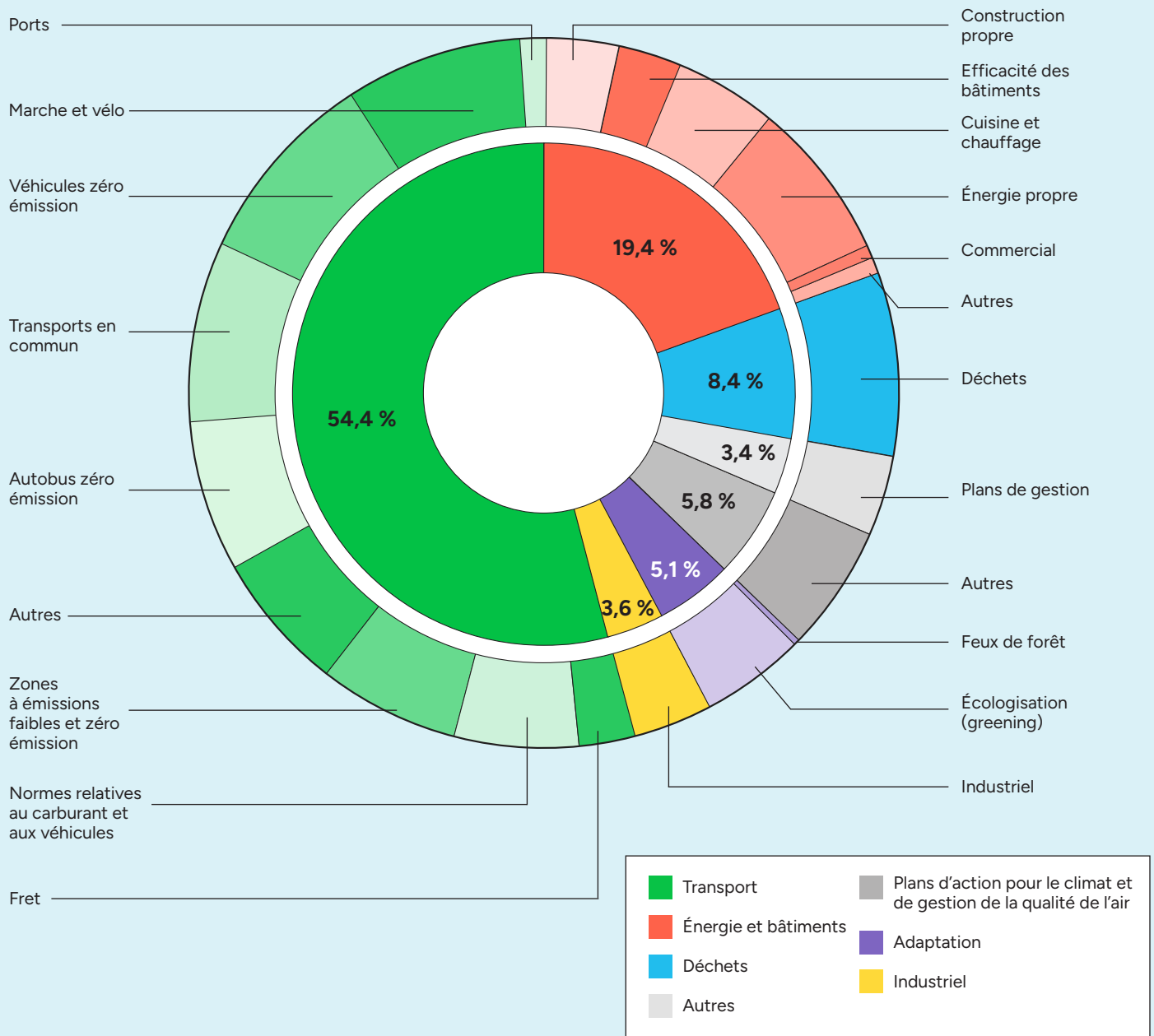
66 % des villes signataires achètent uniquement des autobus zéro émission ou travaillent activement à l'atteinte de cet objectif (contre 62 % en 2023).

66 % des villes signataires imposent des restrictions aux véhicules très polluants sur une partie importante de la ville ou travaillent activement à la réalisation de cet objectif (contre 62 % en 2023).



42 % des villes signataires mettent en œuvre ou encouragent une élimination progressive des technologies utilisant des combustibles fossiles ou solides pour le chauffage et la cuisson ou travaillent activement à la réalisation de cet objectif (contre 34 % en 2023).

FIGURE 1 : Type d'actions et pourcentage d'actions correspondant à chaque secteur de mise en œuvre au titre de l'engagement 2.



TRANSFORMER L'ENGAGEMENT EN ACTION

Engagement 1 : Fixer des objectifs ambitieux de réduction des polluants atmosphériques qui nous mettent sur la voie du respect des lignes directrices finales et/ou provisoires de l'Organisation mondiale de la santé en matière de qualité de l'air et installer et/ou entretenir des réseaux fiables de surveillance de la qualité de l'air à l'échelle de la ville, avec un accès public aux données.

Lagos a ajouté 18 nouveaux moniteurs de qualité de l'air à son réseau depuis septembre 2024, ce qui porte le total à 60. L'emplacement des moniteurs a été guidé par des considérations d'équité, afin de garantir une collecte de données complète dans toutes les communautés, en particulier dans les zones historiquement marginalisées et surchargées. Ce réseau a permis d'améliorer la disponibilité des données pour l'élaboration des politiques.

Bogotá a étendu son réseau de microcapteurs de 17 capteurs en 2023 à 48 en 2024, l'objectif étant d'atteindre 70 capteurs d'ici à la fin de 2025. Ce réseau soutient la transparence des données, l'engagement du public et l'évaluation des interventions en faveur de la qualité de l'air, telles que les zones urbaines pour un meilleur air (ZUMA). Bogotá a également travaillé sur une nouvelle plateforme web éducative accessible gratuitement et contenant des données et des rapports sur la qualité de l'air en temps réel provenant du réseau de surveillance de la ville.

Le département de l'énergie et de l'environnement (DOEE) de **Washington, D.C** a continué d'étendre la couverture de son réseau de surveillance de la qualité de l'air grâce à son programme hyperlocal de surveillance de la qualité de l'air. Le DOEE a installé près de 50 capteurs de qualité de l'air au domicile des habitants et se prépare à en déployer 50 autres dans les écoles et sur les biens appartenant au district à proximité des écoles. Le DOEE a collaboré avec ses partenaires pour déterminer les emplacements des capteurs en fonction de facteurs tels que les écoles les plus proches de sources de pollution, un nombre plus élevé d'enfants asthmatiques et d'autres facteurs de risque. En outre, le DOEE prévoit d'effectuer une surveillance mobile hyperlocale de la qualité de l'air et de déployer quatre moniteurs sur des bancs publics dans la ville ; leurs emplacements ont été choisis par le conseil consultatif local sur la qualité de l'air, sur la base des paramètres fournis par le DOEE et des contributions de la communauté. Une carte accessible au public affichera les relevés de ces capteurs afin de mieux l'informer sur la qualité de l'air local.

Engagement 2 : Mettre en œuvre de nouvelles politiques et de nouveaux programmes de fond pour s'attaquer aux principales causes des émissions de polluants atmosphériques dans les villes et sous leur contrôle, afin d'atteindre les objectifs de réduction des polluants atmosphériques fixés par les villes.

Mexico City a réalisé des progrès en matière d'assainissement de l'air entre 2021 et 2024 en développant les transports en commun avec de nouvelles lignes Metrobús (BRT) et des véhicules électriques. La ville a développé une ligne de métro, créé deux nouvelles lignes de trolleybus et trois lignes de téléphérique, et amélioré l'accès aux transports durables dans les communautés à faibles revenus.

Le projet Rapport d'un an sur l'ULEZ à l'échelle de **Londres** ULEZ One Year Report, publié en mars 2025, montre que la proportion et le nombre de véhicules plus anciens et plus polluants sur les routes de l'extérieur de Londres ont été réduits avec succès. Grâce à l'ULEZ, les émissions polluantes en 2024 sont considérablement plus faibles qu'auparavant. On estime que les émissions de PM_{2,5} des gaz d'échappement des voitures et des camionnettes sont inférieures de 31 % dans l'Outer London, et que les émissions de NO_x des voitures et des camionnettes ont diminué de 14 %. Les réductions ont été obtenues grâce à un ensemble de mesures menées par l'Autorité du Grand Londres (GLA), notamment l'électrification des flottes de véhicules de la ville, l'introduction de plus de 2 000 Autobus zéro émissions et l'ambition d'atteindre une flotte entière de ces bus d'ici 2030. Grâce à ces actions, les limites légales pour la pollution toxique par le NO₂ ont été respectées pour la première fois en 2024, 184 ans plus tôt que prévu.

Los Angeles a introduit plus de 550 semi-remorques zéro émissions dans ses ports, faisant ainsi progresser de manière significative l'objectif du plan d'action conjoint pour l'air pur des ports, à savoir que tous les camions desservant les ports soient zéro émissions d'ici 2035.

Amman s'attaque à l'une des principales sources de pollution de l'air dans la ville : le secteur des déchets. La ville a fait avancer le projet de décharge d'Al-Ghabawi, qui comprend une zone de 176 000 mètres carrés destinée à réduire les émissions de méthane, ainsi qu'une centrale de production d'énergie à partir de biogaz qui devrait couvrir 40 à 45 % des besoins municipaux en électricité.

Le projet d'arrêté **d'Ekurhuleni** vise à officialiser les quartiers informels existants et à empêcher toute nouvelle croissance imprévue. Le règlement est encore à l'état de projet, tandis que la ville continue de travailler à l'amélioration de la qualité de vie des habitants. Les actions comprennent la réduction de l'exposition des résidents à la pollution de l'air à l'intérieur et à l'extérieur en les relogant dans des quartiers équipés d'électricité et de routes goudronnées. La ville a élaboré une stratégie durable de gestion intégrée des déchets, axée sur les quartiers informels, afin de lutter contre les décharges illégales, l'incinération des déchets et d'améliorer la gestion des déchets.

Varsovie élimine progressivement les combustibles polluants pour le chauffage, tout en soutenant économiquement les habitants dans leur transition. La ville a adopté une interdiction des chaudières à charbon et à bois « non classées » dans le secteur du bâtiment, réduisant le nombre de chaudières dans la ville de 15 000 à 1 508 entre 2017 et 2025. Des subventions municipales ont été proposées pour remplacer les vieux appareils de chauffage par des solutions plus respectueuses de l'environnement, telles que les pompes à chaleur à air. Les subventions ont couvert près de 100 % des coûts de remplacement des poêles. Depuis 2017, la ville de Varsovie a accordé près de 3 900 subventions d'un montant d'environ 91 millions de PLN (25 millions de dollars) pour le remplacement de plus de 4 000 poêles privés dégageant de la fumée et de 295 sources de chauffage au fioul.

INSPIRATION



Bogotá s'est inspirée de diverses villes nationales et internationales telles que **Medellín, Barcelone, Auckland,** et **Londres** dans l'élaboration et la mise en œuvre de ses zones à faibles émissions (LEZ) et de ses projets de mobilité durable – par exemple, les gains de qualité de l'air obtenus grâce aux superblocs de Barcelone, à l'ULEZ de Londres et aux stratégies d'Auckland pour la transition vers des véhicules à zéro émission.

Sydney échange constamment des informations et s'inspire mutuellement des actions menées par les collectivités locales voisines, les autres villes capitales australiennes et les villes internationales par l'intermédiaire de réseaux tels que le C40 et l'Alliance des villes neutres en carbone (Carbon Neutral Cities Alliance). Breathe London est à l'origine de l'installation de capteurs locaux à Sydney.

COLLABORATION



Les actions de gestion de la qualité de l'air de **Quezon City**, comme l'expansion des déplacements actifs dans la ville, ont impliqué une collaboration avec les parties prenantes, notamment les groupes de jeunes, les secteurs vulnérables et les organisations de la société civile telles que Bikers for Environment, AKAP Para sa Lahat Inc. et la Quezon City Ladies' Foundation, parmi d'autres. Ces partenariats ont contribué à la mise en œuvre d'initiatives telles que des campagnes de sensibilisation, des ateliers de renforcement des capacités communautaires et des actions de plaidoyer en faveur de l'amélioration de la qualité de l'air.

Milan a publié un appel à participation à son alliance pour l'air et le climat en novembre 2024, adressé aux entreprises opérant dans la ville. Au total, 56 entreprises ont adhéré, dont 21 grandes, 8 moyennes, 12 petites et 15 microentreprises. En adhérant à l'Alliance, les entreprises se sont engagées à prendre des initiatives et des mesures volontaires contribuant à l'amélioration de la qualité de l'air, à l'adaptation au changement climatique, à la réduction des émissions et à la sensibilisation. Les entreprises abordent la question de la durabilité environnementale par le biais d'initiatives en matière d'économies d'énergie, d'énergies renouvelables, d'adaptation au climat, d'économie circulaire, de qualité de l'air, de mobilité, d'infrastructures vertes et de campagnes de sensibilisation du public.

ÉQUITÉ ET INCLUSION



Le plan d'action pour la qualité de l'air du comté de **Nairobi** 2019-23 a permis d'obtenir des résultats majeurs, notamment le recrutement d'un nombre record de responsables de l'environnement et du changement climatique déployés dans les 85 quartiers de la ville, favorisant l'action et la surveillance locales ainsi qu'une surveillance accrue de la qualité de l'air, une plus grande sensibilisation de la communauté et des partenariats multipartites visant à promouvoir un air plus pur. Nairobi travaille actuellement à la mise à jour de son plan d'action pour la qualité de l'air en adoptant une approche multisectorielle qui associe mieux la qualité de l'air à la lutte contre les inégalités et à l'amélioration de la santé publique. La ville crée des emplois verts pour les jeunes tout en poursuivant des objectifs environnementaux. Le comté a cartographié plus de 600 groupes de jeunes activement engagés dans l'économie circulaire, détournant les déchets des décharges et réduisant les émissions de superpolluants tels que le méthane ou le carbone noir. Ces initiatives renforcent les moyens de subsistance des jeunes, améliorent la résilience climatique et ont des effets inclusifs et mesurables pour les habitants de la ville.

Bengaluru, avec le soutien du programme Inclusive Climate Action (ICA) du C40, a fourni une formation ciblée et un renforcement des capacités pour les travailleurs des déchets de première ligne dans trois groupes de travailleurs semi-formels : Les travailleurs de liaison, les maréchaux et les ramasseurs de déchets identifiés. Les discussions avec 75 travailleurs du secteur des déchets ont abouti à un dialogue municipal de haut niveau en juillet 2025. Ce dialogue a réuni l'administration de Bengaluru (BBMP), l'entité chargée de la gestion des déchets (BSWML) et les travailleurs de première ligne, offrant ainsi une plateforme directe pour présenter les solutions collectives élaborées au cours des sessions de consultation.

Le résultat a été un ensemble de solutions actionnables et informées par les travailleurs, que BBMP et BSWML mettront en œuvre en accord avec le plan d'action climatique de Bengaluru (BCAP). Cette initiative permettra de réduire l'impact de la pollution atmosphérique sur la santé des travailleurs grâce à une réduction de l'exposition et à des bilans de santé, et de soutenir les objectifs de l'Accélérateur pour un air pur de la ville en matière de réduction de la pollution atmosphérique provenant du secteur des déchets.

DÉFIS

Les obstacles à l'amélioration de la qualité de l'air peuvent varier d'une région à l'autre et se manifester de différentes manières, tandis que certains d'entre eux sont communs à toutes les villes, quel que soit le contexte. Ils se répartissent généralement dans les catégories suivantes :

- **Les limitations financières** peuvent constituer des obstacles importants en raison du coût des mesures en faveur de la qualité de l'air, telles que la transition vers des sources d'énergie plus propres, l'extension et l'amélioration des infrastructures de transport durable, l'électrification des flottes de transport et/ou le déploiement et l'entretien de réseaux robustes de surveillance de la qualité de l'air.
- **Les lacunes dans les données** peuvent conduire à une compréhension incomplète des tendances et des points chauds de la pollution de l'air. Les villes devraient être en mesure d'identifier avec précision les sources d'émission, d'élaborer des actions fondées sur des données probantes et de suivre l'impact des interventions. Au-delà de la surveillance de la qualité de l'air, les villes devraient également suivre les indicateurs liés aux disparités en matière de santé et d'équité, et les utiliser pour mieux concevoir, mettre en œuvre et évaluer les politiques
- **Les capacités limitées du personnel municipal** chargé de la qualité de l'air limitent la capacité de la ville à mettre en œuvre efficacement les politiques et les actions, à évaluer leur impact et à sensibiliser davantage le public. Certaines activités, comme la surveillance de la qualité de l'air ou les études d'inventaire des émissions, nécessitent un niveau élevé d'expertise technique et les villes ont souvent besoin d'une aide extérieure pour les mener à bien.
- **Une collaboration intergouvernementale et interdépartementale inefficace.** Les villes n'ont souvent pas les pleins pouvoirs pour s'attaquer aux sources d'émission, même à l'intérieur de leurs limites, et dépendent d'entités régionales, fédérales ou nationales pour la surveillance de la qualité de l'air, la fixation d'objectifs en matière de qualité de l'air, l'élaboration de politiques et l'application de celles-ci. Cette dépendance peut créer des obstacles importants, en particulier lorsqu'il n'existe pas de structures internes de coordination. Si ces défis sont universels, leur manifestation varie selon le contexte de la ville. Pour les surmonter, il faut des mandats clairs et des mécanismes de coopération inter-agences.

COMMENT LES VILLES INTENSIFIENT LEUR ACTION

Les villes s'engagent à surmonter les principaux obstacles à la mise en œuvre et à réduire les effets de la pollution atmosphérique sur la santé des habitants. L'OMS a annoncé une feuille de route actualisée pour une réponse mondiale renforcée aux effets néfastes de la pollution de l'air sur la santé, lors de la deuxième conférence mondiale de l'OMS sur la pollution de l'air et la santé en mars 2025. En réponse, les coprésidents de C40 Cities, les maires de Londres et de Freetown [ont publié une déclaration](#) au nom des villes signataires de l'Accélérateur du C40 pour un Air Pur, approuvant et saluant la feuille de route mise à jour pour lutter contre les effets de la pollution atmosphérique sur la santé. Ils ont souligné le rôle essentiel que jouent les villes dans la lutte contre cette crise, défendu le travail accompli par les villes signataires de l'Accélérateur et ont reconnu la nécessité de prendre d'autres mesures urgentes pour lutter contre l'air toxique à tous les niveaux de gouvernement.

Les maires signataires montrent la voie avec des actions planifiées, notamment l'amélioration de l'accès aux données grâce à l'expansion des réseaux de surveillance de la qualité de l'air, la sensibilisation des habitants et la mise en œuvre d'actions inclusives en faveur de l'air pur grâce à des solutions éprouvées telles que les zones d'air pur, le développement des transports publics, l'électrification des flottes de bus et le soutien à l'électrification des véhicules commerciaux et privés. Améliorer l'accès à des environnements urbains sains

et promouvoir les déplacements actifs. Ils prévoient également de s'attaquer aux émissions provenant du secteur des déchets, d'accroître la production d'énergie renouvelable et d'éliminer progressivement l'utilisation de combustibles fossiles et solides pour la cuisine et le chauffage dans les années à venir.

ACTION FUTURE

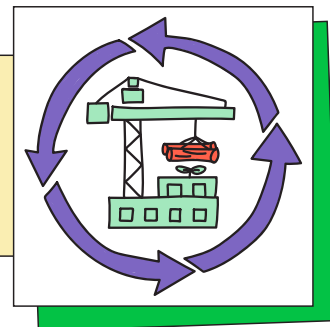


Berlin planifiera ses travaux dans les années à venir en fonction des nouvelles limites de qualité de l'air fixées par l'Union européenne pour 2030. Il s'agit notamment d'adapter le réseau de surveillance de l'air et d'étendre la modélisation des données sur l'impact des mesures potentielles en matière de circulation. Berlin s'efforcera également de renforcer la participation du public à la planification de la qualité de l'air et continuera à développer les transports publics, en prévoyant d'augmenter le nombre de bus électriques pour atteindre une part de 22 % d'ici à 2026, contre 14,5 % en 2024.

Jakarta prévoit d'étendre son réseau de surveillance de la qualité de l'air et de mettre en place des systèmes d'alerte précoce pour protéger les habitants. Au cours des deux prochaines années, la ville continuera également de promouvoir le transfert modal vers les transports publics, en développant ses systèmes de métro (MRT), de bus rapides (BRT) et de trains légers (LRT), et en mettant en place des zones à faibles émissions.



L'ACCÉLÉRATEUR DU C40 POUR UNE CONSTRUCTION PROPRE



Comment les villes mènent la transition vers un environnement bâti décarboné et résilient

VILLES SIGNATAIRES

Budapest, Londres, Los Angeles, Milan, Mexico, New York, Oslo, San Francisco

ENGAGEMENTS

1. Donner la priorité à une meilleure utilisation, à la réaffectation et à la modernisation des bâtiments existants
2. Montrer l'exemple en matière de marchés publics municipaux
3. Exiger la transparence et la responsabilité
4. Établir une feuille de route commune avec des objectifs de décarbonisation pour 2030
5. Approuver un projet phare d'émissions nettes nulles (opérationnelles et intrinsèques)
6. Évaluer l'impact des choix de matériaux et de conception sur la résilience climatique
7. Plaider pour que d'autres niveaux de gouvernement prennent des mesures

RÉSUMÉ

Avec 2,5 milliards de personnes supplémentaires attendues dans les zones urbaines d'ici 2050, le parc immobilier mondial va presque doubler. Cela équivaut à construire chaque mois une ville de la taille de Singapour ou de New York. Les matériaux de construction, la construction, l'entretien et la démolition contribuent de manière significative à l'empreinte carbone, c'est pourquoi il est essentiel d'adopter une approche de la construction fondée sur l'ensemble du cycle de vie. La construction représente plus de 23 % des émissions mondiales de CO₂, le béton et l'acier étant les principaux responsables. Le ciment représente à lui seul 8 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre. Le secteur consomme également plus de 30 % des ressources mondiales, endommage les écosystèmes et génère des déchets et une pollution considérables.

Les 8 villes signataires de l'Accélérateur du C40 pour une Construction Propre font évoluer les marchés vers des pratiques à faible émission de carbone et renforcent la confiance dans la construction propre. **Los Angeles** et **New York** collaborent avec le secteur privé pour signaler la demande croissante en matière de construction à faible émission de carbone et de machines électriques par l'intermédiaire de la North American Electric Construction Coalition. Les villes font pression pour que des mesures plus importantes soient prises au niveau national, ce qui a été fréquemment cité comme un obstacle majeur dans les rapports de cette année. La ville d'**Oslo** continue de fixer des normes de leadership et s'est récemment coordonnée avec d'autres municipalités norvégiennes pour plaider auprès du gouvernement national en faveur d'un changement de politique en matière de marchés publics durables, ce qui ne saurait tarder. De nombreuses villes continuent à utiliser leurs propres marchés publics

pour aider le marché à adopter des pratiques à faible émission de carbone, ce qui implique souvent une coordination entre les différents services.

Mexico City a mis en place un groupe de travail sur la construction propre, qui identifiera les actifs sous-utilisés à réaffecter, élaborera des catalogues de marchés publics à faible émission de carbone et identifiera les acteurs du secteur privé, de la société civile et du monde universitaire qui peuvent participer à l'élaboration des politiques. Des recherches récentes montrent qu'une transition vers la construction propre dans l'environnement bâti de Mexico City créera 1,1 million d'années d'emploi d'ici à 2050, soit près de trois fois plus que dans un scénario à forte teneur en carbone et de maintien du statu quo. Cette croissance est en grande partie due à une augmentation significative des travaux d'entretien et de réparation, qui généreront beaucoup plus d'emplois verts de qualité.

Ce type d'action coordonnée entre les départements a permis de mieux comprendre les liens entre la construction propre et l'adaptation. Les villes mettent de plus en plus en œuvre des interventions susceptibles de produire des résultats conjoints en matière de résilience et d'émissions intrinsèques. À **Los Angeles**, le bureau de l'énergie et du développement durable a créé un cabinet interdépartemental sur le climat afin d'identifier et de promouvoir des solutions naturelles et biologiques de haute qualité pour l'environnement bâti. En déployant une plus grande couverture arborée, la ville réduit également la quantité de pavés durs à base de ciment et utilise à la place des pavés perméables à haute réflectance pour réduire la chaleur et le risque d'inondation.

Les maires s'engagent à modifier les valeurs de l'industrie mondiale de la construction afin de valoriser collectivement le parc immobilier existant, de donner une meilleure priorité aux rénovations pour des bâtiments sains et confortables, et de veiller à ce que les nouveaux bâtiments et infrastructures intègrent les principes de l'économie circulaire dans leurs choix de conception, de matériaux et de construction. Aucun acteur n'est en mesure de transformer à lui seul les systèmes de l'environnement bâti. Cependant, les villes signataires de l'Accélérateur du C40 pour la construction propre se sont engagées à prendre des mesures audacieuses et à rassembler les parties prenantes nécessaires pour provoquer un changement urgent.

IMPACT

88 %

des villes signataires ont approuvé un projet de construction pilote pour un fonctionnement net zéro et de faibles émissions intrinsèques

TRANSFORMER L'ENGAGEMENT EN ACTION

Engagement 1 : Donner la priorité à une meilleure utilisation, à la réaffectation et à la modernisation du parc immobilier et des infrastructures existants

Los Angeles étend son ordonnance sur la réutilisation adaptative à l'échelle de la ville, qui encourage la conversion de bâtiments commerciaux existants en unités de logement. Il s'agit de remédier à la pénurie de logements, de réduire les espaces vacants et de prolonger la durée de vie des bâtiments, tout en favorisant le développement durable par la réutilisation des infrastructures existantes. L'ordonnance permet de transformer des bâtiments de 15 ans ou plus en logements sans examen discrétionnaire. Il permet également de convertir des parkings et des immeubles de bureaux, ce qui contribue à remédier à la fois à la pénurie de logements et à l'inoccupation des locaux commerciaux. L'assouplissement des restrictions en matière de planification rend la réutilisation adaptative plus viable financièrement pour les promoteurs.

Engagement 2 : Montrer l'exemple en matière de marchés publics municipaux

San Francisco a formé le personnel des agences d'infrastructure de la ville et mis à jour les lignes directrices en matière de conception et de construction afin de les aligner sur la norme de l'État de Californie relative au carbone incorporé pour les nouvelles constructions et les bâtiments existants, réduisant ainsi de 10 % les émissions incorporées des matériaux de construction les plus courants. La ville a également mis à jour la politique municipale en matière de construction écologique en y incluant une liste de contrôle du carbone incorporé afin de comprendre les principaux défis liés à la prise en compte du carbone incorporé. Ces informations sont rassemblées pour constituer une boîte à outils de solutions visant à minimiser les émissions intrinsèques dans les marchés publics des villes. Les équipes de projet doivent appliquer l'analyse du cycle de vie pour parvenir à une réduction d'au moins 10 % du carbone incorporé dans au moins trois catégories de produits ou types d'assemblages de bâtiments.

La ville applique des évaluations du cycle de vie des bâtiments entiers (ACV) pour réduire les impacts du cycle de vie des bâtiments, et exige des déclarations environnementales des produits.

Engagement 3 : Exiger la transparence et la responsabilité

Londres la politique d'aménagement du territoire exige des déclarations sur la WLCA et l'économie circulaire pour tous les grands projets, y compris ceux réalisés sur des terrains appartenant à la municipalité. La ville exige également que tous les WLCA soient accessibles au public via le portail de planification de chaque arrondissement, et publie des rapports annuels sur les progrès accomplis, y compris des données sur les émissions de carbone tout au long de la vie. La politique « Be Seen » de la GLA exige des candidats qu'ils fournissent des estimations précises et des données sur les performances en cours d'utilisation à chaque étape du rapport, au moyen du modèle de rapport « Be Seen » approprié.

Engagement 4 : Travailler avec les parties prenantes pour établir une feuille de route commune et fixer des objectifs intermédiaires en vue de la réalisation des objectifs de 2030

Londres est l'une des villes pilotes du projet VISIBLE du C40, qui vise à tester et à montrer que la décarbonisation des bâtiments peut être bénéfique pour les personnes, socialement juste, économiquement viable et déboucher sur un environnement bâti régénérateur. La ville vise à obtenir un soutien public et politique pour accélérer une transition juste dans le secteur de la construction et de l'environnement bâti.

Le programme a mis en œuvre des projets pilotes démontrant des stratégies de décarbonisation dans le secteur de la construction et a organisé des dialogues sociaux et commerciaux afin d'aligner les principales communautés et parties prenantes de l'industrie sur les droits des travailleurs et la disponibilité d'emplois verts de qualité. La ville intègre ces principes dans la prochaine

politique « Whole Life Carbon » du prochain plan de Londres, et lance un laboratoire de conception de l'économie verte réunissant les principales parties prenantes afin de promouvoir des pratiques inclusives et de veiller à ce que les travailleurs issus de minorités ethniques soient en mesure d'accéder à leur poste et de progresser dans leur carrière.

Engagement 5 : Approuver au moins un projet phare à zéro émission nette (opérationnelle et intrinsèque) deux ans après la signature

L'Urban Village **d'Oslo** est un nouveau projet à usage mixte comprenant des espaces commerciaux et un immeuble de logements abordables situé dans le quartier de Furuset à Oslo. Il s'agit de l'un des projets lauréats de la première édition du concours [Réinventer les villes](#). Le projet comprend deux bâtiments de six étages et plus de 50 % du site est consacré à un espace public vert. Le projet a été conçu pour atteindre la neutralité carbone en termes d'émissions opérationnelles et intrinsèques tout au long de sa durée de vie.

Engagement 6 : Évaluer l'impact de notre choix de matériaux et de notre conception de la construction sur la résilience globale de nos villes aux impacts climatiques

New York est confrontée au risque d'ondes de tempête. En mai 2024, la ville de New York a fait progresser le projet de résilience côtière de la batterie afin de protéger le sud de Manhattan de l'élévation du niveau de la mer et des ondes de tempête. La conception proposée intègre des éléments durables et résistants tels que des arbres tolérants au sel, un système de drainage amélioré et des pavés perméables. Une grande partie des matériaux est réutilisée sur le site, à l'aide d'équipements de construction qui protègent les travailleurs et les résidents du bruit et de la pollution de l'air. Le projet devrait permettre de réduire le carbone intrinsèque de plus de 50 %. La ville étudie également la faisabilité de l'utilisation de la pouzzolane dans les projets de résilience côtière. La pouzzolane de verre broyé est fabriquée à partir de verre recyclé post-consommation et peut remplacer jusqu'à 50 % du ciment dans le béton, réduisant ainsi considérablement les émissions de carbone incorporées dans les applications marines.

Engagement 7 : Travailler avec les gouvernements régionaux, nationaux et supranationaux et plaider pour qu'ils prennent des mesures

Oslo travaille avec d'autres villes norvégiennes pour stimuler un marché plus important pour la construction propre, et en particulier pour les machines de construction électriques. Les efforts de la ville ont consisté à plaider en faveur de réglementations nationales pour faciliter l'action au niveau de la ville. Grâce à cet effort, en 2025, les municipalités norvégiennes ont été mandatées par la loi sur la prévention de la pollution pour exiger l'électrification des travaux de construction privés et publics.



ville d'Oslo

INSPIRATION



Milan s'est inspirée du Plan local d'urbanisme bioclimatique (PLUb) de Paris lors de la révision du plan directeur de la ville, qui vise à renforcer la durabilité ainsi que l'atténuation et l'adaptation au changement climatique. **Madrid, Londres** et **Oslo** ont toutes été une source d'inspiration lors de l'atelier C40 VISIBLE qui s'est tenu en mars 2025 à Madrid. Il a apporté des contributions utiles sur les aspects d'équité de la décarbonisation du secteur de la construction. Milan s'inspire également d'autres villes italiennes, telles que Trente, Bolzano et Bologne, pour leurs réglementations innovantes en matière de construction.

COLLABORATION



La North American Electric Construction Coalition est un partenariat entre le secteur privé et des villes, dont **New York** et **Los Angeles**. Ces deux villes signataires de l'Accélérateur pour une construction propre continuent d'être des membres actifs de la coalition, contribuant à accélérer la transition vers des équipements de construction à zéro émission en s'engageant avec les leaders de l'industrie, en plaidant pour des politiques de soutien et en partageant les meilleures pratiques entre les juridictions et les parties prenantes de l'industrie. Ces efforts de coalition visent à s'engager directement auprès des vendeurs et des fournisseurs d'équipements de construction au niveau national afin d'accélérer la mise en œuvre d'engins de construction entièrement électriques.

ÉQUITÉ ET INCLUSION



En 2025, **Mexico City** a avancé sa participation au projet pilote du C40 sur les Impacts sur le travail et les coûts d'une transition vers la construction propre dans les villes, qui explore la manière dont les pratiques de construction durable peuvent remodeler les marchés du travail locaux. Les résultats montrent que la construction propre pourrait générer plus de 1,1 million d'emplois par an d'ici à 2050, soit un quasi-triplement des niveaux d'emploi actuels, ce qui profiterait particulièrement aux travailleurs informels. En encourageant la construction industrielle et le travail du bois, la ville s'efforce de garantir des salaires plus élevés, des conditions de travail plus sûres et de nouvelles possibilités de formation, afin de créer une main-d'œuvre verte plus inclusive et plus équitable.

San Francisco utilise ses engagements en matière de construction propre pour promouvoir l'équité et les opportunités économiques, ainsi que pour réduire le carbone incorporé. En imposant la déconstruction et la réutilisation de matériaux récupérés, la ville réduit les risques sanitaires pour les entrepreneurs et les communautés locales tout en créant des emplois plus sûrs et plus durables. Parallèlement, San Francisco étudie des programmes de développement de la main-d'œuvre et des prêts aux petites entreprises afin d'étendre la formation et le soutien aux entreprises dans l'écosystème croissant de la déconstruction et de la réutilisation, contribuant ainsi à construire une économie locale plus circulaire et plus inclusive.



© Cécile Faraud – C40

DÉFIS

Les villes sont confrontées à un manque de capacité, avec des ressources limitées consacrées à la construction propre, y compris un personnel peu nombreux et une faible allocation budgétaire. En outre, l'engagement interne des différents départements et agences peut s'avérer difficile, tandis que certains décideurs n'ont pas une compréhension globale des questions en jeu. Au niveau national, il y a un manque important de compréhension et de motivation, ce qui conduit à une législation et à un soutien limités. La préparation du marché est un défi important – les options pour les machines électriques spécialisées à usage intensif sont limitées, à tel point que certaines zones géographiques n'ont actuellement aucune possibilité d'approvisionnement. L'accès au réseau électrique peut également constituer un défi pour les chantiers de construction dans certaines zones à forte demande énergétique, ainsi que le manque d'infrastructures de recharge dans les dépôts et les stations de tri. Bien qu'il existe un nombre croissant d'options pour les matériaux biosourcés et à faible teneur en carbone, on perçoit un surcoût associé à ces matériaux, ce qui n'est souvent pas vrai, et on a tendance à s'appuyer sur des matériaux et des spécifications historiques.

COMMENT LES VILLES INTENSIFIENT LEUR ACTION

Les villes signataires renforcent leur engagement en faveur de la construction propre, comme en témoignent les politiques ambitieuses de marchés publics écologiques actuellement en cours d'élaboration. Les villes se concentrent davantage sur l'évaluation des émissions de carbone associées aux matériaux et à la construction, et font désormais pression pour une plus grande utilisation des évaluations du cycle de vie complet (WLCA), comme Londres l'exige désormais pour les grands projets, et comme **San Francisco** l'introduit dans ses procédures de passation de marchés publics.

Les marchés publics durables sont un outil essentiel pour transformer le marché, pour démontrer la valeur de la réutilisation et de la reconversion des bâtiments plutôt que de les démolir pour en construire de nouveaux, et ils sont essentiels pour signaler au secteur de la construction la demande de pratiques à faible émission de carbone. Les villes signataires reconnaissent que la passation de marchés est l'une des mesures les plus importantes à prendre avant 2030. La ville de **Milan** s'est employée à persuader le secteur privé de suivre ce modèle, faisant lentement mais sûrement évoluer les mentalités. De même, les villes peuvent créer une demande pour des matériaux et des technologies qui ne sont pas encore courants par le biais de leurs normes de passation de marchés, comme le fait **Los Angeles** en pilotant un langage contractuel pour soutenir l'utilisation d'équipements entièrement électriques dans les projets de travaux publics. Plus important encore, nous considérons l'Accélérateur Comme un outil permettant de rassembler les parties prenantes afin de réaliser collectivement la transformation zéro carbone de

l'environnement bâti et de nos pratiques de construction. Les actions les plus importantes d'ici à 2030 consisteront à rassembler les parties prenantes afin d'accroître la demande, de modifier les pratiques habituelles et de faire évoluer les choix de matériaux standard.

ACTION FUTURE

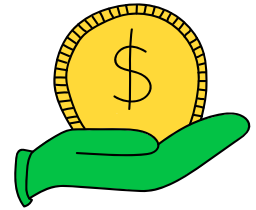


La stratégie de développement spatial de **Londres**, connue sous le nom de « London Plan », sera mise à jour en 2026-28, et des travaux sont en cours pour examiner et collecter des preuves qui soutiendront les changements proposés. Il s'agit notamment d'examiner toutes les données relatives au WLC soumises à la GLA dans le cadre du processus de planification, ainsi que de proposer des amendements à la section relative à la qualité de l'air du nouveau plan de Londres, qui visera à promouvoir l'utilisation d'engins de chantier à émissions nulles (NRMM) sur les sites de construction.

San Francisco mène des recherches fondamentales sur la manière d'établir une allocation maximale pour les émissions intrinsèques en fonction du type d'occupation ou de construction. Une fois que la politique en matière de carbone incorporé aura été testée sur des projets municipaux et affinée si nécessaire, elle sera étendue aux projets privés, ce qui aboutira à une stratégie à l'échelle de la ville d'ici à 2026.



L'ACCÉLÉRATEUR DU C40 POUR DES INVESTISSEMENTS PROPRE



Comment les villes orientent les investissements des municipalités et des fonds de pension vers des actifs propres et exempts de combustibles fossiles

VILLES SIGNATAIRES

Amsterdam, Auckland, Berlin, Boston, Bristol, Le Cap, Copenhague, Durban/Ethekwini, Glasgow, Jakarta, Londres, Milan, Montréal, Nouvelle-Orléans, New York, Oslo, Paris, Pittsburgh, Rio de Janeiro, Seattle, Vancouver

ENGAGEMENTS

1. Retirer et arrêter les investissements dans les entreprises de combustibles fossiles des actifs de notre ville (par exemple, les investissements municipaux, les liquidités, les fonds de réserve, les trusts) et augmenter nos investissements financiers dans les solutions climatiques, y compris celles qui créent de bons emplois et une économie verte et juste
2. Promouvoir une finance propre et durable auprès des autres investisseurs et de tous les niveaux de gouvernement, notamment en encourageant des politiques climatiques solides et à long terme et en exigeant une plus grande transparence.
3. Demander à nos fonds de pension de supprimer et d'arrêter les investissements futurs dans les entreprises de combustibles fossiles, et de les augmenter dans les solutions climatiques, y compris celles qui créent de bons emplois et une économie verte et juste

RÉSUMÉ

Pour créer des communautés plus saines et des économies locales durables, les investissements doivent être réorientés des combustibles fossiles et autres secteurs polluants vers des secteurs qui soutiennent un avenir plus propre et plus juste pour tous. Il s'agit d'une opportunité d'investissement majeure : chaque dollar de financement public pour des projets climatiques peut générer jusqu'à [quatre dollars d'investissements privés](#).

L'action climatique urbaine peut générer des emplois verts locaux et bénéficier directement aux habitants. Des efforts sont nécessaires pour débloquer des capitaux privés afin d'atteindre cet objectif et d'aider à surmonter l'important [déficit d'investissement](#) auquel les villes sont actuellement confrontées. Chaque dollar investi dans une infrastructure résiliente pourrait permettre d'économiser quatre dollars en dépenses de rénovation et de reprise après sinistre.

Aujourd'hui, **21 villes du monde** ont signé [l'Accélérateur du C40 pour des investissements Propre](#) qui vise à mobiliser les investissements dans des projets propres, sans énergie fossile, qui soutiennent les objectifs climatiques et créent des emplois verts et de qualité. Ensemble, ces villes représentent 61 millions d'habitants et plus de 1 000 milliards de dollars américains de capitaux municipaux et de fonds de pension.

Les villes désinvestissent leurs portefeuilles d'investissement (par exemple, les liquidités, les fonds fiduciaires et les fonds de réserve) des entreprises de combustibles fossiles et augmentent leurs investissements dans les solutions climatiques. Par exemple, depuis 2023, **Copenhague** s'est fixé comme objectif que 50 %

des investissements de son fonds d'investissement soient verts ou durables, conformément à la définition du règlement de l'UE sur la communication financière durable (SFDR), d'ici à 2030. Les budgets municipaux étant de plus en plus limités, les villes trouvent également des moyens d'innover sur le plan financier, les deux tiers d'entre elles développant de nouveaux instruments financiers tels que les fonds et les obligations verts. **Berlin** a lancé avec succès son obligation de développement durable de 750 millions d'euros (871,8 millions de dollars américains) en 2023 et prévoit une deuxième émission pour la fin de l'année 2025.

Les maires sont plus nombreux que jamais à prononcer des discours, à publier des articles d'opinion et à organiser des événements pour plaider en faveur de la fin du financement des combustibles fossiles. Un tiers des maires signataires se sont directement engagés avec d'autres dirigeants municipaux pour amplifier leur appel en faveur d'une finance sans fossiles. La grande majorité des villes étendent également leur leadership climatique pour influencer et engager d'autres investisseurs et gouvernements nationaux lors d'événements publics tels que l'Urban20 et la London Climate Action Week, ainsi que lors de tables rondes à huis clos.

Les villes ont orienté près de 11 milliards de dollars américains de nouveaux capitaux vers des solutions climatiques et des fonds verts par le biais d'un engagement direct. Dans le même temps, les investissements totaux dans les entreprises de combustibles fossiles ont diminué d'environ 230 millions de dollars américains par rapport aux niveaux de 2023.

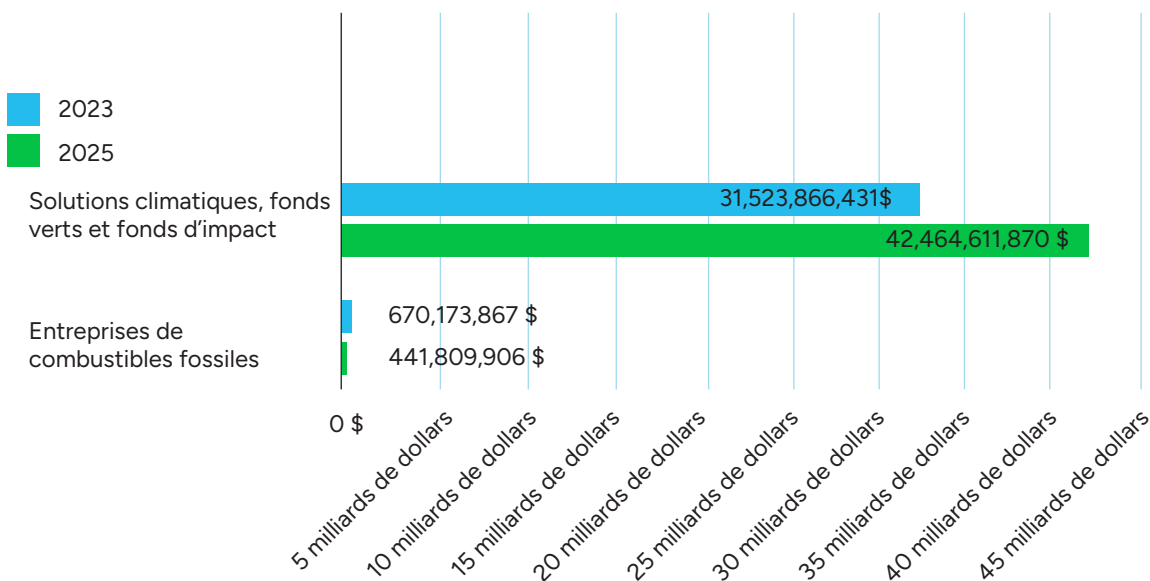
Ces efforts démontrent qu'une réorientation des investissements dans le domaine de la propreté peut offrir de meilleurs résultats aux travailleurs, économiser l'argent des contribuables et permettre aux villes d'investir davantage dans des projets bénéfiques pour les communautés locales, tels que l'énergie propre, les véhicules électriques et les parcs publics.

Le programme d'investissement durable ayant été mis à mal ces dernières années, il s'agit d'un moment crucial pour les dirigeants des villes de faire valoir que l'investissement dans des actifs propres peut contribuer à protéger les rendements financiers, à réduire les risques et à assurer la stabilité économique à long terme, tout en contribuant à la réalisation des objectifs en matière de climat.

IMPACT

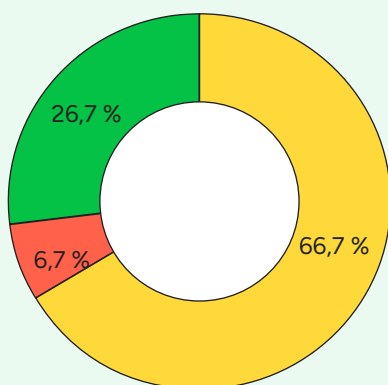
L'INVESTISSEMENT DANS LES TECHNOLOGIES PROPRES VS. LES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION SECTEURS DES COMBUSTIBLES FOSSILES PAR LES FONDS DE PENSION DU RÉSEAU

NB. Lorsque des chiffres actualisés n'étaient pas disponibles, les chiffres de la période précédente ont été pris en compte, à condition que les politiques d'investissement liées au développement durable soient restées cohérentes.

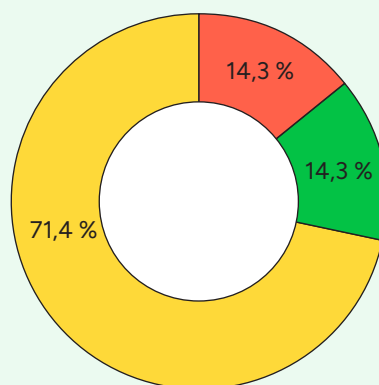


POURCENTAGE DE VILLES RÉALISANT DES PROGRÈS PAR ENGAGEMENT

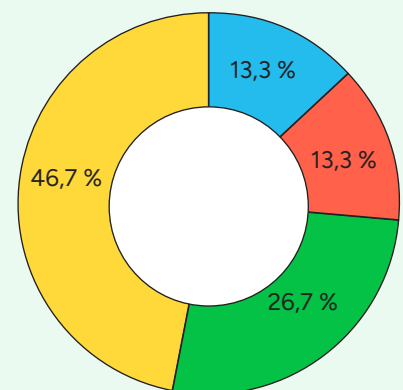
Engagement 1 :
Investissements municipaux



Engagement 2 :
Plaider en faveur d'investissements propres et créateurs d'emplois

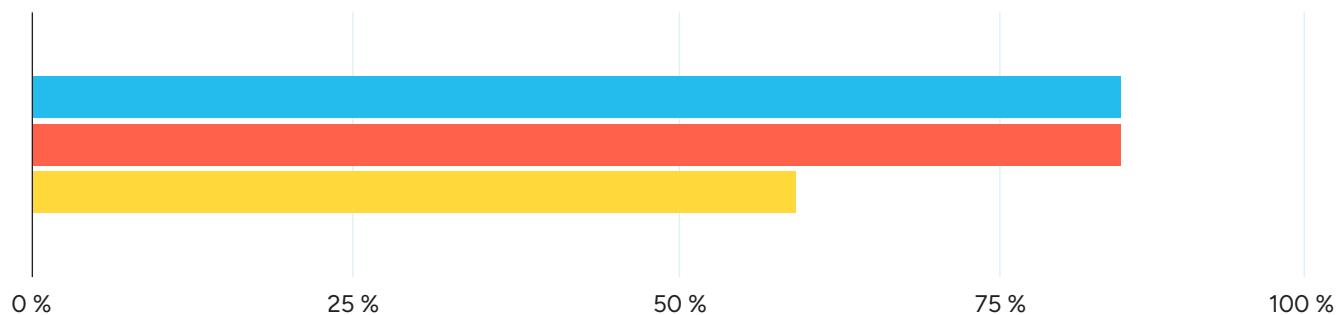


Engagement 3 :
Engager les fonds de pension et les autres investisseurs



■ Atteint
■ En cours
■ Prévu mais non commencé
■ N'est plus pertinent/ abandonné

DES INVESTISSEMENTS PROPRES GRÂCE AUX ACTIFS ET AUX POLITIQUES DES MUNICIPALITÉS



- Les villes ayant retiré les entreprises de combustibles fossiles des investissements municipaux (par exemple, les liquidités, les fonds de réserve, les trusts) et qui ont mis en place des politiques visant à stopper les investissements futurs dans ces entreprises
- Les villes ayant augmenté les investissements municipaux dans les solutions climatiques renouvelables (par exemple, à partir d'actifs en espèces/de fonds de réserve/de fonds fiduciaires)
- Les villes ayant mis au point des instruments financiers (par exemple, des fonds pour les villes vertes, des fonds de co-investissement ou des obligations vertes) afin d'obtenir des investissements dans des projets liés au climat

86 %

des villes signataires ont retiré les entreprises de combustibles fossiles des investissements municipaux (par exemple, les liquidités, les fonds de réserve, les fiducies) et ont mis en place des politiques visant à mettre fin aux investissements futurs dans ces entreprises.

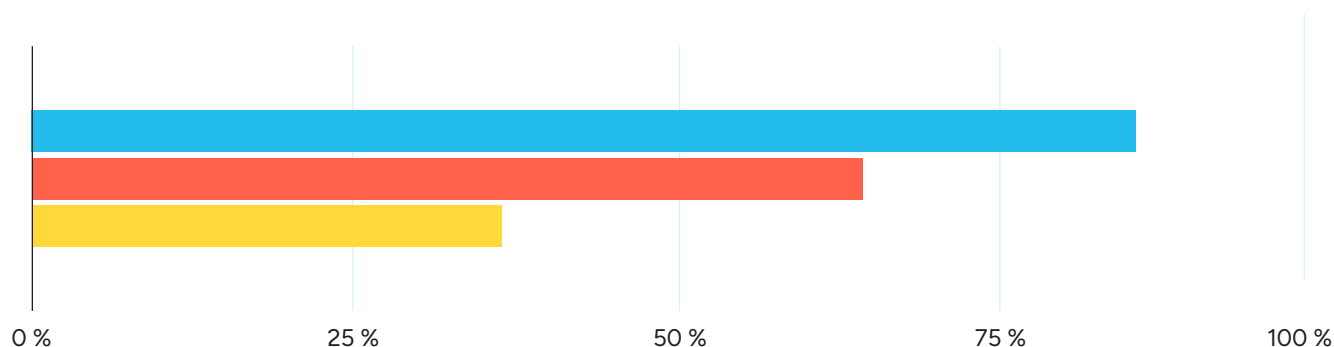
86 %

des villes signataires prennent des mesures pour augmenter les investissements municipaux dans les énergies renouvelables et les solutions climatiques (par exemple, à partir de liquidités, de fonds de réserve ou de trusts).

60 %

des villes signataires ont développé des véhicules financiers (par exemple, des fonds de villes vertes/des fonds de co-investissement/des obligations vertes) pour mobiliser des investissements dans des projets climatiques.

PLAIDER EN FAVEUR D'INVESTISSEMENTS PROPRES ET CRÉATEURS D'EMPLOIS



- Les villes qui ont utilisé de leur influence pour sensibiliser et engager d'autres acteurs et nos gouvernements régionaux et nationaux à réaffecter les investissements à des secteurs verts et créateurs d'emplois
- Les villes qui ont plaidé publiquement pour la fin du financement des combustibles fossiles et qui soutiennent l'accès équitable à des emplois décents
- Les villes qui se sont engagées avec les maires d'autres villes à lancer un appel collectif en faveur d'une finance sans fossile, par exemple aux fonds de pension, aux banques, aux gestionnaires d'actifs ou aux régulateurs les plus importants (au niveau régional ou national)

86 %

des villes signataires usent de leur influence pour inciter d'autres acteurs, tels que les institutions financières, universitaires, culturelles ou sanitaires privées, ainsi que les gouvernements régionaux et nationaux, à investir dans des secteurs verts et créateurs d'emplois (par exemple, en demandant que les fonds de pension soient réglementés de manière à intégrer les risques liés au climat, ou en élaborant des politiques visant à développer un marché local de l'investissement durable).

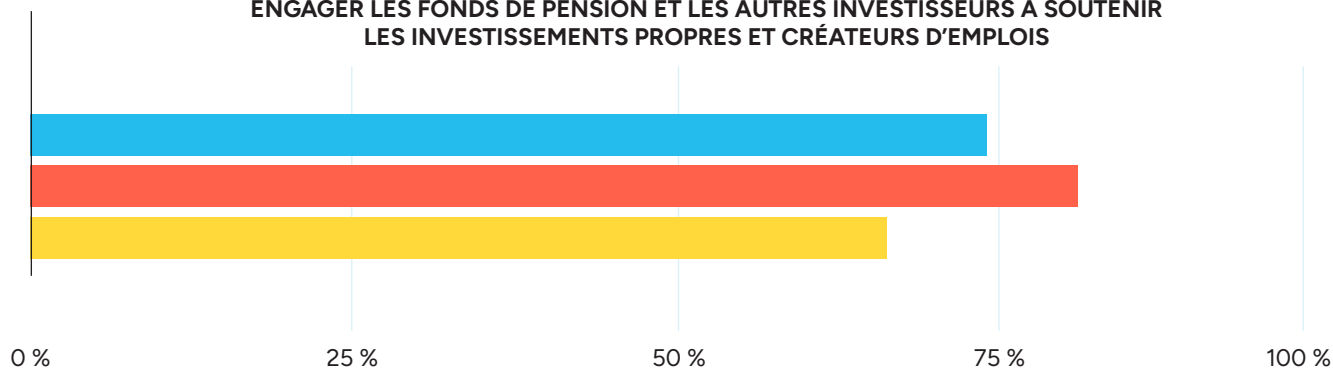
64 %

des villes signataires plaident publiquement, par exemple dans des discours, des articles d'opinion ou des événements, en faveur de la fin du financement des combustibles fossiles, notamment en appelant à investir dans une transition juste qui soutienne l'accès équitable à des emplois décents.

36 %

des villes signataires s'engagent avec d'autres maires à lancer un appel collectif en faveur d'une finance sans fossiles, par exemple à l'intention des grands fonds de pension (régionaux ou nationaux), des banques, des gestionnaires d'actifs ou des régulateurs.

ENGAGER LES FONDS DE PENSION ET LES AUTRES INVESTISSEURS À SOUTENIR LES INVESTISSEMENTS PROPRES ET CRÉATEURS D'EMPLOIS



- Fonds de pension dans le réseau mettant en œuvre une politique de désinvestissement des combustibles fossiles
- Fonds de pension du réseau mettant en œuvre une politique d'investissement dans les solutions climatiques
- Fonds de pension du réseau qui ont pris un engagement net zéro et adopté un cadre crédible

59 %

des fonds de pension du réseau mettent en œuvre une politique de désinvestissement des combustibles fossiles.

65 %

des fonds de pension du réseau mettent en œuvre une politique visant à accroître les investissements dans les solutions climatiques.

53 %

des fonds de pension du réseau ont pris un engagement net zéro et adopté un cadre crédible (par exemple, aligné sur les recommandations du groupe d'experts de haut niveau sur la finance durable (HLEG) de la Commission européenne en matière d'intégrité, ou un cadre de mise en œuvre crédible similaire).

TRANSFORMER L'ENGAGEMENT EN ACTION

Engagement 1 : Retirer et arrêter les investissements dans les entreprises de combustibles fossiles des actifs de notre ville (par exemple, les investissements municipaux, les liquidités, les fonds de réserve, les trusts) et augmenter nos investissements financiers dans les solutions climatiques, y compris celles qui créent de bons emplois et une économie verte et juste

Le Conseil d'Auckland a réaffecté 1,32 milliard de dollars néo-zélandais (756 millions de dollars américains) en décembre 2024, provenant de la vente de ses actions dans l'aéroport d'Auckland, à la création d'un nouveau fonds pour l'avenir, mis en place au profit des résidents actuels et futurs, et au renforcement de la résilience financière et physique d'Auckland. Le fonds est géré conformément à la politique d'investissement responsable du Conseil, avec la possibilité d'augmenter l'exposition aux actifs liés au climat. Cela marque un transfert de capitaux des secteurs à forte intensité de carbone vers des investissements qui soutiennent l'économie verte en Nouvelle-Zélande et dans le monde.

Glasgow a alloué 4 millions de livres sterling (5,3 millions de dollars américains) à la mise en place de son modèle d'investissement climatique, une approche stratégique visant à mobiliser des fonds privés. Le modèle, qui comprend des véhicules de livraison et d'investissement distincts, s'appuiera sur des stratégies net zéro telles que la stratégie locale en matière de chauffage et d'efficacité énergétique (LHEES). Cette approche crée un cadre durable permettant de débloquer des capitaux privés pour des projets liés au climat, tout en garantissant une transition équitable pour les communautés de la ville.

Boston a transféré avec succès l'ensemble de son portefeuille d'investissement General Fund de 635 millions de dollars américains dans des fonds qui prennent en compte les résultats environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG), à la suite d'une comparaison côte à côte sur plusieurs années d'un portefeuille d'investissement traditionnel et d'un autre axé sur les ESG, qui a indiqué des performances similaires, voire supérieures, pour celui axé sur les ESG. Cette démarche stratégique permet d'aligner les pratiques financières de la ville sur ses objectifs en matière de développement durable. La ville collabore avec des consultants externes en investissement qui utilisent des outils spécialisés tels que Sustainalytics pour effectuer une analyse trimestrielle et minimiser les risques liés à l'ESG.

En outre, l'approche du fonds fiduciaire de la ville, d'un montant de 1,4 milliard de dollars, est multiforme, combinant le processus ESG d'une entreprise avec une analyse quantitative détaillée d'investissements spécifiques afin de s'assurer que toutes les exigences de la ville sont respectées. La ville collabore avec des consultants externes pour procéder à des examens périodiques des avoirs sous-jacents de chacun des gestionnaires d'investissement de la ville afin de s'assurer de leur conformité avec les ordonnances en vigueur. L'objectif de cette collaboration est de promouvoir des résultats positifs dans les domaines ESG, tout en maintenant l'objectif principal du Fonds, qui est de préserver et d'accroître le capital au fil du temps.

Engagement 2 : Promouvoir une finance propre et durable auprès des autres investisseurs et de tous les niveaux de gouvernement, notamment en encourageant des politiques climatiques solides et à long terme et en exigeant une plus grande transparence.

Le maire exécutif de **Durban/eThekweni**, Cyril Xaba, a signé une [lettre ouverte commune adressée aux ministres africains des Finances](#), dans le cadre d'une initiative continentale de dirigeants municipaux visant à plaider en faveur d'un meilleur financement des villes pour lutter contre le changement climatique. La lettre, signée par 42 maires et gouverneurs de toute l'Afrique, appelle les gouvernements nationaux à prendre des mesures plus énergiques pour soutenir les initiatives locales. La lettre recommande d'intégrer les priorités en matière de climat et de nature dans les budgets nationaux, de développer des cadres solides pour le financement municipal et d'améliorer l'accès des villes à un financement durable. Lors de l'Assemblée des Maires Africains U20 qui s'est tenue à Tshwane en juin 2025, le Trésor national sud-africain a envoyé une réponse officielle à la lettre, mettant en avant des réformes spécifiques avec des possibilités d'implication et de contribution des villes, ainsi que des engagements concrets envers les villes.

Milan plaide en faveur d'une finance propre et durable en participant à des forums internationaux et en s'engageant au niveau local. En tant que membre de l'Urban20 (U20), Milan a toujours soutenu les appels au désinvestissement des combustibles fossiles dans les communiqués de l'U20 depuis 2021. La ville contribue également à la Commission mondiale pour le financement des objectifs de développement durable en milieu urbain (SDG), en promouvant des approches visant à augmenter le financement urbain durable. En septembre 2024, le maire Giuseppe Sala a co-signé une lettre commune adressée aux chefs d'État lors de l'Assemblée générale des Nations unies et du Sommet de l'avenir, les exhortant à prendre des mesures plus énergiques pour l'élimination des combustibles fossiles. Au niveau local, la ville promeut les investissements propres et durables par le biais d'initiatives clés d'engagement des parties prenantes, telles que le Contrat ville climat, signé en avril 2024 avec 25 parties, et l'Alliance air et climat, lancée début 2025 avec 56 entreprises locales soutenant la mise en œuvre du Plan air et climat de Milan.

Engagement 3 : Demander à nos fonds de pension de supprimer et d'arrêter les investissements futurs dans les entreprises de combustibles fossiles, et d'augmenter les investissements dans les solutions climatiques, y compris celles qui créent de bons emplois et une économie verte et juste

Le conseil municipal de **Bristol** soutient la stratégie axée sur le climat de l'Avon Pension Fund, le principal fonds de pension de ses employés. Le fonds vise à atteindre un niveau d'émissions nettes nulles d'ici 2045, avec des objectifs intermédiaires de réduction de l'intensité carbone de ses portefeuilles d'actions et d'obligations d'entreprise de 69 % et 60 % respectivement, d'ici 2030. Son approche consiste à réduire l'exposition aux investissements dans les combustibles fossiles, à réaffecter les fonds à des portefeuilles durables et alignés sur Paris et à travailler avec les gestionnaires d'actifs pour influencer le comportement des entreprises par le biais de l'engagement.

Les cinq fonds de pension de la ville de **New York** à savoir le New York City Employees' Retirement System (NYCERS), le Teachers' Retirement System of the City of New York (TRS), le New York City Police Pension Fund, le New York City Fire Department Pension Fund et le Board of Education Retirement System of the City of New York (BERS), ont considérablement augmenté leur portefeuille d'investissements dans les solutions climatiques, qui atteindra 15,6 milliards de dollars américains au 31 décembre 2024.

Dans le cadre d'une stratégie plus large de gestion des risques climatiques et conformément à leurs obligations fiduciaires, trois des systèmes (NYCERS, TRS et BERS) se sont déjà désengagés des combustibles fossiles, se sont engagés à atteindre des émissions nettes nulles dans leur portefeuille d'ici 2040 et ont fixé des objectifs ambitieux pour d'autres [investissements dans les solutions climatiques](#) d'ici 2035.

Oslo travaille avec le fonds de pension d'Oslo (OPF), dont l'actif sous gestion s'élève à 12,7 milliards d'euros (14,8 milliards de dollars américains), afin d'aligner les pratiques d'investissement sur des émissions nettes nulles d'ici à 2050. L'objectif s'applique aux investissements du fonds dans les entreprises et dans l'immobilier. En s'engageant avec le fonds de pension, la ville vise à renforcer la responsabilité climatique dans un cadre plus large, y compris son écosystème financier, afin de soutenir la réduction des émissions à long terme au-delà de ses propres opérations municipales.



INSPIRATION

En avril 2025, **Boston** et **Londres** ont participé à une session de partage des connaissances afin d'explorer les approches permettant de réaffecter les liquidités contrôlées par les municipalités à des fonds ESG. Au cours de la session, l'équipe du Trésor de Boston et des consultants externes en investissement ont partagé leurs connaissances avec Londres et le Trésor de Londres sur le processus de transfert des investissements des fonds généraux et fiduciaires vers les fonds ESG, l'identification et la classification des fonds ESG, et la façon dont la ville a examiné ses investissements pour les facteurs ESG à l'aide des données de Sustainalytics. L'échange a également porté sur les rendements financiers attendus, l'impact de la sélection ESG et les possibilités d'adapter les évaluations ESG en fonction du secteur ou de l'émetteur. La participation et la contribution à la session de partage des connaissances ont permis à deux grands centres financiers d'explorer et de développer une compréhension détaillée des impacts financiers et liés au développement durable des décisions d'allocation d'actifs.

En 2023, la ville du **Cap**, avec le soutien du C40, a organisé une session de partage des connaissances avec le Cape Retirement Fund et des représentants du **London Pensions Fund Authority** et du **New York City Office of the Comptroller** – responsables des cinq fonds de pension publics de la ville. L'objectif était d'échanger des idées sur le désinvestissement des combustibles fossiles et les stratégies d'investissement propre, en particulier en ce qui concerne l'intégration ESG. Londres et New York ont échangé des approches visant à réduire l'exposition aux investissements peu performants en termes de facteurs ESG, en particulier les investissements à forte teneur en carbone, ainsi que des informations sur leurs processus d'analyse ESG, de sélection des fonds et d'information. La session a également été l'occasion pour le Cape Retirement Fund d'explorer la manière dont des stratégies similaires pourraient être appliquées dans son propre contexte.

COLLABORATION

Le Sommet de la finance durable de **Montréal**, qui s'est tenu en mai 2025, a servi de plateforme aux dirigeants financiers internationaux et aux experts en développement durable pour se concentrer sur la transformation de la finance mondiale en réponse aux crises du climat et de la biodiversité. Parmi les principaux résultats du sommet figurent la création d'un nouveau centre de financement de la biodiversité et la formation de nouveaux partenariats pour développer l'investissement d'impact.

La Nouvelle-Orléans a collaboré avec des partenaires externes pour évaluer l'exposition aux combustibles fossiles du portefeuille de son système de retraite des employés municipaux (NOMERS), en identifiant et en évaluant les arguments financiers en faveur du désinvestissement des combustibles fossiles tout en s'alignant sur les obligations fiduciaires des fonds. L'analyse a conclu que le désinvestissement des combustibles fossiles n'enfreindrait pas l'obligation

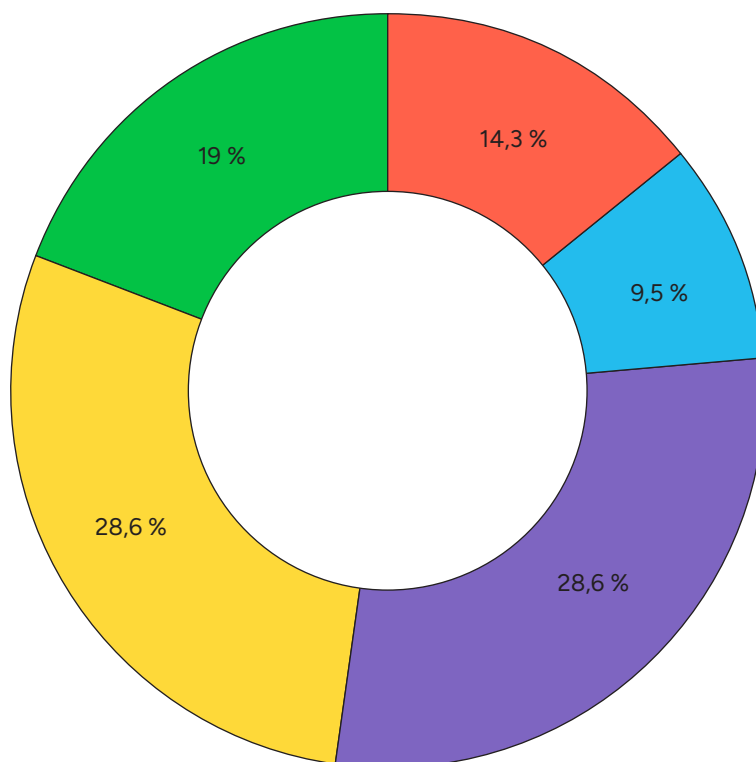
fiduciaire du conseil d'administration d'agir au mieux des intérêts des bénéficiaires, en notant la sous-performance à long terme du secteur par rapport à l'ensemble du marché.

En novembre 2023, la Nouvelle-Orléans a présenté le dossier au conseil d'administration du fonds, qui l'a renvoyé au comité de gouvernance pour examen. Un sondage de l'opinion publique locale a révélé un fort soutien local (67 %) en faveur du désinvestissement des combustibles fossiles. La Nouvelle-Orléans continue de s'engager auprès du fonds de pension pour encourager le désinvestissement.

ÉQUITÉ ET INCLUSION

Le Conseil **Durban/eThekwni** augmente les investissements dans les solutions climatiques qui créent des emplois de qualité et garantissent des avantages environnementaux, sociaux et économiques. En 2024, le Conseil a approuvé le premier partenariat d'infrastructure énergétique sociale de la ville pour le projet Smart Solar, financé par l'Union européenne (UE) et l'Agence Française de Développement (AFD). Cette initiative permettra de déployer des installations d'énergie solaire dans toute la municipalité, en mettant l'accent sur trois domaines prioritaires : les installations municipales, les ménages à faibles revenus confrontés à des coûts énergétiques élevés et les communautés vulnérables les plus touchées par la pauvreté énergétique. La première phase du projet créera des opportunités d'emploi significatives en recrutant et en formant des jeunes chômeurs locaux pour participer au processus d'installation, ce qui permettra de développer les énergies renouvelables et les compétences des jeunes. Parallèlement, la ville prévoit de former environ 6 000 jeunes chômeurs issus de communautés historiquement défavorisées dans le cadre du programme Youth for Energy Transition, qui sera mis en œuvre par le conseil de Durban/eThekwni et le KwaZulu-Natal Education Development Trust.

Le programme de subventions régionales d'**Auckland** (Regional Grants Programme) gère le [Auckland Climate Grant](#), un programme d'investissement ciblé visant à soutenir les projets d'action climatique menés par les communautés, qui réduisent les émissions de gaz à effet de serre, renforcent la résilience des communautés aux impacts climatiques et soutiennent les réponses apportées par les Māoris au changement climatique. Les subventions de réponse permettront de lancer ou d'amplifier des initiatives communautaires existantes en matière de climat, en particulier parmi les communautés prioritaires telles que les Māori et les populations du Pacifique. Les subventions stratégiques, conçues pour des projets plus importants qui s'alignent sur l'un des thèmes prioritaires du transport, de l'énergie, de l'alimentation et des initiatives menées par les Māoris avec des résultats tangibles en matière de réduction des émissions et/ou de résilience. Le Conseil vise à s'assurer que les investissements dans l'action climatique apportent un bénéfice tangible aux communautés locales et soutiennent les emplois verts.



- Plaidoyer et collaboration (meilleure coopération entre les villes et infrastructure de plaidoyer partagée)
- Contraintes politiques et gouvernance (contrôle limité, lacunes réglementaires, changements politiques)
- Capacité financière et obstacles au financement (obtention d'un financement adéquat, flexible ou innovant en raison de facteurs structurels et politiques)
- Mesure, preuves et responsabilité (données, cadres, outils pour accéder à l'investissement durable ou le guider)
- Capacité et ressources (limitation du temps de travail, de l'expertise et de la capacité d'exécution du personnel)

Les villes font état d'une série de difficultés pour atteindre leurs objectifs en matière d'investissements propres, qu'il s'agisse de capacités limitées ou de ressources humaines dédiées, ou encore d'un regain d'intérêt de la part des administrations nationales pour les projets liés aux combustibles fossiles et pour l'investissement dans les objectifs climatiques. Notamment :

1. Les villes se heurtent à des obstacles en matière de **capacité financière et de mobilisation de capitaux adéquats, flexibles et innovants en faveur de l'action climatique**. Des obstacles structurels et politiques limitent la capacité des villes à mobiliser des capitaux ou à obtenir des investissements du secteur privé à l'échelle requise pour atteindre le niveau zéro, en raison de la taille et du profil risque/rendement des projets climatiques urbains, qui sont souvent trop petits pour être viables pour les investisseurs. Il en résulte une lutte persistante pour le financement de projets climatiques à grande échelle, depuis les infrastructures d'énergie renouvelable jusqu'aux options de mobilité urbaine durable. Les villes sont confrontées à une pression sur les budgets et à des règles financières strictes, ce qui se traduit par un écart important entre l'ambition climatique et les capitaux disponibles.
2. **Les contraintes politiques et les questions de gouvernance** génèrent des défis importants, en particulier pour les villes d'Amérique du Nord où le soutien fédéral renouvelé à l'expansion du pétrole et du gaz risque de saper les progrès réalisés en matière d'énergie propre au niveau national et local. Les efforts déployés par les villes pour s'engager efficacement auprès des fonds de pension publics afin d'encourager l'abandon des combustibles fossiles au profit de projets climatiques et d'objectifs « zéro émissions nettes » ont, dans de nombreux cas, été affaiblis.

COMMENT LES VILLES INTENSIFIENT LEUR ACTION

D'ici à 2030, les villes s'attacheront à renforcer les capacités institutionnelles et financières, les ressources et l'architecture nécessaires pour transformer l'ambition climatique en projets susceptibles d'être investis, en agissant elles-mêmes et en faisant appel aux investisseurs. Le renforcement des capacités internes permettra aux villes de se réunir avec des investisseurs pour innover en matière de fonds et d'approches afin d'améliorer la capacité d'investissement des projets climatiques, et d'accroître la participation du secteur privé au financement et à la mise en œuvre de projets urbains verts et résilients essentiels.

Les maires s'appuient de plus en plus sur leur pouvoir considérable pour plaider en faveur d'investissements propres, de systèmes financiers plus durables et plus solides, et de politiques d'habilitation nécessaires pour augmenter les flux d'investissements vers les projets urbains, ainsi que pour faire cesser les investissements dans les combustibles fossiles. L'appel à une réorientation vers des investissements propres dans le contexte des récents vents contraires politiques sera une tâche déterminante pour les maires des États-Unis et d'ailleurs.

ACTION FUTURE



Le maire de **Londres**, Sadiq Khan, a lancé un groupe de travail sur le financement de la lutte contre le changement climatique lors du forum sur l'innovation climatique organisé dans le cadre de la Semaine d'action pour le climat 2025, afin d'accélérer les investissements privés dans des solutions à consommation nette zéro dans toute la ville. Présidée par le Dr Rhian-Mari Thomas du Green Finance Institute, le groupe de travail développe des stratégies financières innovantes afin de débloquer des milliards de capitaux pour des projets d'énergie propre, de transport durable et d'efficacité énergétique. Il vise à présenter des propositions concrètes d'ici le début de l'année 2026.

Paris établira un « budget climatique », une trajectoire d'investissement pluriannuelle du plan d'action pour le climat visant à identifier et à contrôler les investissements municipaux nécessaires pour mettre en œuvre les actions du plan d'action pour le climat afin de respecter la trajectoire de décarbonisation prévue. Dans les mois à venir, la ville investira 7 millions d'euros (8,1 millions de dollars américains) pour déployer 30 nouvelles « cours oasis » dans les écoles, et 3 millions d'euros pour installer des structures d'ombrage et des systèmes de brumisation afin de se protéger de la chaleur. Un montant supplémentaire de 25 millions d'euros sera consacré à la création de plus de 60 km de nouvelles pistes cyclables et au déploiement de 3 000 nouveaux vélos Vélip'.



© zhoyulu – stock.adobe.com

L'ACCÉLÉRATEUR DU C40 POUR DES BONNES PRATIQUES ALIMENTAIRES DANS LES VILLES



Comment les villes parviennent à un [Régime de santé planétaire](#) pour tous d'ici 2030, avec une alimentation équilibrée et nutritive, à l'image de leurs habitants

VILLES SIGNATAIRES

Barcelone, Copenhague, Guadalajara, Lima, Londres, Los Angeles, Milan, Montréal, New York, Oslo, Paris, Quezon City, Séoul, Stockholm, Tokyo, Toronto

ENGAGEMENTS

1. Aligner leur approvisionnement alimentaire sur le régime alimentaire de santé planétaire, idéalement issu de l'agriculture biologique
2. Encourager une augmentation globale de la consommation d'aliments sains à base de plantes dans les villes en s'éloignant des régimes alimentaires non durables et malsains.
3. Réduire les pertes et le gaspillage alimentaires de 50 % par rapport à 2015
4. Travailler avec les habitants, les entreprises, les institutions publiques et d'autres organisations pour développer une stratégie alimentaire commune inclusive et équitable, et intégrer cette stratégie dans le plan d'action climatique de la ville

RÉSUMÉ

Il est essentiel d'agir sur les systèmes alimentaires pour atteindre les objectifs climatiques mondiaux. D'ici 2050, [80 % de tous les aliments](#) seront consommés dans les villes, contre 70 % actuellement. Dans les villes du C40, les émissions liées à la consommation alimentaire varient de 8 à 30 % selon les régions, et les aliments d'origine animale représentent environ 70 % de ces émissions. Les recherches montrent que si nous ne changeons pas significativement notre façon de produire et de consommer des aliments, les émissions du secteur devraient augmenter de 38 % d'ici à 2050.

[L'Accélérateur du C40 pour une Bonne Alimentation dans Les Villes](#) est un effort ambitieux, soutenu par la science, des villes pour s'attaquer à la crise climatique mondiale à travers le prisme de nos systèmes alimentaires. Les **16 villes signataires** se sont engagées à collaborer avec leurs habitants pour parvenir à un régime alimentaire sain pour tous d'ici à 2030, en s'appuyant sur des mesures concrètes et réalisables destinées à transformer les systèmes alimentaires urbains.

Au cours de cette troisième période de rapport depuis le lancement de l'Accélérateur en 2019, les villes ont réalisé des avancées significatives et passionnantes dans les domaines où elles exercent le contrôle le plus direct, notamment l'approvisionnement alimentaire. Les villes utilisent leur pouvoir d'achat pour influencer les chaînes d'approvisionnement et promouvoir des options plus saines et plus durables au sein des institutions publiques. Des villes comme **Paris, Stockholm, Barcelone, Montréal** et **Copenhague** reconnaissent que les émissions

liées à la consommation, dont l'alimentation est une composante importante, doivent être abordées de front dans le cadre d'une planification climatique plus large afin d'atteindre leurs objectifs en matière de climat.

Cette année, plusieurs thèmes majeurs ont émergé du travail collectif de ces villes. La première est l'importance d'investir dans l'éducation et la formation du public et des travailleurs municipaux. **Copenhague, New York, Milan** et **Toronto** améliorent les compétences de leur personnel culinaire et de cuisine afin de passer à une alimentation plus riche en végétaux et de réduire les déchets dans leurs cantines et leurs programmes de restauration. **Lima, Séoul, Tokyo** et **Londres** utilisent des campagnes stratégiques d'éducation du public pour modifier les comportements afin d'augmenter l'alimentation à base de plantes et de réduire les déchets alimentaires des ménages.

Les villes se concentrent également sur la collecte de données pour suivre leurs progrès. Qu'il s'agisse de piloter une application qui aide à réduire le gaspillage alimentaire dans les écoles d'**Oslo**, ou d'utiliser le [Calculateur Coolfood du World Resources Institute](#) pour mesurer l'impact climatique de leurs achats alimentaires, les villes utilisent la collecte et l'analyse de données numériques pour suivre l'impact. La création de cette boucle de rétroaction permet d'informer et d'affiner les stratégies de mise en œuvre de leurs politiques d'approvisionnement ou de mesurer avec plus de précision les réductions des déchets alimentaires.

La transformation des systèmes alimentaires urbains ne peut être réalisée par les villes seules. **Quezon City, Séoul, Oslo** et **Guadalajara** sont en train de forger des partenariats plus solides entre les divers membres du personnel de leur propre gouvernement dont le travail touche à l'alimentation, en collaborant entre les départements pour briser les cloisonnements. À **Paris**, ils établissent également des liens avec les municipalités voisines afin de collaborer à des objectifs communs et de mettre en place des chaînes d'approvisionnement alimentaire durables.

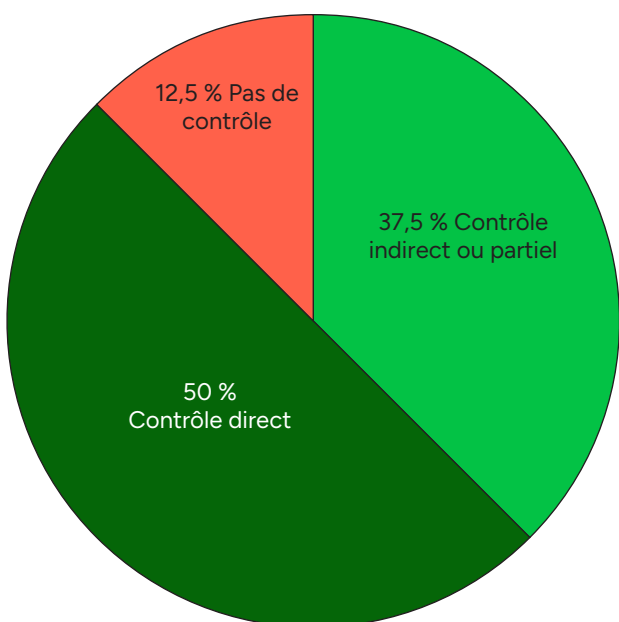
En s'engageant dans l'Accélérateur du C40 pour une Bonne Alimentation dans Les Villes, les villes transforment leurs systèmes alimentaires pour faciliter une transition climatique juste qui soutienne la santé et la dignité de toutes les personnes dans les limites de la planète.

IMPACT

Aligner les achats publics de denrées alimentaires sur le régime de santé planétaire

ACTIVITÉ DE LA VILLE

Dispositions institutionnelles des villes en matière de fourniture de repas dans les principaux équipements publics



La moitié des villes signataires (50 %) exercent un contrôle direct sur la nourriture servie dans les écoles, les hôpitaux et les refuges, ce qui leur permet de modifier plus facilement les menus, les offres et la formation du personnel. En outre, 38 % des villes signataires font état d'un contrôle indirect ou partiel, ce qui signifie qu'elles influencent les accords de fourniture de denrées alimentaires avec les opérateurs ou par le biais de nouvelles directives et de nouveaux plans, plutôt que directement. Ces structures de gouvernance déterminent la manière dont les villes peuvent faire progresser l'alignement des repas publics sur le régime alimentaire planétaire et soulignent l'importance d'utiliser tous les leviers disponibles pour favoriser des pratiques d'approvisionnement qui permettent de proposer des repas publics plus sains et plus durables.

69 %

des villes signataires alignent leurs programmes d'alimentation scolaire sur le régime alimentaire préconisé par le Planetary Health Diet.

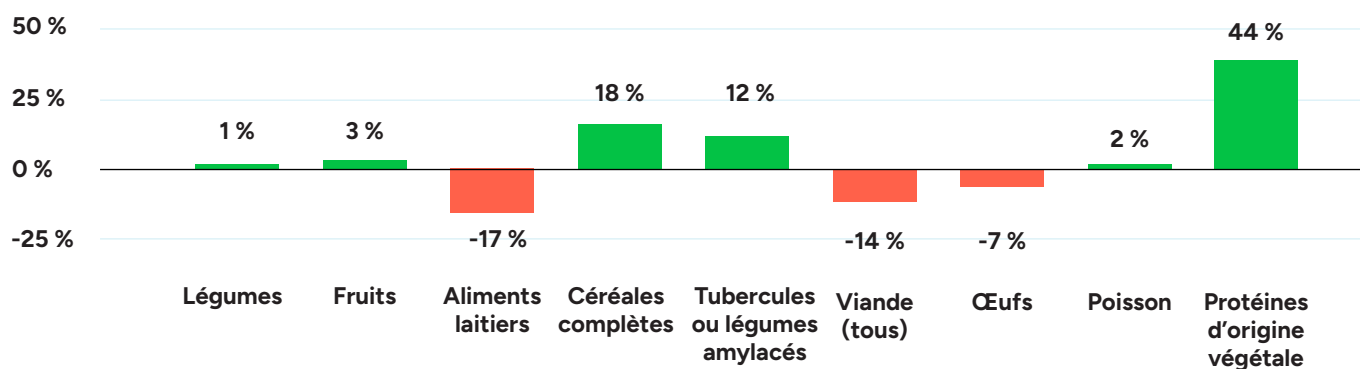
IMPACT

Évaluation de l'alignement des marchés publics de denrées alimentaires des villes signataires sur le Planetary Health Diet.

Les données de 11 villes ont été analysées, 7 d'entre elles fournissant une ventilation détaillée de tous les groupes d'aliments permettant une comparaison avec le régime alimentaire Planetary Health Diet.

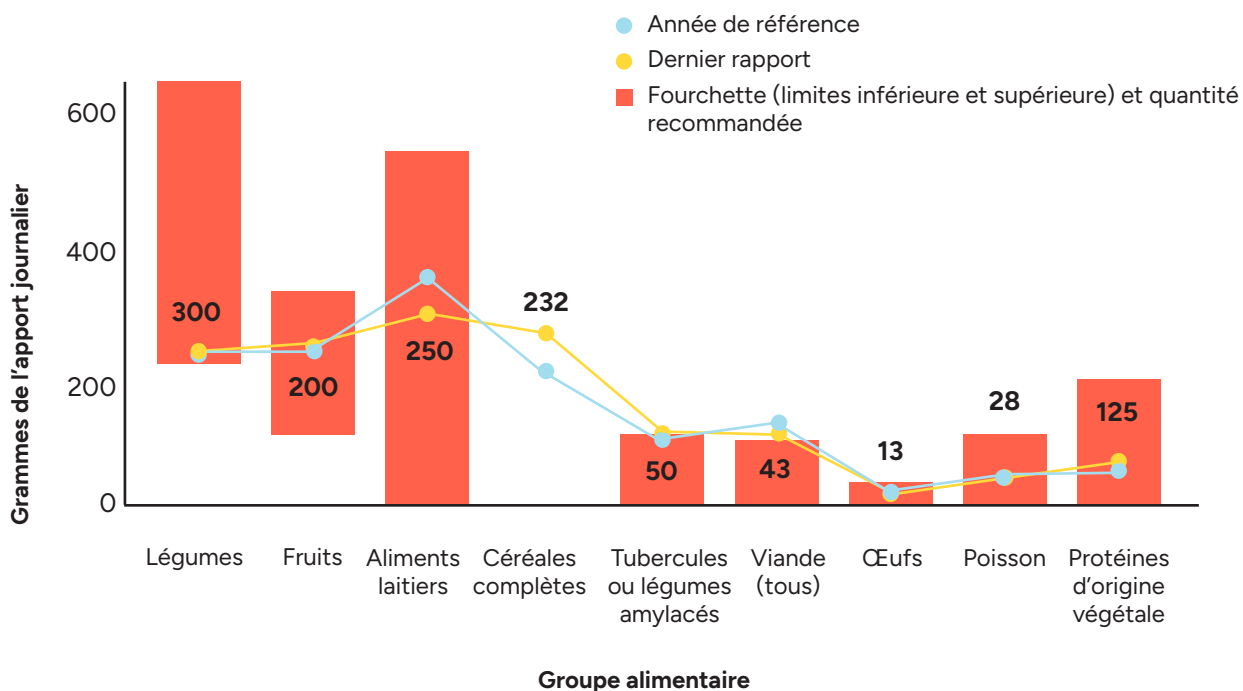
Les résultats mettent en évidence une forte dynamique. Cinq de ces villes ont déjà réalisé des progrès significatifs : **Milan, Copenhague** et **New York** ont respectivement réduit de 34 %, 32 % et 29 % les émissions liées à l'alimentation provenant des marchés publics de denrées alimentaires. Sur l'ensemble de l'échantillon de sept villes, les achats d'aliments à fortes émissions ont diminué – la viande de 14 %, les œufs de 7 % et les produits laitiers de 17 % – tandis que les aliments à base de plantes ont augmenté de manière substantielle (+44 %). L'autre augmentation notable est celle du poisson (+2 %).

Variation en % du volume annuel de denrées alimentaires achetées par le secteur public entre l'année de référence et le dernier rapport



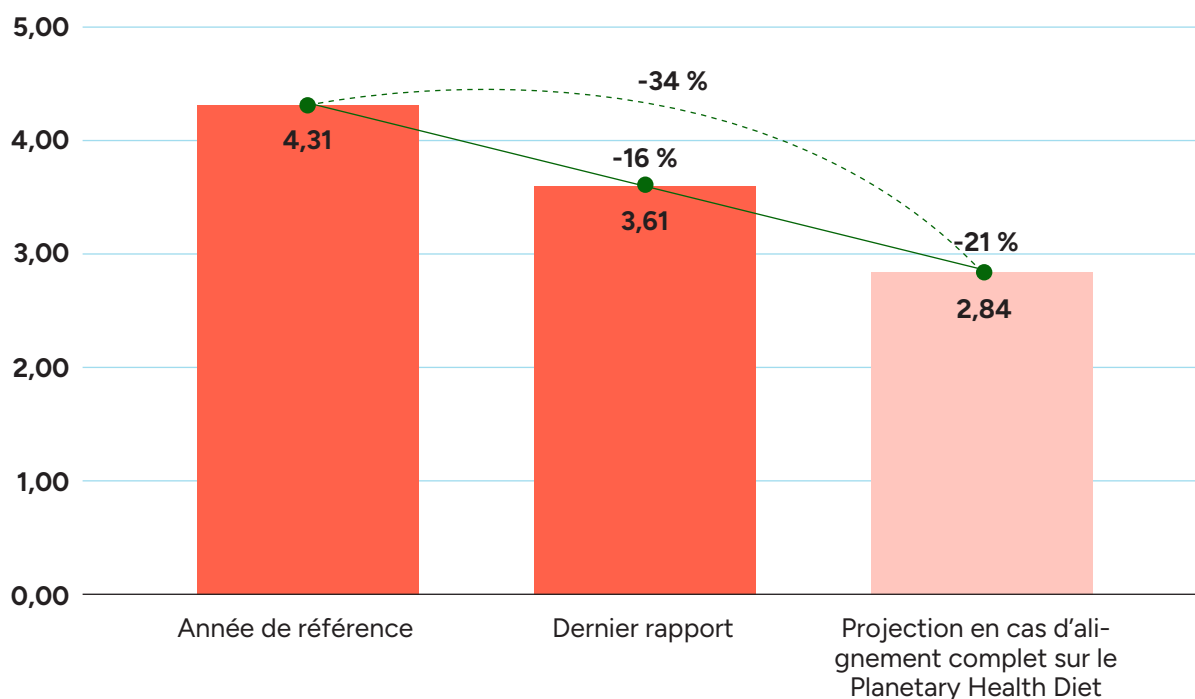
Par rapport au Planetary Health Diet, les villes vont dans la bonne direction. La viande reste à l'extrémité supérieure de la fourchette recommandée et les protéines d'origine végétale sont toujours en deçà des objectifs, mais les œufs, le poisson et les produits laitiers se situent déjà largement dans les limites recommandées.

Alignement des marchés publics de denrées alimentaires et du PHD entre l'année de référence et le dernier rapport



Dans les sept villes, les émissions liées à l'alimentation **ont diminué de 16 %**. Si l'on exclut une ville aberrante où les volumes sont particulièrement élevés et où les progrès sont plus lents, la réduction est encore plus forte dans les autres villes (27 %). Si toutes les villes s'alignaient pleinement sur le Planetary Health Diet, la réduction globale des émissions pourrait atteindre 34 %.

kg CO₂e par tonne de denrées alimentaires achetées par le secteur public entre l'année de référence et le dernier rapport



Augmentation de la consommation d'aliments sains d'origine végétale grâce à l'environnement alimentaire

ACTIVITÉ DE LA VILLE

50 % des villes signataires développent des programmes pour soutenir et/ou impliquer les entreprises du secteur alimentaire dans la réduction des émissions de carbone liées à l'alimentation

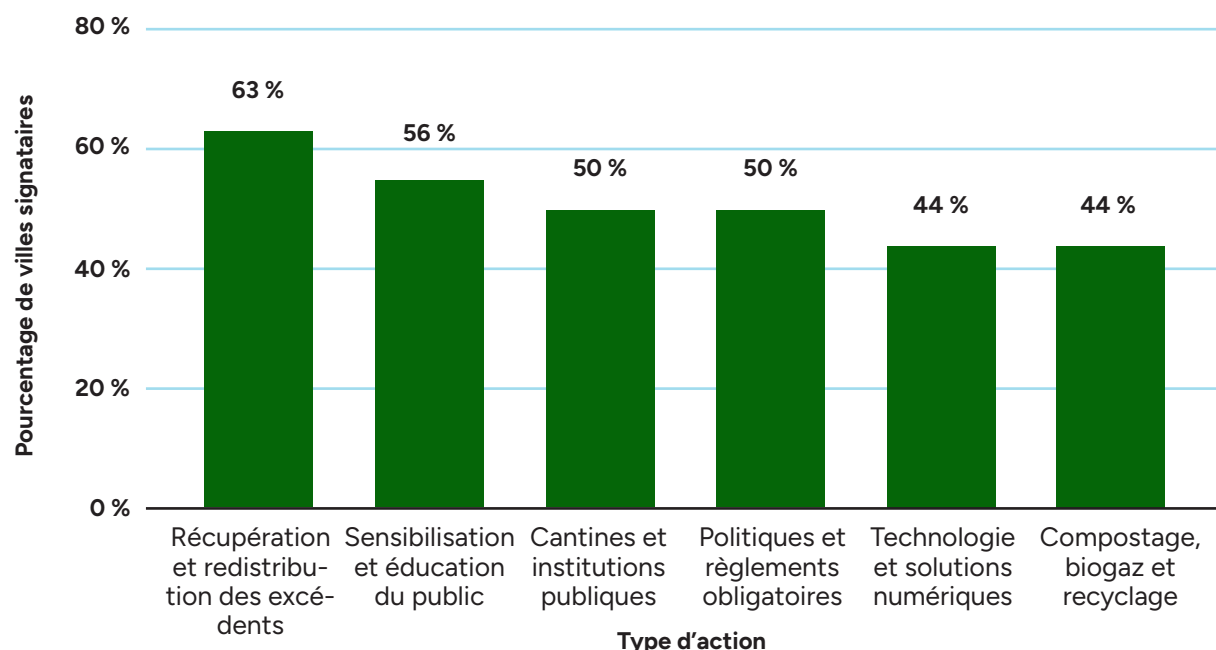
IMPACT

L'impact n'a pas été mesuré, car nous en sommes encore à la phase initiale de codéveloppement d'un cadre que les villes peuvent utiliser pour s'engager avec les entreprises alimentaires du secteur privé en contact avec les consommateurs.

Réduire les pertes et le gaspillage alimentaires de 50 %

ACTIVITÉ DE LA VILLE

Approches des villes en matière de perte de nourriture et de réduction des déchets.

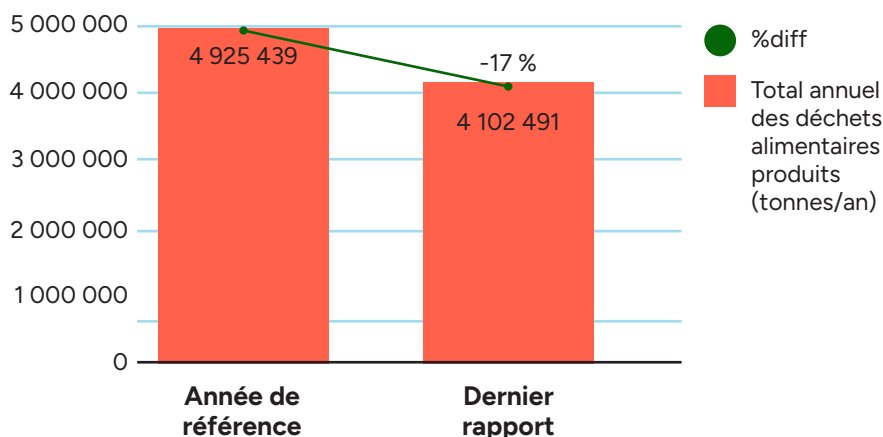


IMPACT

Évaluation de la réduction des déchets alimentaires dans les villes signataires

Au total, 15 villes sur 16 ont communiqué des données sur le total annuel des déchets alimentaires, dont 9 ont fourni des informations jugées suffisamment précises et appropriées pour l'analyse. Dans ces villes, la production totale de déchets alimentaires a **diminué de 17 %** depuis l'année de référence.

variation en % du volume annuel de déchets alimentaires produits entre l'année de référence et le dernier rapport



TRANSFORMER L'ENGAGEMENT EN ACTION

Engagement 1 : Aligner leur approvisionnement alimentaire sur le régime alimentaire de santé planétaire, idéalement issu de l'agriculture biologique

Paris tire parti de son pouvoir d'achat dans le domaine des marchés publics de denrées alimentaires pour favoriser une évolution significative vers un système alimentaire plus durable. Les écoles, collèges et crèches parisiens proposent désormais deux menus entièrement végétariens par semaine, ainsi qu'une option quotidienne à base de plantes. Cette politique a entraîné une réduction remarquable de la quantité de viande servie dans la restauration publique, qui n'est plus que de 6 kg par personne et par an, ce qui est bien inférieur à l'objectif de 16 kg par an défini dans le régime alimentaire planétaire. Cette évolution vers des aliments d'origine végétale a entraîné une réduction notable de 14 % des émissions de GES liées à l'alimentation depuis 2016, ce qui met la ville sur la bonne voie pour atteindre ses objectifs plus larges en matière de climat et de neutralité carbone.

Quezon City utilise ses politiques de passation de marchés pour créer un environnement alimentaire plus sain et plus résistant pour les habitants les plus vulnérables. Grâce à une réorientation stratégique des menus des hôpitaux publics, la ville veille désormais à ce que 60 % des aliments servis soient des aliments complets. Cet engagement en faveur d'options plus saines s'est traduit par un taux de satisfaction des patients de 93,3 %. En outre, la ville a pris des mesures audacieuses en éliminant les aliments et les boissons malsains des écoles publiques. Les autorités estiment que cette politique a permis de réduire le taux de retard de croissance chez les enfants de moins de cinq ans à moins de 1 %, un chiffre qui contraste fortement avec la moyenne nationale de 21,3 %.

Engagement 2 : Encourager une augmentation globale de la consommation d'aliments sains à base de plantes dans les villes en s'éloignant des régimes alimentaires non durables et malsains.

Barcelone engage les petites entreprises et les détaillants dans le cadre de son programme de commerce vert, qui vise à encourager le public et les commerçants du marché à adopter des produits plus durables. La ville a créé un label spécial pour mettre en valeur les produits de ses 38 marchés municipaux qui répondent à certains critères, comme le fait d'être locaux, biologiques ou en provenance directe des producteurs. Pour soutenir cette initiative, Barcelone mène des campagnes de promotion auprès du public et apporte un soutien aux commerçants, notamment par des formations sur les stratégies commerciales et la mise en réseau avec les producteurs. Depuis 2022, le nombre d'entreprises enregistrées est passé de 570 à 619, nombre d'entre elles bénéficiant également de conseils et de formations personnalisés.

La ville de New York engage à la fois le secteur privé et la nouvelle génération. La ville a lancé le Plant-Powered Carbon Challenge, qui invite les grandes institutions à réduire de 25 % leurs émissions liées à l'alimentation en adoptant des menus plus riches en plantes. D'ores et déjà, 20 grandes organisations, dont l'université de Columbia et l'U.S. Open, se sont jointes au défi. Parallèlement, la ville de New York investit dans l'éducation culinaire et alimentaire dans ses écoles publiques, afin d'aider les élèves à comprendre l'importance d'une alimentation saine et durable. Il s'agit notamment d'accorder des subventions à 190 écoles pour des programmes d'éducation alimentaire et de rénover plus de 90 cafétérias supplémentaires pour créer des espaces plus accueillants. Ces actions constituent une stratégie globale visant à modifier les habitudes alimentaires dans toute la ville.

Engagement 3 : Réduire les pertes et le gaspillage alimentaires de 50 % par rapport à 2015

Tokyo a réalisé des progrès remarquables en matière de réduction des déchets alimentaires, atteignant déjà l'objectif de réduction de 50 % qu'elle s'était fixé pour 2030. Tokyo a fixé des objectifs encore plus ambitieux, visant une réduction de 60 % d'ici à 2030 et de 65 % d'ici à 2035. Pour y parvenir, la ville renforce ses politiques. Les actions clés comprennent de nouvelles campagnes de sensibilisation du public par le biais de brochures, de vidéos et de partenariats avec les médias, ainsi que l'octroi de subventions aux petites et moyennes entreprises pour les coûts d'équipement et de recyclage.

Séoul est à la pointe de la mise en place d'infrastructures innovantes pour gérer la réduction des déchets alimentaires. La ville encourage l'utilisation de compteurs de déchets alimentaires basés sur l'identification par radiofréquence (RFID), qui améliorent à la fois la commodité et la réduction des déchets.

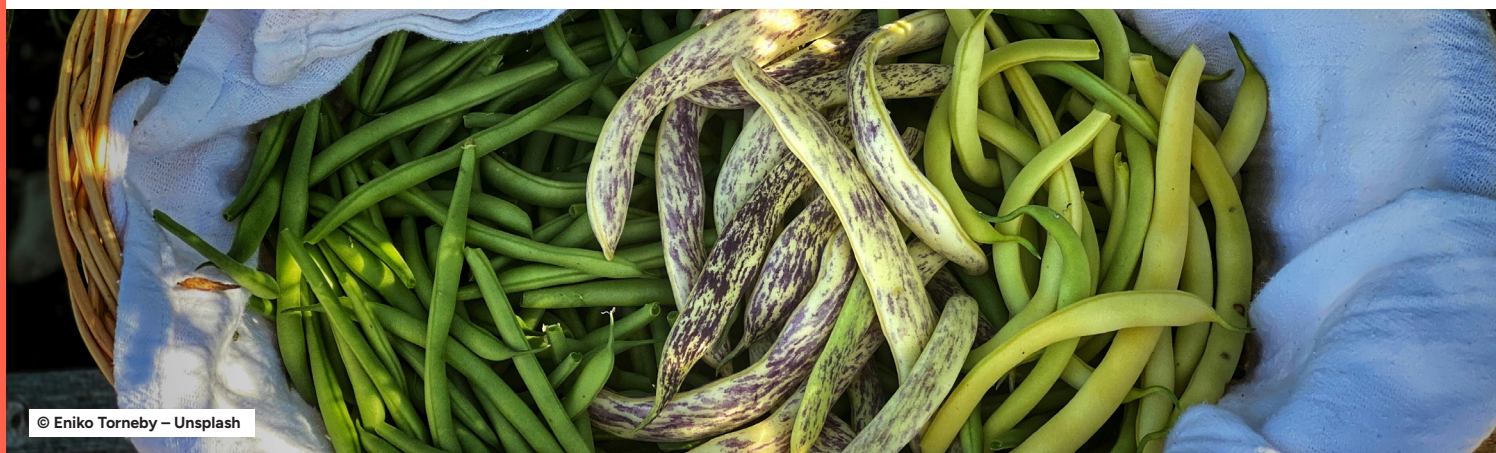
Milan a mis en place trois nouveaux centres d'aide alimentaire pour lutter contre les pertes et le gaspillage de nourriture dans les supermarchés, les cantines et les marchés alimentaires, ce qui porte à huit le nombre total de centres dans le réseau. Ces centres récupèrent chaque année plus de 700 tonnes de denrées alimentaires excédentaires, qui sont ensuite utilisées pour aider environ 4 000 ménages vulnérables. Depuis 2023, l'initiative s'est élargie pour inclure les marchés alimentaires en plein air afin d'améliorer leurs efforts de redistribution alimentaire.

Quezon City met activement en œuvre trois stratégies de compostage innovantes. Elle a notamment utilisé 43 biodigesteurs communautaires pour convertir plus de 4 200 kg de déchets alimentaires en biogaz et en conditionneur de sol, formé des centaines de personnes dans le cadre de son programme de compostage Bokashi et utilisé des composteurs rapides sur les marchés publics pour transformer plus de 100 000 kg de déchets biodégradables en un compost de grande valeur.

Engagement 4 : Travailler avec les habitants, les entreprises, les institutions publiques et d'autres organisations pour développer une stratégie alimentaire commune inclusive et équitable, et intégrer cette stratégie dans le plan d'action climatique de la ville

Copenhague s'efforce activement d'intégrer ses objectifs en matière de système alimentaire dans sa stratégie climatique plus large. Alors que la ville arrive au terme de sa première stratégie alimentaire (2020-25), elle est en train de renouveler et d'actualiser ses ambitions pour la phase suivante. Cette nouvelle stratégie continuera à mettre l'accent sur la nutrition et les repas respectueux de l'environnement. Copenhague a franchi une étape importante en lançant l'élaboration de sa stratégie climatique 2035, qui portera sur les émissions liées à la consommation des citoyens. Pour s'assurer que ce nouveau plan est complet et inclusif, la ville s'engage dans un dialogue direct avec les acteurs clés de la chaîne de valeur alimentaire. Copenhague accueille également plusieurs assemblées citoyennes afin d'impliquer les habitants dans le processus de collaboration pour l'élaboration de nouvelles actions.

Guadalajara a adopté « Raíces Comunitarias », une nouvelle politique sociale qui garantit le droit à l'alimentation de ses populations les plus vulnérables et centre la responsabilité du gouvernement en matière de soins envers ses résidents. Il s'agit notamment de fournir des rations alimentaires conformes au régime alimentaire planétaire, de créer des jardins urbains dans les communautés marginalisées et de mettre en œuvre des programmes complets de gestion des déchets axés sur les déchets organiques et les principes de l'économie circulaire.



© Eniko Torneby – Unsplash

INSPIRATION



La ville de New York a adopté une nouvelle stratégie de communication autour des repas respectueux de l'environnement, inspirée par les écoles publiques de Washington (DCPS). Lors d'une récente réunion du groupe de travail du C40 US, le DCPS a expliqué comment il a réussi à intégrer des repas plus végétaux en évitant les marques explicites. Au lieu de désigner une journée spécifique « à base de plantes », ils ont opté pour une approche sans marque et ont ajouté ces options à leurs menus quotidiens tout au long de la semaine. Cela a permis de normaliser les repas à base de plantes pour les étudiants et le personnel. Inspirée par cette approche réussie, la ville de New York prévoit de remplacer ses « vendredis à base de plantes » par une journée sans marque, à base de plantes, à partir de l'automne 2025.

Stockholm a récemment publié son nouveau programme environnemental et son plan d'action pour le climat, qui fixent des objectifs ambitieux en matière d'alimentation, notamment une réduction de 50 % des émissions liées à la consommation d'ici à 2030 et une augmentation des achats d'aliments biologiques. Pour atteindre ces objectifs, Stockholm élabore également un nouveau programme alimentaire pour 2025. Ce programme renforcera les objectifs climatiques et environnementaux de la ville tout en améliorant la santé publique et la sécurité alimentaire. L'initiative est étroitement liée aux principes du régime alimentaire planétaire et s'inspire du travail d'autres villes, telles que **Copenhague**, qui a atteint un taux d'achat d'aliments biologiques de 88 % et qui s'emploie activement à élaborer une nouvelle stratégie alimentaire et à intégrer les systèmes alimentaires dans son nouveau plan d'action pour le climat.

COLLABORATION



Paris travaille en étroite collaboration avec AgriParis Seine, une association de coopération régionale regroupant sept membres fondateurs, dont Paris et cinq autres municipalités, afin de mettre en place une chaîne logistique à faible émission de carbone pour relier les villes aux producteurs de denrées alimentaires du bassin de la Seine. Cette collaboration, lancée en juillet 2023, est cruciale pour assurer un approvisionnement stable en produits locaux et biologiques de haute qualité pour la restauration collective à Paris, comme dans les écoles et les institutions publiques. Elle soutient également les agriculteurs en leur garantissant une rémunération équitable et encourage la transformation de l'agriculture régionale.

Un certain nombre de villes travaillent avec des partenaires à l'élaboration de recettes respectueuses du climat. **Stockholm** est un partenaire du programme de recherche PLATE de l'université de Stockholm, qui développe des repas résiliants au climat et soutenus par la science. **Toronto** travaille avec des étudiants en cuisine du George Brown College pour développer des recettes qui utilisent davantage de protéines d'origine végétale. **Milan, New York, et Copenhague** travaillent tous avec des partenaires extérieurs sur la formation culinaire et le développement de recettes pour soutenir leurs programmes de repas publics. L'élaboration de recettes savoureuses à base de plantes est un domaine d'investissement clé pour de nombreuses villes qui soutiennent une évolution vers des régimes alimentaires plus durables et plus résiliants au changement climatique.

ÉQUITÉ ET INCLUSION



Copenhague emploie environ 1 750 personnes dans ses cuisines publiques, une main-d'œuvre composée en grande partie de femmes, de minorités ethniques et de travailleurs non qualifiés. Ces travailleurs bénéficient de programmes de formation ciblés pour améliorer leurs compétences en matière de cuisine durable, ce qui leur ouvre des perspectives d'évolution de carrière. S'appuyant sur cette approche, la ville a lancé un nouveau contrat avec un conseiller culinaire (2025-28) pour continuer à développer les compétences dans ses cuisines et soutenir la mise en œuvre de la stratégie alimentaire de Copenhague.

Le programme d'agriculture urbaine communautaire de **Quezon City** a contribué à la création de 1 439 fermes urbaines, et le nombre d'agriculteurs urbains a plus que doublé depuis 2023, pour atteindre aujourd'hui un total de 43 272. Le programme soutient principalement les groupes marginalisés – notamment les femmes, les jeunes, les personnes âgées, les personnes handicapées et les parents isolés – en les aidant à créer des fermes urbaines qui fournissent des moyens de subsistance durables et favorisent la sécurité alimentaire de la communauté. Des initiatives complémentaires, menées par l'Office du service public de l'emploi, comprennent une formation dans le cadre du programme de compostage Bokashi et un soutien aux agriculteurs urbains qui vendent des produits dans le cadre du programme mensuel Fresh Market à l'hôtel de ville, renforçant ainsi l'emploi vert et l'entreprise locale.

DÉFIS

De nombreuses villes ont reconnu qu'il était difficile d'évaluer l'impact des campagnes d'éducation et des messages des interventions. En outre, malgré des progrès remarquables, les villes ont également commencé à documenter les défis liés au climat qui ont un impact sur leur capacité à atteindre ces objectifs en matière de systèmes alimentaires. L'une des principales préoccupations est l'effet des changements climatiques, qui affectent déjà les rendements agricoles et menacent la stabilité des chaînes d'approvisionnement alimentaire.

Cela nous rappelle avec force l'urgence de ce travail. Il souligne que l'objectif de l'Accélérateur n'est pas seulement d'atteindre un ensemble de paramètres d'ici à 2030, mais de construire de manière proactive un système alimentaire résilient et adapté au climat, capable de résister aux perturbations futures et de préserver le bien-être des habitants pour les décennies à venir.

COMMENT LES VILLES INTENSIFIENT LEUR ACTION

Les villes s'attaquent à un domaine clé permettant de réduire les émissions en s'attaquant au lien entre les déchets alimentaires et l'insécurité alimentaire. **Toronto, Quezon City, Montréal et London** développent toutes leurs stratégies d'économie circulaire pour s'attaquer aux pertes et aux déchets alimentaires par la redistribution et la récupération, avec comme bénéficiaires cibles de nombreux habitants en situation d'insécurité alimentaire.

Si les villes ont réalisé des progrès significatifs dans des domaines tels que les marchés publics de denrées alimentaires, la prochaine frontière pour la transformation des systèmes alimentaires urbains est le développement de partenariats avec le secteur privé. Les entreprises privées ont un impact considérable sur nos choix alimentaires et, par conséquent, sur les émissions climatiques d'une ville. Pour combler cette lacune critique, les villes élargissent leur champ d'action au-delà des domaines qu'elles contrôlent directement, en nouant des alliances avec des entreprises privées et en obtenant d'elles des investissements et des engagements qui contribuent à des stratégies plus globales visant à modifier les régimes alimentaires et à lutter contre les déchets alimentaires générés sur l'ensemble du territoire de la ville.

ACTION FUTURE

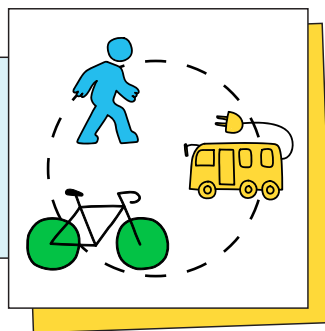


Séoul prévoit d'augmenter progressivement la proportion de produits agricoles respectueux de l'environnement livrés par le centre de distribution écologique de Séoul pour les repas servis dans les écoles, les jardins d'enfants et les crèches au cours de l'année prochaine. Cette expansion s'appuie sur un système qui minimise déjà les émissions de carbone en réduisant l'utilisation d'engrais et de pesticides chimiques. La ville poursuivra l'introduction de repas à base de plantes dans ses écoles et autres établissements publics dans le cadre de son programme Good Diet, qui met l'accent sur les effets bénéfiques pour la santé d'un régime riche en aliments d'origine végétale. Parallèlement, Séoul améliorera son infrastructure de traitement des déchets en développant les installations de recyclage des déchets alimentaires afin d'augmenter la capacité de traitement du secteur public.

Oslo a rationalisé la coordination de son portefeuille de déchets alimentaires en embauchant un coordinateur à temps plein chargé de la réduction des déchets alimentaires dans les cuisines publiques d'Oslo. Après l'achèvement d'un projet pilote testant l'utilisation d'un nouvel outil numérique pour mesurer les déchets alimentaires dans les jardins d'enfants, la ville travaillera à l'élaboration et à la mise en œuvre d'un plan d'action sur les déchets alimentaires à l'échelle de la ville.



L'ACCÉLÉRATEUR DU C40 POUR DES RUES VERTES ET SAINES



Comment les villes transforment le transport urbain d'ici 2030

VILLES SIGNATAIRES

Amsterdam, Auckland, Austin, Barcelone, Berlin, Bogota, Le Cap, Copenhague, Heidelberg, Jakarta, Londres, Los Angeles, Madrid, Medellín, Mexico, Milan, Oslo, Paris, Quito, Rio de Janeiro, Rome, Rotterdam, Santiago, Seattle, Séoul, Tokyo, Vancouver, Varsovie. Villes non-C40 : Birmingham, Greater Manchester, Honolulu, Liverpool, Oxford, Santa Monica, West Hollywood

ENGAGEMENTS

1. Acheter, avec des partenaires, uniquement des bus à zéro émission à partir de 2025
2. Veiller à ce qu'une grande partie de la ville ne produise aucune émission d'ici à 2030

RÉSUMÉ

Le secteur des transports urbains est la source d'émissions de dioxyde de carbone (CO₂) qui connaît la plus forte croissance et la principale cause de pollution atmosphérique urbaine au niveau mondial. Les politiques visant à réduire les émissions dues aux transports, notamment le développement des transports publics, l'introduction de zones à faibles émissions ou de zones d'air pur, et le développement d'infrastructures pour la marche et le vélo, peuvent réduire les émissions, renforcer la santé publique et améliorer la productivité économique. Les transports sont essentiels pour les villes, en particulier pour faire face à la crise climatique.

L'Accélérateur du C40 pour des Rues Vertes et Saines est conçu pour réduire les émissions des transports urbains et a été lancé en 2017 en tant que premier Accélérateur révolutionnaire du C40. Depuis son lancement, il a permis de mener des actions à fort impact pour décarboniser les transports dans les villes, réunissant aujourd'hui **35 villes signataires** réparties dans cinq régions du monde, dont 28 villes du C40 et 7 villes extérieures au réseau C40.

La date butoir pour l'engagement de fournir exclusivement des autobus à zéro émission est cette année, en 2025. Les villes ont fait des progrès considérables dans la transition de leurs flottes de bus municipaux, qui sont passés des bus polluants alimentés par des combustibles fossiles à des technologies plus propres à zéro émission. Depuis septembre 2025, 16 villes signataires achètent des autobus à zéro émission exclusivement, et nombre d'entre elles ont fait des progrès considérables pour atteindre cet objectif. Depuis qu'elles ont rejoint l'Accélérateur, les villes signataires ont collectivement déployé plus de 12 700 bus à zéro émission pour desservir leurs habitants. Les bus à zéro émission représentent plus de 13 % de la flotte totale des villes signataires, certaines villes exploitant jusqu'à 80 % de leur flotte à zéro émission. Malgré les

progrès réalisés par les villes, celles-ci doivent continuer à être soutenues pour accélérer la transition vers des bus à zéro émission et ne pas revenir à l'achat de bus polluants au diesel ou au gaz naturel comprimé (GNC).

Il ne reste plus que cinq ans aux villes signataires pour s'engager, dans le cadre de l'Accélérateur 2030, à faire en sorte qu'une grande partie de leur territoire soit exempte d'émissions polluantes. En 2025, aucune ville au monde n'aura mis en place une zone entièrement zéro émission. Toutefois, des étapes importantes ont été franchies en 2024 et 2025, les villes continuant à mettre en place les politiques de base nécessaires à la réalisation de cet engagement ambitieux, notamment les zones d'air pur, les zones à faibles émissions, les zones à trafic limité, les zones à zéro émission pour le fret, la piétonisation à grande échelle et les rues des écoles. Aux Pays-Bas, **Amsterdam** et **Rotterdam** ont mis en place une zone zéro émission pour les camionnettes et les camions depuis le 1er janvier 2025, grâce à une législation nationale ambitieuse. À **Madrid**, la zone à faibles émissions s'étendra à l'ensemble de la ville en 2025, couvrant tous les véhicules circulant dans la ville et apportant un air plus pur aux habitants. Parallèlement, **Jakarta** intègre les enseignements tirés de la LEZ pilote de Kota Tua dans le développement d'une zone sans émissions élargie dans le cadre de son programme Breathe Jakarta. Il s'agit notamment de réglementer la circulation en fonction des catégories d'émissions, de réaménager l'espace et d'imposer des restrictions ciblées dans les zones patrimoniales et les quartiers commerciaux.

Les maires continuent de montrer la voie en mettant en œuvre des actions audacieuses pour respecter les engagements de l'Accélérateur du C40 pour des Rues Vertes et Saines, en transformant leurs rues en lieux plus verts, plus sains et plus agréables à vivre pour tous.

AUTOBUS ZÉRO ÉMISSION

57 %

des villes signataires n'achètent que des bus à zéro émission et respectent donc l'engagement 1.

Plus de 12 700

bus à zéro émission ont été déployés dans les villes signataires depuis qu'elles ont rejoint l'Accélérateur.

Cela comprend plus de 12 400 bus électriques à batterie et 300 bus à hydrogène.



ZONES D'AUTOBUS ZÉRO ÉMISSION

50 %

des villes signataires disposent d'une zone à faibles émissions, qui réglemente l'accès des véhicules très polluants à certaines zones de la ville, contre 27 % en 2022.

79 %

des villes signataires réaffectent de manière permanente l'espace routier destiné aux voitures à des modes de transport actifs et durables, contre 35 % en 2022.

86 %

des villes signataires mettent en œuvre des mesures visant à améliorer le réseau de transports publics, notamment la couverture du réseau, la vitesse, la fréquence, la fiabilité, l'accessibilité, la résilience, la sécurité, l'accessibilité financière, le confort et la commodité, contre 45 % en 2022.

25 %

des villes signataires mettent en place des mesures clés pour promouvoir l'électrification des transports, et 68 % progressent vers cet objectif.

46 %

des villes signataires n'achètent que des véhicules à zéro émission pour la flotte municipale et spécifient des véhicules à zéro émission dans les marchés publics municipaux, 14 % d'entre elles progressant vers cet objectif.

68 %

des villes signataires mettent en œuvre un programme d'action visant à réduire les dangers de la route, afin que les personnes qui se déplacent à pied, à vélo ou dans les transports en commun soient en sécurité et se sentent en sécurité, et 29 % progressent vers cet objectif.

TRANSFORMER L'ENGAGEMENT EN ACTION

Engagement 1 : Acheter, avec des partenaires, uniquement des bus à zéro émission à partir de 2025

Berlin a déjà atteint son objectif d'acheter exclusivement des bus à zéro émission avant l'échéance de 2025. Entre 2019 et 2024, le nombre de bus électriques dans la flotte est passé à 228, ce qui représente 14,5 % de la flotte de 1 565 bus. La ville a pour objectif de porter cette proportion à 22 % d'ici 2026 (347 bus électriques en termes absolus), tout en développant simultanément l'infrastructure des véhicules électriques, avec la mise en service du premier atelier de bus entièrement électrique à la fin de 2024 et l'achèvement de deux nouveaux dépôts de bus entièrement électriques en 2025. Berlin vise à disposer d'une flotte de bus totalement exempte d'émissions d'ici à 2030.

Mexico City a fait des progrès considérables dans l'électrification de son parc de bus urbains. La ville a électrifié les lignes 3 et 4 du système BRT Metrobus, déployant un total de 149 bus électriques pour desservir ces lignes. En 2025, la construction de deux nouvelles lignes a également été annoncée. Pour le système Red de Transporte de Pasajero (RTP), 50 bus électriques ont été achetés et de nouvelles stations de recharge sont en cours de construction. En outre, la ville a transformé le système de trolleybus en remplaçant les anciennes unités de trolleybus et en construisant la première ligne de trolleybus surélevée au monde. Plusieurs extensions de lignes ont également été réalisées afin d'assurer une

meilleure couverture des services.

L'agence de transport public d'**Oslo** Ruter, l'agence de transport public d'Oslo, n'a acheté que des bus à zéro émission depuis 2022. En 2018, ils se sont fixé pour objectif d'atteindre une flotte entièrement zéro émission d'ici 2028. En fixant un objectif clair à un stade précoce et en incitant les opérateurs de bus à proposer des bus à zéro émission dans le cadre d'appels d'offres publics, la plupart des contrats de bus dans la ville sont passés à zéro émission d'ici à la fin de 2023. En 2025, plus de 80 % des bus de la ville ne produiront aucune émission (487 sur 544).

Santiago a intégré plus de 2 500 bus électriques dans son système de mobilité Red, ce qui en fait la plus grande flotte de bus à zéro émission en dehors de la Chine. D'ici à la fin de 2025, plus de 70 % de la flotte d'autobus urbains ne produira aucune émission. Cette transition significative a permis d'améliorer la qualité de l'air, de réduire les émissions locales et d'améliorer la qualité du service grâce à des véhicules modernes, accessibles et silencieux.

Engagement 2 : Veiller à ce qu'une grande partie de la ville ne produise aucune émission d'ici à 2030

ZONES D'AIR PUR



Le programme **Auckland**'s Access for Everyone (A4E) vise à limiter le trafic motorisé de transit, à donner la priorité à l'accès aux destinations du centre-ville, à créer de nouveaux espaces, à améliorer l'accès pour les services, le fret et les livraisons, et à favoriser les transports en commun, la marche et le vélo. A4E a également créé des réseaux distincts pour les véhicules privés, les services essentiels, les transports publics, les piétons et les cyclistes, le tout au sein d'un même ensemble de rues.

Les changements proposés pour le réseau réduisent les émissions dans le centre-ville, en particulier dans la vallée de la Queen Street, en réduisant les volumes de trafic général.

La zone à faibles émissions de **Copenhague** s'étend le 1er mars 2025 jusqu'à la frontière municipale de Tårnby. Les restrictions concernant les véhicules s'appliquent aux voitures particulières, aux camions, aux autobus, aux camionnettes et aux minibus à moteur diesel, qui doivent être équipés d'un filtre à particules ou répondre au moins à la norme Euro 5 (Euro 6 pour les camions et les autobus). En décembre 2024, le gouvernement danois a introduit une législation nationale qui permet aux municipalités d'établir des

zones à zéro émission à partir de 2025. En réponse à cette nouvelle législation, la ville de Copenhague travaille à la sélection d'une zone à zéro émission. La zone devrait être prête en 2027/28 et s'appliquera aux autobus, aux voitures particulières et aux véhicules commerciaux.

En 2021, le district à faibles émissions de **Rio de Janeiro** a été créé par le programme Reviver Centro, dans le but de mettre en œuvre des actions visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre dans la ville. En 2024, la ville a rejoint le programme mondial Breathe Cities, soutenant la préparation d'études pour la requalification urbaine et la mobilité active dans la zone du district à faibles émissions, l'électrification de la flotte de bus de la ville et l'amélioration de la surveillance de la qualité de l'air. Pour le quartier à faibles émissions, un projet d'avenue sera élaboré en tenant compte de la mobilité active, de l'infrastructure verte et d'un plan de mise en œuvre de la mobilité active pour l'ensemble de la zone. De nouveaux capteurs peu coûteux seront également installés pour surveiller la qualité de l'air. La ville s'efforcera d'étendre l'infrastructure cycliste, de développer le plan de mise en œuvre de la mobilité active et d'élaborer un projet exécutif pour l'avenue du Chili, ainsi que de mettre en œuvre le projet pilote pour la station de transport de marchandises à zéro émission de Laneshift.

MARCHE ET VÉLO



Séoul continue de promouvoir une série de politiques visant à favoriser la marche et le vélo et à construire une ville accueillante pour les piétons. La ville met en œuvre des projets de réaffectation de l'espace routier afin de créer des zones piétonnes sûres et agréables et de construire des pistes cyclables permettant de circuler en toute sécurité. En conséquence, le réseau de pistes cyclables de la ville a été étendu à plus de 1 300 kilomètres (16 % de la longueur totale des routes). La ville transforme les routes centrées sur la voiture – en particulier les grandes artères – en espaces qui donnent la priorité aux modes de transport durables, tout en désignant des routes de quartier clés comme « zones d'amélioration de l'environnement piétonnier » où la ville installe ou élargit les trottoirs, supprime les obstacles à la marche et améliore l'accessibilité globale. En mai 2025, la ville avait achevé des projets de réaffectation de l'espace routier le long de 9 itinéraires totalisant 11,36 km, et désigné 75 zones comme zones d'amélioration de l'environnement piétonnier. Pour faciliter les déplacements sur de courtes distances, le système de partage de vélos de la ville – Ddareungi – met à disposition 45 000 vélos publics dans tout Séoul, dans environ 2 700 stations de location.

À **Vancouver**, des efforts de piétonisation sont en cours dans le quartier historique de Gastown. La rue Water est une rue commerciale à sens unique du centre-ville qui traverse cette zone et voit passer un grand nombre de véhicules. La conception à long terme s'appuie sur des projets pilotes saisonniers. À l'été 2024, la rue a été fermée aux véhicules motorisés et transformée en un espace public perméable aux vélos, avec des installations artistiques, des terrasses et des sièges publics. À l'été 2025, le projet pilote comprend de nouveaux espaces publics, des dimanches sans voiture et une voie cyclable à contresens pour combler une lacune importante dans le réseau cyclable.

Le programme Living Streets d'**Austin** est une initiative peu coûteuse visant à rendre les rues des quartiers d'Austin plus sûres pour que les familles puissent marcher, faire du vélo et nouer des liens avec leurs voisins. Le programme offre aux habitants un ensemble d'options pour activer les rues du quartier afin de créer des opportunités de développement communautaire

en toute sécurité dans toute la ville. Pour bénéficier du programme, une rue doit répondre à certains critères, tels qu'un trottoir incomplet et la nécessité d'un espace récréatif sûr. Le programme requiert également l'accord de 60 % des voisins pour sa mise en œuvre. En cas d'approbation, aucune construction n'est nécessaire. Le service des transports d'Austin installe des cônes de chantier et des barils avec des panneaux limitant la circulation des véhicules. Les quartiers ont le choix entre trois types de fermetures de rues : les fêtes de quartier, les rues saines et les rues ludiques. En 2025, 37 rues participaient au programme.

FRET ZÉRO ÉMISSION



Le transport urbain de marchandises à **Varsovie** a un impact considérable sur la congestion, la pollution et le stationnement illégal. Pour relever ces défis, la ville collabore avec le secteur privé dans le cadre de projets de recherche afin de comprendre leurs priorités et leurs besoins. En 2024 et 2025, la ville a mené une étude pilote, « Transport de marchandises sans émissions à Varsovie » : Développement d'une logistique urbaine efficace et sans émissions, afin d'explorer et de proposer des solutions de livraison sans émissions pour le nouveau centre de Varsovie. À la fin de l'année 2025, plus de 2 000 camions électriques étaient enregistrés dans la ville.

VÉHICULES ZÉRO ÉMISSION



Los Angeles continue de faciliter la transition vers des véhicules zéro émission. Le réseau de chargeurs de véhicules électriques (VE) commerciaux et publics de la ville est passé de 30 000 en 2023 à 37 500 à la fin de 2024. Au cours de l'année 2024, le nombre de VE immatriculés dans la ville a augmenté de près de 50 000, passant de 164 000 à 212 000. Les conducteurs de VE continuent également à utiliser les chargeurs de la ville, l'utilisation hebdomadaire par chargeur augmentant de 71 % en 2024, avec une consommation hebdomadaire totale de kWh en hausse de 82 %.



© GRILLOT – AFP – C40

INSPIRATION



Milan s'est inspirée des meilleures pratiques internationales en participant au groupe de travail technique sur la logistique urbaine du C40, qui vise à guider l'élaboration d'un plan stratégique et opérationnel de transition vers une distribution plus durable des marchandises. Milan a notamment tiré des enseignements des processus d'engagement des parties prenantes de Bruxelles, de la création de micro-hubs pour le regroupement des charges et de l'utilisation de vélos-cargos de **Londres** et de **Paris**, comment gérer les zones de chargement et de déchargement **Barcelone**, l'étude des politiques de tarification à **Oslo** et de **New York**, livraisons nocturnes à partir de **Stockholm**, et la mise en place de zones à trafic limité (LTZ) et de zones à zéro émission à partir de **Rotterdam**.

Le programme ZUMA (Air pur pour les zones urbaines) de **Bogotá** s'est inspiré de la zone à très faibles émissions (ULEZ) de **Londres**. Tirant les leçons de l'ULEZ de Londres, Bogotá a développé le programme ZUMA, dans le but de réduire les émissions toxiques dans les zones très polluées, en particulier là où vivent les communautés marginalisées. Bien que l'approche de Bogotá soit plus localisée que celle de Londres, la ville a adopté des éléments clés tels que le système d'étiquetage environnemental des véhicules, en l'adaptant à son contexte local.

COLLABORATION



Seattle a établi de nombreux partenariats avec des groupes communautaires, notamment Lake City Collective, Duwamish Valley Sustainability Association et Capitol Hill EcoDistrict, dans le cadre d'initiatives telles que Healthy Streets et Home Zones, qui promeuvent le programme « Low-Pollution Neighborhoods » (Quartiers à faible pollution). Au marché de Pike Place, la ville a collaboré avec l'autorité de préservation et de développement et les entreprises locales pour piloter une meilleure gestion des livraisons et de l'accès des véhicules, améliorant ainsi l'expérience des entreprises et des piétons. En outre, la ville a accueilli deux Sommets de la jeunesse au cours des deux dernières années afin d'impliquer les jeunes dans la cocréation de solutions pour les défis climatiques liés aux transports.

Rotterdam s'est largement engagée avec le secteur privé dans la logistique des villes à zéro émission et dans l'alliance climatique pour la mobilité durable.

LOGISTIQUE URBAINE ZÉRO ÉMISSION: la municipalité collabore avec le secteur de la logistique par l'intermédiaire de la communauté Logistiek 010. Elle compte plus de 3 300 organisations membres. Cela a commencé en 2020, lorsque la municipalité a conclu un accord avec 76 parties pour travailler ensemble à la mise en place d'une logistique urbaine à zéro émission. Toutes les parties ont défini des actions dans le cadre de cette convention. Cette convention a permis à la ville de mettre en place avec succès sa zone d'émission zéro

pour la logistique en janvier 2025.

ALLIANCE POUR LA MOBILITÉ DURABLE ET LE CLIMAT: Plus de 150 grands employeurs de Rotterdam, représentant plus de 150 000 employés, ont rejoint l'Alliance pour la mobilité durable et le climat. Elle vise à réduire les émissions de CO₂ de 50 % en réduisant le nombre de kilomètres parcourus par les véhicules dans le cadre de ses activités commerciales et des trajets domicile-travail de ses employés, en encourageant l'utilisation de la bicyclette, de la marche et de véhicules à émissions nulles. Les entreprises participantes proposent également une offre de mobilité généreuse à leurs employés afin de les encourager à voyager de manière plus durable.

Medellín a renforcé ses alliances stratégiques avec des entités multilatérales, des banques de développement, des centres de recherche et des organisations internationales telles que C40 Cities, ICLEI et UN Environment. Ces alliances ont facilité le transfert de connaissances techniques, l'accès aux financements verts et l'adoption de bonnes pratiques pour la transition énergétique des transports publics.

Tokyo a créé un « Conseil de coopération pour la promotion de l'équipement de recharge dans les immeubles d'habitation », composé de fournisseurs de services de recharge, de sociétés de vente de VE et d'autres parties concernées. Le conseil vise à promouvoir l'adoption d'équipements de recharge dans les immeubles d'habitation existants, qui sont considérés comme présentant des défis particulièrement importants, en partageant des études de cas et de l'expertise. Il identifie également les besoins et les défis liés à l'installation d'équipements de recharge dans les immeubles d'habitation de Tokyo, et facilite l'adaptation en fonction des circonstances individuelles.

ÉQUITÉ ET INCLUSION



L'initiative Zones urbaines pour un meilleur air (ZUMA) de **Bogotá** implique la participation des citoyens et la gouvernance communautaire, et garantit que l'air pur et d'autres avantages sociaux et économiques sont contrôlés et équitablement distribués pour soutenir des communautés plus saines et prospères. Dans un premier temps, la ville a élaboré et utilisé un indice d'équité socio-économique afin d'identifier et de hiérarchiser les zones de mise en œuvre. L'indice comprend des mesures relatives à la santé, à la population, à la prestation de services, à la terre et au logement, ainsi que l'intégration de l'indice de pauvreté multidimensionnelle. L'indice a aidé la ville à identifier le site de Bosa-Apogeo et à lui donner la priorité pour la première ZUMA, qui a été conçue à l'aide d'activités de caractérisation sociale et de cartographie afin d'identifier les perceptions des citoyens sur les principaux problèmes et les solutions possibles liés à la qualité de l'air sur le territoire. Ces actions ont permis une approche contextualisée des réalités locales et ont renforcé le lien avec la communauté.

Après avoir mené à bien la première ZUMA, la ville développe une base de référence et un suivi des indicateurs qui comprennent des mesures liées à la perception des citoyens et des variables axées sur l'équité, permettant ainsi une évaluation plus précise de l'impact social des actions mises en œuvre.

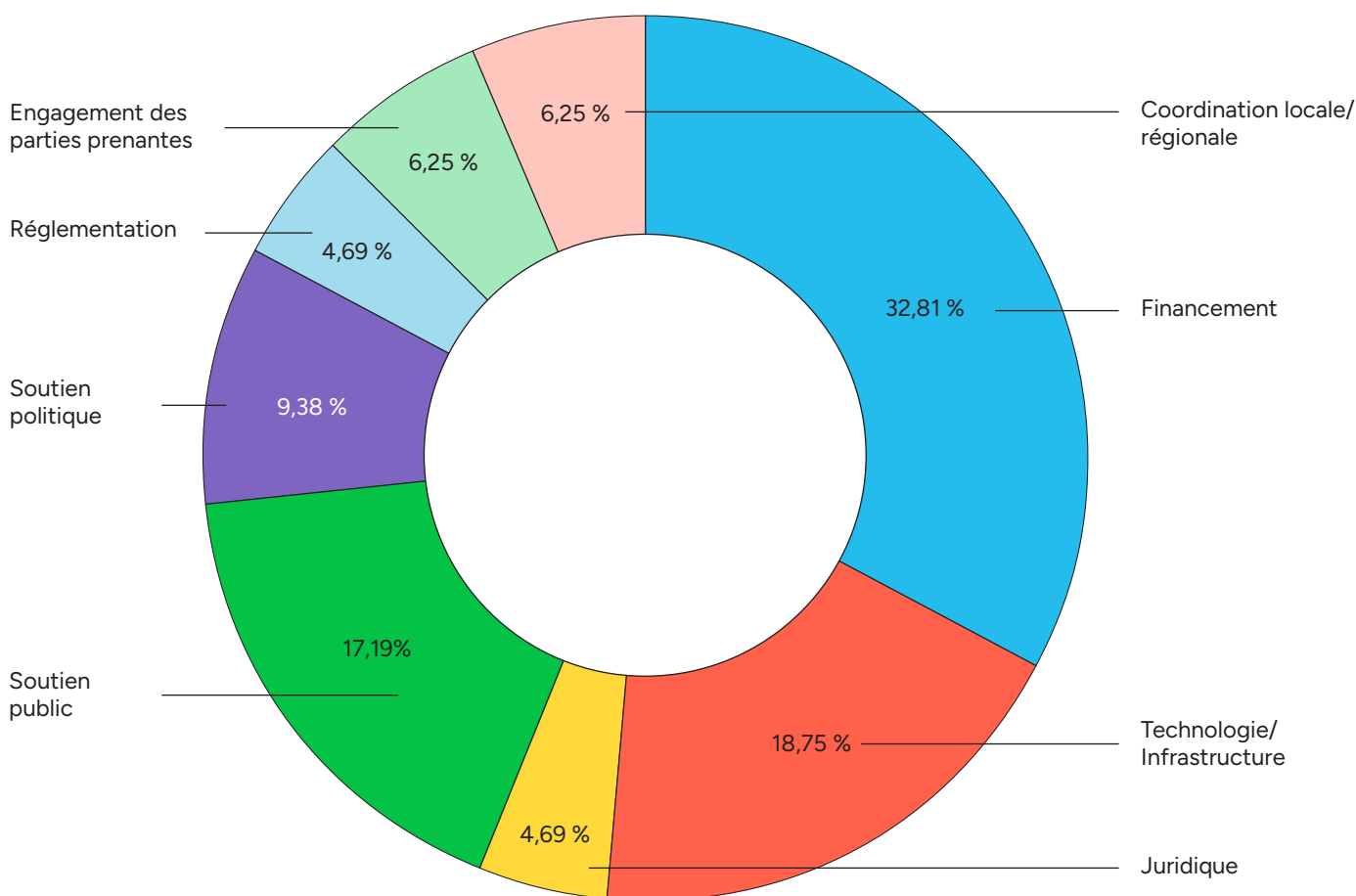
Jakarta dispose d'un réseau de surveillance de la qualité de l'air (SPKU) comprenant 111 stations, utilisé pour cartographier les niveaux d'exposition dans les quartiers vulnérables. La ville mène des actions de cartographie de l'exposition et de la vulnérabilité sociale à l'aide de données sur la qualité de l'air et de données sociales, afin de comprendre quels sont les quartiers les plus touchés par la pollution et qui pourraient être les plus affectés par de nouvelles politiques et réglementations. Pour concevoir et mettre en œuvre une transition inclusive et équitable vers des véhicules et des zones à faibles émissions, la ville implique les communautés locales et les propriétaires de petites entreprises dans les discussions de planification – en particulier les étudiants, les femmes, les personnes âgées et les résidents des quartiers périphériques qui dépendent davantage des transports non motorisés. Jakarta a donné la priorité

à l'amélioration des infrastructures dans les zones à forte activité piétonne, à la mauvaise qualité de l'air et à l'accès limité aux transports publics ; elle a mis en œuvre une conception inclusive comprenant des guides tactiles, des rampes et des abaissements de trottoirs pour aider les personnes handicapées et les résidents âgés ; et elle a consulté la communauté pour les processus de planification tels que les projets de trottoirs et de pistes cyclables, en particulier dans les quartiers denses de kampung et dans les zones proches des écoles et des marchés.

Jakarta utilise les données SPKU sur la qualité de l'air pour suivre l'exposition des piétons à la pollution. Des enquêtes et des audits à pied (souvent réalisés avec des écoliers et des résidents) permettent d'évaluer la sécurité et l'accessibilité. Les projets pilotes utilisent également l'indice de mobilité de Jakarta et la cartographie de l'équité des transports élaborée avec le soutien d'ONG locales et de partenaires universitaires.

DÉFIS

Résumé des différents défis auxquels les villes sont confrontées et % des villes qui les ont mentionnés



Malgré ces progrès réalisés par les villes, des défis importants subsistent pour tenir les engagements qu'elles ont pris. Les défis liés au financement et à la technologie/aux infrastructures, y compris le déploiement d'infrastructures de recharge, restent des obstacles majeurs au déploiement et à l'offre d'autobus à zéro émission. Le lobby des combustibles fossiles est puissant et fait pression sur les villes pour qu'elles adoptent le gaz comme combustible de transition.

Les villes évoluent également dans un paysage économique et politique complexe et instable, où les politiques de réduction de la circulation automobile font l'objet d'un examen de plus en plus minutieux et sont sujettes à la désinformation. Une opposition bien organisée et bien financée s'emploie à déstabiliser l'ambition des villes. Pour contrer cette tendance, les villes doivent gagner l'argument du public et démontrer les avantages étendus et équitables qu'offrent à toutes les communautés et entreprises des centres-villes où le nombre de voitures est réduit et où le système de transport urbain est plus durable.

C'est particulièrement important à l'heure où les villes cherchent à étendre les politiques existantes, ce qui est essentiel pour atteindre les objectifs de 2030 et marquer la fin des transports à base de combustibles fossiles dans nos villes.

COMMENT LES VILLES INTENSIFIENT LEUR ACTION

Outre les engagements pris dans le cadre de l'Accélérateur, 12 villes signataires se sont fixé pour objectif de disposer d'une flotte de bus à 100 % d'émissions nulles d'ici à 2030. L'objectif du C40 est de collaborer avec les villes, les bailleurs de fonds et les autres parties prenantes par le biais de programmes tels que l'Accélérateur pour le déploiement rapide de bus zéro émission (ZEBRA), afin de soutenir les villes dans leur transition vers une flotte de bus à zéro émission d'ici 2030.

Il reste cinq ans aux villes signataires pour prendre les mesures de transformation nécessaires afin de garantir qu'une grande partie de la ville n'émet pas de gaz à effet de serre. De nombreuses villes mettent en place des politiques d'accompagnement visant à décourager l'utilisation des véhicules privés, à faciliter la transition des véhicules à fort kilométrage vers des véhicules à zéro émission et à rendre les rues plus accueillantes pour les personnes.

Dans le monde entier, les villes adaptent leurs politiques en matière de ZEA en adoptant une approche plus large des zones d'air pur, adaptée à leur contexte local. Les villes continuent également d'étendre leurs réseaux de pistes cyclables et de sentiers piédestres protégés, ce qui permet aux gens d'opter plus facilement et de manière plus sûre pour les déplacements actifs. Malgré les déficits de financement depuis COVID-19, la fréquentation des transports en commun revient lentement aux niveaux d'avant la pandémie, les villes continuant d'investir dans l'amélioration et l'expansion des services de bus, de métro, de train et de tramway.

Dans le même temps, les villes doivent encourager l'adoption des véhicules électriques en fournissant des infrastructures de recharge accessibles et pratiques, tout en reconnaissant que le simple passage aux VE n'est pas une solution miracle et qu'il s'accompagne d'incidences connexes, notamment le danger routier et les émissions non liées à l'échappement et intégrées.

ACTION FUTURE



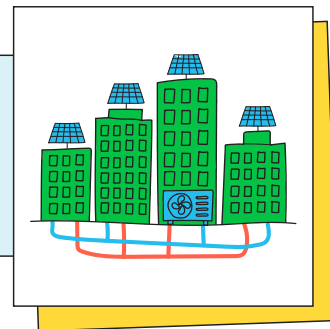
L'objectif à long terme de **Paris** est de réduire le nombre de véhicules circulant dans la ville. D'ici 2026, la ville a pour objectif de réduire de moitié le nombre de places de stationnement sur voirie, qui est actuellement d'environ 60 000 places. Depuis 2020, plus de 18 500 places de stationnement sur voirie ont été supprimées, rééquilibrant l'espace public en faveur de la marche, du vélo et des transports publics.

Rome s'efforce de transformer son réseau de transports en commun. Le renouvellement de la flotte de bus est en cours et, à ce jour, 110 des 411 bus électriques de douze mètres sont en circulation, la livraison des bus électriques restants devant s'achever en 2026. D'ici 2026, l'ensemble de la flotte aura été renouvelé avec une norme d'émissions minimale de Euro 6. La ville vise une flotte à 100 % sans émissions d'ici à 2035. En plus de son parc de bus, la ville a étendu la ligne de métro C avec deux nouveaux arrêts à l'automne 2025, et quatre nouvelles lignes de tramway sont également en construction ou sur le point d'être ouvertes. Pour continuer à moderniser le réseau, 121 nouveaux tramways ont été achetés et arriveront en 2026.

Le Cap poursuit sa transition vers les bus électriques, malgré les difficultés rencontrées. La ville a lancé un appel d'offres pour la fourniture et la livraison d'autobus électriques à batterie de 12 mètres à entrée basse. Le contrat a été activé en juillet 2025 et est attribué pour une durée de 36 mois, la livraison de 30 autobus électriques à batterie étant prévue entre janvier et mars 2027.



L'ACCÉLÉRATEUR DU C40 POUR DES BÂTIMENTS NET ZÉRO CARBONE



Comment les villes maximisent l'efficacité énergétique et éliminent les combustibles fossiles dans les bâtiments

VILLES SIGNATAIRES

Le Cap, Copenhague, Durban/Ethekwini, Heidelberg, Johannesburg, Londres, Los Angeles, Medellín, Melbourne, Montréal, New York City, Oslo, Paris, Portland, San Francisco, Seattle, Stockholm, Sydney, Tokyo, Toronto, Tshwane, Vancouver, Washington, D.C.

ENGAGEMENTS

1. Tous les nouveaux bâtiments sont à zéro émission de carbone d'ici 2030
2. Tous les bâtiments existants sont à zéro émission de carbone d'ici 2050
3. Tous les bâtiments municipaux sont à zéro émission de carbone d'ici 2030

RÉSUMÉ

Les bâtiments sont l'une des principales sources d'émissions de gaz à effet de serre, représentant en moyenne plus de la moitié des émissions totales des villes et contribuant pour plus d'un tiers aux émissions mondiales de CO₂ liées à l'énergie. Les bâtiments sont également une source importante de pollution atmosphérique, produisant plus d'émissions de NOx que les véhicules dans certaines villes, ainsi que la plus grande source de PM_{2.5}. Les **27 villes signataires de l'Accélérateur du C40 pour des Bâtiments Net Zéro Carbone** s'engagent à mettre en œuvre des politiques qui placeront tous les bâtiments sur la voie de l'absence totale de carbone.

D'ici 2060, le monde devrait compter 230 milliards de mètres carrés de nouveaux bâtiments, soit une superficie équivalente à l'ensemble du parc immobilier mondial actuel. Il est donc essentiel d'introduire des codes et des réglementations pour s'assurer que les nouveaux bâtiments sont efficaces sur le plan énergétique, utilisent des énergies renouvelables et ne dépendent pas des combustibles fossiles. Les villes accélératrices élaborent des feuilles de route de décarbonisation à long terme avec des codes de construction obligatoires et des réglementations mises en œuvre à des étapes spécifiques. Les meilleures pratiques comprennent l'utilisation de codes basés sur la performance, interdisant l'utilisation de combustibles fossiles dans les nouveaux bâtiments qui sont très efficaces sur le plan énergétique. **Washington, D.C.** a envoyé un signal clair au marché avec le Clean Energy DC Building Code Amendment Act of 2022, qui codifie l'objectif d'adopter une norme d'énergie nette zéro, entièrement électrique, d'ici à la fin de 2026. L'industrie dispose ainsi d'un délai suffisant pour modifier et adapter ses pratiques et ses spécifications.

Les bâtiments existants, dont beaucoup n'ont pas été construits selon des codes énergétiques efficaces, continueront d'exister pendant de nombreuses années et leur performance énergétique doit être améliorée. La ville de **Toronto** travaille actuellement à l'établissement de normes de performance en matière d'émissions des bâtiments afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre des bâtiments existants dans la ville. Si elles sont adoptées par le Conseil, ces normes exigeront que les bâtiments existants soient rénovés, avec un préavis de plusieurs années, afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre.

L'analyse des données est le fondement de l'élaboration des politiques relatives aux bâtiments existants, et nos villes signataires ont poursuivi l'analyse comparative de la consommation d'énergie de nombreux types de bâtiments, ce qui leur a permis d'établir des codes efficaces. **Seattle** a connu un succès remarquable grâce à des mécanismes de soutien très diversifiés visant à rendre le processus d'établissement des rapports sur l'énergie exempt de frictions. La collecte de données permet directement la mise en œuvre de normes obligatoires de performance énergétique pour les bâtiments existants, l'action ayant l'impact le plus élevé dans ce secteur particulier.

Les villes innovent continuellement avec d'autres mécanismes pour rendre les maisons plus saines, plus confortables, plus efficaces et moins polluantes. **San Francisco** s'appuie sur le conseil régional de la qualité de l'air pour mettre en œuvre une politique qui exige effectivement l'électrification au moment du remplacement des équipements de chauffage dans les bâtiments existants, éliminant ainsi les sources nocives de pollution de l'air intérieur dont il a été prouvé à maintes reprises qu'elles provoquaient des maladies et des décès, avec un impact exagéré sur les femmes et les enfants.

Les villes vont également au-delà des exigences de l'Accélérateur, en prenant des mesures pour traiter les émissions opérationnelles et intrinsèques dans les codes qu'elles introduisent, en adoptant une approche globale du carbone. La ville de **Stockholm** étudie actuellement les limites d'émissions intrinsèques qu'elle pourrait appliquer, sur la base d'une mesure de kgCO₂e/m² de surface de plancher, et **Medellín** met en place une politique visant à orienter les systèmes de production vers une économie circulaire et une chaîne d'approvisionnement en matériaux à faible teneur en carbone.

Les villes continuent de montrer l'exemple en adoptant les politiques les plus ambitieuses et les plus étendues pour leurs propres bâtiments municipaux, avant d'appliquer ces mesures à d'autres propriétaires de bâtiments. Cette approche leur permet de développer des chaînes d'approvisionnement, d'acquérir des connaissances et de l'expertise, et de partager des informations sur les difficultés de mise en œuvre. Grâce à toutes ces mesures, les habitants bénéficient de bâtiments à faible émission de carbone qui sont sains, confortables et résistants.

IMPACT

74 %

des villes signataires du C40 ont mis en œuvre des politiques ou des feuilles de route visant à garantir que tous les nouveaux bâtiments seront à zéro émission de carbone avant 2030

61 %

des villes signataires du C40 mettent en œuvre des politiques visant à réduire à zéro les émissions de carbone dans les bâtiments municipaux par le biais de rénovations et/ou d'exigences en matière d'énergie renouvelable

78 %

des villes signataires du C40 mettent en œuvre des programmes de rénovation pour les bâtiments privés existants, permettant ainsi à la ville de progresser vers l'objectif de zéro émission nette de carbone d'ici 2050.

TRANSFORMER L'ENGAGEMENT EN ACTION

Engagement 1 : Adopter des réglementations et/ou des politiques d'urbanisme afin de garantir que les NOUVEAUX bâtiments fonctionnent sans émissions nettes de carbone d'ici 2030.

Melbourne a passé de nombreuses années à élaborer un nouveau code de la construction en étroite collaboration avec le gouvernement de l'État de Victoria, qui a le pouvoir d'adopter une politique obligatoire en matière de construction. La politique exigera que les nouveaux développements respectent les meilleures pratiques en matière de développement durable, des normes de carbone presque nulles, et donnera la priorité à des niveaux élevés d'efficacité énergétique et d'électrification. Cette politique pourrait être utilisée dans d'autres juridictions, ce qui multiplierait son impact potentiel.

Vancouver a introduit en 2025 l'obligation pour les nouveaux bâtiments d'être presque sans émission de carbone, avec des limites d'intensité de carbone fixées à 3 kgCO₂e/m² ou moins dans les grands bâtiments résidentiels, et à 1,5 kgCO₂e/m² dans les bâtiments résidentiels plus petits. Ces limites éliminent effectivement l'utilisation de combustibles fossiles pour le chauffage et l'eau chaude dans les nouveaux bâtiments à Vancouver.

Engagement 2 : Adopter des réglementations et/ou des politiques de planification pour garantir que TOUS les bâtiments existants fonctionnent à zéro carbone net d'ici à 2050

Seattle a procédé à un enregistrement approfondi de la consommation d'énergie dans ses bâtiments afin d'établir des références. Les taux de conformité sont très élevés : 89 % des bâtiments non résidentiels et 97 % des bâtiments collectifs ont communiqué leurs données détaillées sur la consommation d'énergie et de combustibles. Ce résultat a été obtenu grâce à un travail de sensibilisation important, à l'appui de données provenant de tiers et à la formation. La ville utilise des données d'étalonnage pour orienter l'élaboration des politiques. Il leur permet également de suivre les performances élevées et faibles, et d'identifier les propriétaires de bâtiments à cibler pour les programmes de rénovation et les remises, tels que ceux offerts par le service public de la ville, Seattle City Light.

Le système de plafonnement et d'échange de **Tokyo** le premier du genre, impose des obligations absolues de réduction des émissions de carbone aux grands bâtiments existants, et il est en vigueur depuis 2010. Depuis lors, la ville a réduit ses émissions de carbone de 31 % par rapport au niveau de référence grâce aux progrès réalisés en matière d'efficacité énergétique et à l'utilisation d'électricité et de chaleur à faible teneur en carbone, malgré les chaleurs extrêmes de l'été et l'augmentation du nombre d'utilisateurs due à la reprise des activités économiques. À partir de 2025, le système sera à nouveau renforcé, cette fois en fixant des seuils minimaux de réduction des émissions de carbone de 50 % pour les immeubles de bureaux et de 48 % pour les usines. Ces mesures ne concernent que les grands bâtiments, mais Tokyo a également renforcé les exigences pour les bâtiments plus petits par le biais du système de notification des mesures de lutte contre le réchauffement climatique (en vigueur à partir d'avril 2025), qui exige des petites et moyennes entreprises qu'elles déclarent leurs émissions de CO₂. De nouveaux objectifs de réduction de 35 % ont été fixés pour les économies d'énergie et de 50 % pour la consommation d'énergies renouvelables. Tous ces efforts soutiennent l'objectif de réduire de moitié les émissions de carbone d'ici à 2030.

Engagement 3 : Posséder, occuper et développer uniquement des actifs (bâtiments municipaux) dont le bilan carbone est nul d'ici à 2030

Le Cap a mis en œuvre des améliorations de l'efficacité énergétique dans l'ensemble de son portefeuille, atteignant un total de 188 bâtiments en mai 2025. Il s'agit notamment de travaux de remplacement des systèmes de climatisation split-unit inefficaces et d'amélioration de l'éclairage. La ville est une municipalité sud-africaine leader en matière de certificats de performance énergétique, avec 72 de ses bâtiments certifiés, et des travaux sont en cours pour renouveler les certificats et rendre davantage de bâtiments conformes. Ce processus a permis de sensibiliser les services à la nécessité d'améliorer l'efficacité énergétique. La ville du Cap dispose d'un programme actif qui soutient le déploiement et la mise en œuvre de l'énergie solaire sur les toits, en proposant un dimensionnement et un coût initiaux, et en créant un mécanisme de passation de marchés permettant aux exploitants de bâtiments d'accéder aux fournisseurs de services. À ce jour, la ville a produit 4 217 MWh à partir d'une capacité totale installée de 2 636 kWp. Au cours de cet exercice, 120 compteurs électriques intelligents à sortie automatisée ont été installés, pour un total de 1 519 compteurs électriques intelligents installés jusqu'en mai 2025 dans 1 073 installations municipales (71,6 % des 1 499 installations répertoriées pour le comptage).

La nouvelle stratégie environnementale 2025-30 de **Sydney** propose des objectifs ambitieux : une réduction de 85 % des émissions (référence 2006), une réduction de 30 % de la consommation totale d'énergie (référence 2023) et l'élimination complète du gaz fossile. La ville de Sydney a déjà atteint une réduction de 76 % par rapport à son niveau de référence de 2006 (100 % avec les crédits carbone) grâce à l'électrification continue, à la réduction des réfrigérants et à l'utilisation d'électricité renouvelable, en rendant compte publiquement de ses progrès chaque année via Climate Active.



nico Smit – Unsplash

INSPIRATION



Vancouver et **New York** ont inspiré **Montréal** avec leurs règlements sur la divulgation de l'énergie et des GES et sur les systèmes d'évaluation des bâtiments. Cela a en partie influencé la nouvelle réglementation de Montréal concernant les limites d'émissions de GES dans les nouveaux bâtiments, y compris l'interdiction des appareils émetteurs tels que ceux alimentés au mazout ou au gaz dans les nouveaux bâtiments résidentiels, commerciaux et institutionnels. En outre, de nouvelles réglementations sur la divulgation et l'évaluation des émissions de gaz à effet de serre provenant des grands bâtiments, en vue d'introduire une évaluation des émissions de gaz à effet de serre pour les bâtiments. Grâce à ces nouvelles réglementations, l'objectif de construire des bâtiments neufs sans émissions d'ici à 2030 est déjà assuré. La ville contrôle désormais les nouvelles demandes de permis de construire et contribue à leur mise en œuvre. Par ailleurs, la Ville de Montréal poursuit ses travaux sur l'efficacité énergétique des nouveaux bâtiments.

Washington, D.C. a grandement bénéficié de l'apprentissage continu et de la coordination avec d'autres juridictions qui poursuivent et mettent en œuvre des politiques similaires. Bien que le district ait été le premier au pays à adopter une norme de performance énergétique des bâtiments, nous avons suivi de près l'évolution de la situation dans les villes de New York, **Boston** et d'autres au fur et à mesure que leurs programmes sont mis en œuvre. En ce qui concerne les codes d'énergie nette zéro, la ville suit de près l'État de New York, le Massachusetts, l'État de Washington et d'autres États dans l'élaboration et la mise en œuvre de codes d'énergie nette zéro. Le C40 a été un partenaire clé dans la facilitation de ces connexions entre pairs pour permettre un apprentissage partagé.

COLLABORATION



Copenhague vise à réduire la consommation d'énergie de 20 % en 2035 par rapport à 2019 dans le cadre du programme Energispring (ou Energy Leap), et suivra cette évolution à l'aide des données de consommation globale de la ville. Le partenariat public-privé comprend 40 des plus grands propriétaires de bâtiments de la ville, couvrant environ 40 % de la surface totale de Copenhague, et les membres conviennent d'un objectif de réduction de la consommation de chaleur de 3 % par an dans les bâtiments participants.

DÉFIS

Les types de politiques nécessaires pour atteindre les objectifs de cet Accélérateur requièrent une quantité substantielle de collecte de données, d'analyse, de modélisation et d'engagement des parties prenantes. Une fois qu'elles sont en phase de mise en œuvre, elles nécessitent des équipes d'application qualifiées pour s'assurer que la grande diversité de bâtiments dans une ville donnée est conforme. Le développement des capacités nécessaires à cet effet constitue un défi de taille.

Chaque bâtiment est confronté à ses propres problèmes de rénovation, ce qui explique le faible taux de rénovation des bâtiments, notamment la faible capacité électrique, les problèmes de maintenance différée et les perturbations dans les habitations et les entreprises pour achever les travaux de rénovation, et surtout, il y a souvent de graves lacunes financières qui empêchent les projets d'être financés.

Le partenariat public-privé engage les propriétaires de bâtiments privés dans des activités d'efficacité énergétique par le biais de la concurrence et du partage de solutions. Bien qu'il s'agisse d'une démarche volontaire, cette initiative a permis de réaliser des économies d'énergie significatives dans une grande partie de la ville.

Medellín mène des activités conjointes d'assistance technique et de formation avec CAMACOL, la Chambre colombienne de la construction, et la SFI de la Banque mondiale, qui ont dispensé une formation sur les mesures d'incitation à la construction durable aux fonctionnaires municipaux. De même, des activités ont été menées avec les secteurs universitaires de la ville et certains groupes de constructeurs indépendants. Certaines actions indirectes ont été développées avec ICLEI.

ÉQUITÉ ET INCLUSION



Vancouver met en place le Multi-Family Resilient Upgrade Program, qui offre des incitations financières et un soutien de conciergerie pour rénover les logements sociaux, les logements locatifs du marché et les condominiums, ce qui contribue à réduire les émissions de GES et à accroître la résistance à la surchauffe. Le programme s'appuie sur des projets pilotes antérieurs menés par des villes, tels que l'Accélérateur de rénovation des appartements locatifs et la Subvention de rénovation résiliente à but non lucratif, qui ont montré une forte demande de rénovations pour la décarbonisation et ont identifié les principaux obstacles et les possibilités d'extension. Cette initiative soutient le plan d'action d'urgence climatique de Vancouver, qui s'engage à réduire de moitié les émissions des bâtiments d'ici à 2030 tout en créant des habitations plus saines et plus résistantes au climat pour tous.

Medellín a mis en place la politique d'économie circulaire du district en 2025. Cette politique modifie fondamentalement les systèmes de production et de consommation en contribuant au développement de pratiques de construction circulaire et à la réorientation des matériaux vers d'autres sites que les décharges. Il prépare le terrain pour que la ville introduise la gouvernance et les stratégies nécessaires pour apporter des changements dans les chaînes d'approvisionnement et analyser leur impact sur les plans social, économique et environnemental. La politique lancera des partenariats intersectoriels axés sur la création d'emplois verts équitables, en privilégiant l'embauche de personnes issues de communautés à faibles revenus.

De nombreuses villes doivent s'appuyer sur des leviers politiques qui échappent à leur contrôle, en particulier ceux qui sont détenus par d'autres niveaux de gouvernement, pour faire évoluer le marché. Ces obstacles font qu'il est difficile de mener une action coordonnée à grande échelle dans l'ensemble de l'environnement bâti.

COMMENT LES VILLES INTENSIFIENT LEUR ACTION

Les arguments en faveur de bâtiments à zéro émission et résilients n'ont fait que se renforcer au fil du temps, et les villes signataires montrent à quel point la transition vers des bâtiments sans énergie fossile et à haute efficacité présente de nombreux avantages pour les habitants. Le chauffage, la climatisation et la cuisine sont des sujets qui suscitent des émotions, et le choix reste un sujet de discussion important. Cependant, les villes apprennent à mieux communiquer sur ces questions et sont mieux équipées pour faire valoir les avantages de l'électrification et de la décarbonisation. Dans une démarche avant-gardiste, la ville de **Portland** a élaboré un code de la construction comprenant des normes de performance en matière de carbone qui réduiraient progressivement les émissions des bâtiments tous les cinq ans entre 2030 et 2050.

Les villes signataires jouent un rôle clé dans la décarbonisation du chauffage des bâtiments. À **Heidelberg**, il est prévu de fermer les centrales à combustibles fossiles du système énergétique urbain avant 2030, et à **Montréal**, des actions sont en cours pour électrifier les chaudières du système énergétique urbain du centre-ville. À **Medellín**, il est prévu de poursuivre la production de biogaz dans les stations d'épuration et les décharges, ce qui réduira à l'avenir la dépendance des bâtiments à l'égard des combustibles fossiles.

Les villes signataires ont approfondi leur réflexion sur les stratégies de quartier et l'amélioration des équipements collectifs, de la qualité des logements et des niveaux de confort, tout en réduisant les émissions et en améliorant la santé, et surtout en évitant le déplacement des communautés. **Washington, D.C.**, est en train de réaménager le quartier historique de Barry Farm, en s'engageant à obtenir la certification « Maison passive », et il est prévu d'installer l'une des plus grandes installations géothermiques de quartier aux États-Unis.

Les signataires continuent de montrer l'exemple en accélérant la décarbonisation des bâtiments municipaux. À **Tshwane**, l'administration met en place une équipe de travail sur l'énergie, qui s'efforce de développer les systèmes solaires dans les bâtiments municipaux et de réaliser des économies d'énergie et de coûts.

Alors que les villes signataires poursuivent leurs approches novatrices, elles sont limitées dans leur capacité à étendre ces solutions par manque de financement. De nouvelles options d'investissement à long terme et à faible retour sur investissement sont nécessaires, en tenant compte de la résistance accrue au climat et en reconnaissant tous les co-bénéfices obtenus. La modernisation des bâtiments existants reste le plus grand défi pour les décideurs politiques et les financiers, étant donné la nature complexe et perturbatrice des projets de rénovation des bâtiments. Les villes se tournent vers l'avenir en contribuant à l'agrégation de la demande de nouvelles technologies, en réduisant les coûts par le biais des marchés publics, et en garantissant et en combinant les financements afin de rendre la transition aussi harmonieuse que possible.

ACTION FUTURE

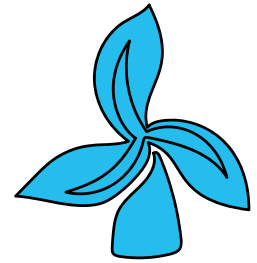


Montréal compte 35 projets de décarbonisation de bâtiments municipaux qui sont en cours et qui devraient être achevés en 2026. Au sein de son portefeuille total de 538 bâtiments gérés de manière centralisée, la ville est passée de 281 à 306 bâtiments neutres en carbone au cours de la période allant de 2021 à 2025. Cela a été possible grâce à l'élimination des combustibles fossiles, qui peuvent être remplacés par de l'électricité propre disponible localement, bien qu'il reste des possibilités d'améliorer les contrôles et l'efficacité énergétique. La ville de Montréal travaille également sur un plan de décarbonisation pour les bâtiments municipaux qui ne sont pas gérés par la ville.

Oslo continuera à décarboniser le système de chauffage urbain qui fournit de la chaleur à la majorité des bâtiments de la ville, 75 % de la consommation totale d'énergie d'Oslo se faisant dans les bâtiments. Le système de chauffage urbain d'Oslo utilise l'énergie excédentaire provenant des installations de gestion des déchets, des eaux usées et des centres de données, en plus de la bioénergie et des chaudières électriques. Le gaz naturel liquéfié et le gaz fossile ne représentent plus que 1,6 % de l'énergie consommée par le système et l'utilisation de combustibles fossiles est progressivement éliminée du système de chauffage urbain. Une installation de captage du carbone est en cours d'installation pour capter les émissions résiduelles de l'une des sources de chaleur du réseau de chaleur, dont la mise en service est prévue pour 2029.



L'ACCÉLÉRATEUR DU C40 POUR LES ÉNERGIES RENOUVELABLES



Comment les villes accélèrent leur transition énergétique

VILLES SIGNATAIRES

Buenos Aires, Copenhague, Lagos, Lisbonne, Londres, Los Angeles, Melbourne, Montréal, Paris, San Francisco, Séoul, Sydney, Tokyo, Tshwane et Vancouver

ENGAGEMENTS

Engagement municipal :

- Montrer l'exemple, soit en faisant passer la consommation d'électricité municipale à 100 % d'énergie renouvelable d'ici 2025, soit en déployant des systèmes d'énergie renouvelable sur tous les actifs municipaux réalisables d'ici 2030.

Engagement à l'échelle de la ville :

Adopter des réglementations et/ou des politiques d'urbanisme afin de garantir que les NOUVEAUX bâtiments fonctionnent sans émissions nettes de carbone d'ici 2030.

- *Accélérer la transition vers les énergies renouvelables* Utiliser de l'électricité 100 % renouvelable à l'échelle de la ville d'ici 2035 et de l'énergie entièrement décarbonée pour cuisiner, chauffer et refroidir les bâtiments de la ville au plus tard en 2050.
- *Permettre l'accès à l'énergie grâce aux énergies renouvelables*. Parvenir à un accès universel à une électricité fiable, durable et abordable et à des combustibles et technologies de cuisson propres d'ici 2030 et utiliser une électricité 100 % renouvelable dans toute la ville d'ici 2050.
- *Maximiser l'énergie renouvelable locale*. Déployer des systèmes d'énergie propre pour l'électricité, le chauffage, le refroidissement et la cuisson afin d'atteindre 50 % du potentiel réalisable évalué dans la ville d'ici 2030 et 100 % d'ici 2050.

RÉSUMÉ

La décarbonisation de l'énergie reste essentielle pour atteindre les objectifs de l'Accord de Paris. Les villes accueillent plus de la moitié de la population mondiale et représentent plus de 75 % de la demande énergétique universelle. Elles détiennent donc la clé d'un avenir énergétique mondial sans énergie fossile, avec des systèmes d'approvisionnement en énergie plus abordables, accessibles et sûrs, des communautés résilientes, des emplois verts locaux et une amélioration de la qualité de l'air. Malgré la prolifération accélérée de l'offre d'énergies renouvelables, l'utilisation de combustibles fossiles reste importante et les défis de la transition énergétique sont amplifiés par la géopolitique mondiale et des facteurs socio-économiques tels que l'urbanisation rapide. Pour accélérer les progrès et surmonter les difficultés existantes, les villes doivent jouer un rôle plus important en se faisant les championnes d'une transition énergétique juste.

L'Accélérateur du C40 pour les Énergies Renouvelables a été lancé lors d'un dialogue de haut niveau des Nations unies sur l'énergie en septembre 2021. L'Accélérateur compte **15 villes signataires** qui démontrent leur leadership en rejoignant l'Accélérateur et en s'engageant à accélérer la décarbonisation complète de l'électricité, du chauffage, de la climatisation et de la cuisine tout en éliminant progressivement les combustibles fossiles. L'engagement de l'Accélérateur se concentre sur l'utilisation de l'énergie au niveau municipal et à l'échelle de la ville.

Les villes adoptent diverses approches pour remplir leurs engagements municipaux, notamment : le déploiement de systèmes d'énergie renouvelable sur les biens publics ; l'approvisionnement en énergie renouvelable par le biais de mécanismes basés sur le marché, tels que les accords d'achat d'électricité (AAE) et les tarifs verts ; et la satisfaction de la demande municipale par des services publics appartenant à la ville qui fournissent de l'électricité propre. Les villes respectent leurs engagements en matière d'Accélérateur à l'échelle de la ville grâce à des partenariats et des engagements avec les entreprises et les communautés, au partage d'informations et de connaissances, à l'utilisation de pouvoirs réglementaires sur les bâtiments, à des actions visant à lever les obstacles financiers et à l'apport d'un soutien aux technologies énergétiques novatrices et émergentes. À **Londres**, [Transport for London \(TfL\) a conclu un AAE de 15 ans](#) pour l'approvisionnement en énergie renouvelable du réseau de métro de la ville en 2025. **Sydney** a installé un total de 2 mégawatts (MW) d'énergie solaire sur ses propriétés d'ici 2025, et **Paris** a développé des cartes de potentiel solaire et un registre de la ville. **Lagos** a accueilli des hackathons sur l'énergie propre qui encouragent les startups dirigées par des femmes à développer des solutions en matière d'énergie renouvelable.

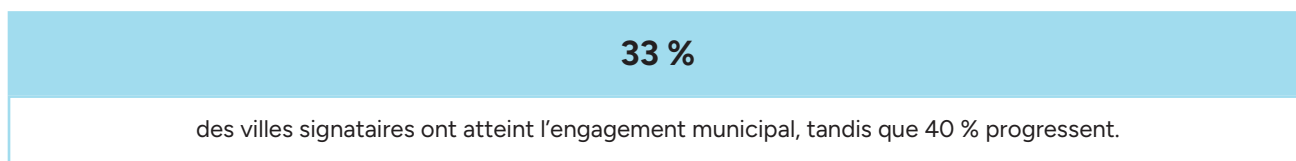
Entre 2023 et 2025, les villes signataires ont collectivement supprimé plus de 20 MW d'énergie non renouvelable. Au cours de la même période, quatre villes ont mis en œuvre de nouveaux modèles d'approvisionnement en énergies renouvelables, ce qui témoigne d'une évolution majeure vers des sources d'énergie renouvelable plus démocratisées et numérisées. D'autres villes ont également revu à la hausse leurs ambitions et leurs objectifs en matière d'énergies renouvelables, notamment **Séoul** et **Lagos**, qui ont porté leurs objectifs pour 2030 à 3 gigawatts (GW) et 2 GW respectivement. Les compétences limitées en matière d'approvisionnement en énergie constituent un défi majeur pour les villes qui s'attaquent à la transition énergétique. Les villes signataires, dont **Montréal, San Francisco, Sydney, Séoul** et **Tokyo**, ont commencé à mettre en œuvre des mandats et des ordonnances sur les énergies renouvelables pour les bâtiments afin de favoriser le déploiement des énergies renouvelables au niveau local. Des villes comme **Tshwane** et **Vancouver** ont fait preuve d'une plus grande sensibilisation à l'utilisation des énergies renouvelables et ont adopté de plus en plus de technologies innovantes et émergentes, telles que des projets solaires communautaires et de stockage de l'énergie à **Buenos Aires, à Los Angeles** et à **Melbourne**.

Depuis le lancement de l'Accélérateur, toutes les villes signataires ont beaucoup progressé dans la décarbonisation de leur consommation d'énergie. En juin 2025, plus d'un tiers des villes de l'Accélérateur dépendaient à 100 % de sources d'énergie renouvelables pour leur consommation d'électricité municipale. La majorité des villes restantes ont enregistré une augmentation de la dépendance aux énergies renouvelables pour alimenter les opérations de la ville depuis 2021. Dans le cadre de l'engagement à l'échelle de la ville, 8 des 15 villes ont indiqué que tous les ménages situés sur leur territoire avaient accès à une électricité propre ou à une énergie propre pour le chauffage et la climatisation.

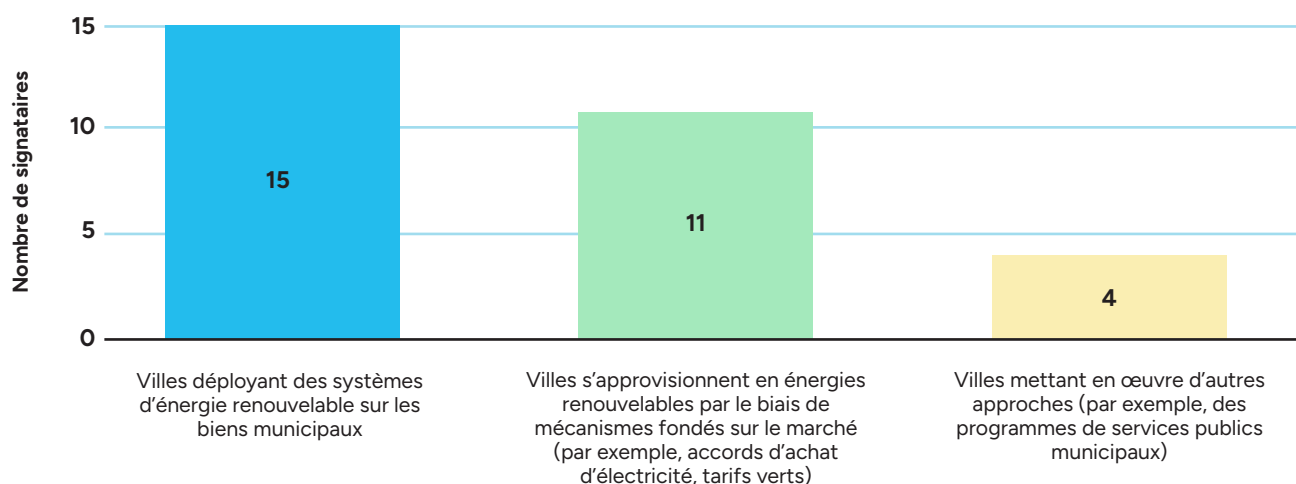
Les succès des villes de l'Accélérateur du C40 pour les Énergies Renouvelables inspireront d'autres parties prenantes, y compris les services publics, les entreprises et d'autres villes et niveaux de gouvernement, à se détourner des combustibles fossiles coûteux et polluants et à laisser la place à un avenir énergétique propre – avec des communautés plus saines, plus d'emplois verts et des villes plus justes et plus inclusives.

IMPACT

Progrès des engagements de l'Accélérateur à l'horizon 2025 :



Principales approches adoptées par les villes pour respecter l'engagement municipal (nombre de villes utilisant cette approche) :

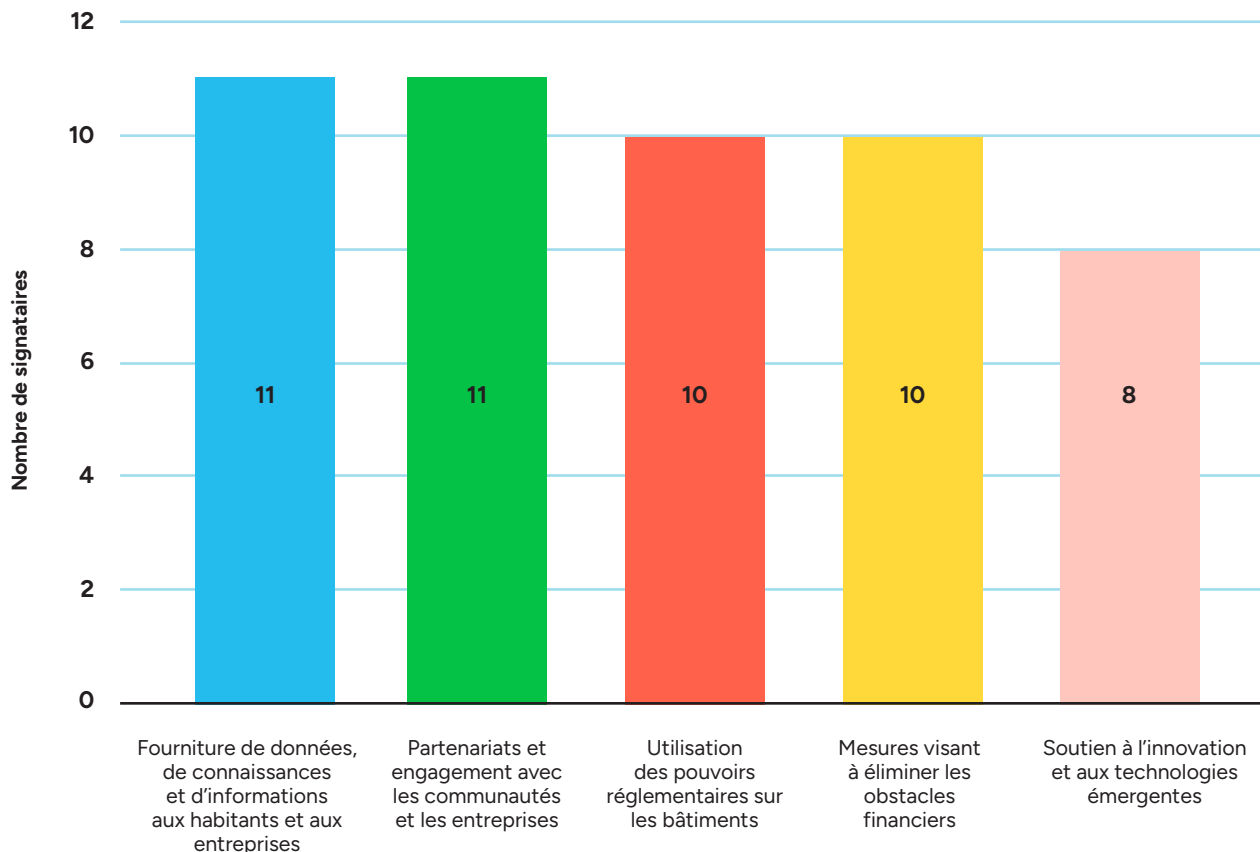


Approches adoptées par les signataires

60 %

des villes signataires sont en passe de respecter l'engagement pris à l'échelle de la ville.

Principales mesures prises par les villes pour respecter l'engagement à l'échelle de la ville (nombre de villes prenant cette mesure) :



Plus de 20 MW d'énergie non renouvelable ont été supprimés par les villes signataires entre 2023 et 2025, soit l'équivalent de 17 520 foyers américains qui ne sont plus alimentés par des combustibles fossiles.

100 %

des villes signataires mettent en œuvre des actions en faveur de la décarbonisation du réseau (à l'échelle des bâtiments ou à grande échelle).

67 %

des villes signataires utilisent les pouvoirs réglementaires sur les bâtiments pour stimuler l'utilisation des énergies renouvelables.

TRANSFORMER L'ENGAGEMENT EN ACTION

Engagement municipal : Montrer l'exemple, soit en faisant passer la consommation d'électricité municipale à 100 % d'énergie renouvelable d'ici 2025, soit en déployant des systèmes d'énergie renouvelable sur tous les actifs municipaux réalisables d'ici 2030.

Buenos Aires avait une capacité totale d'énergie renouvelable installée de 2 MW sur ses actifs en 2025, contre 1,6 MW en 2023. Ce résultat est le fruit de diverses initiatives de la ville, telles que la promulgation de la [loi 6.646 sur l'utilisation des énergies renouvelables dans les bâtiments publics](#). La loi établit légalement la promotion et l'incorporation d'énergie propre dans la consommation municipale afin de s'aligner sur les engagements environnementaux de la ville et sur un plan stratégique pour l'utilisation d'énergie provenant de sources renouvelables dans les bâtiments publics. La ville a également lancé un appel d'offres pour faciliter la fourniture d'électricité à partir de sources renouvelables à 12 bâtiments publics locaux (12 850 MWh/an) en 2023.

Melbourne donne la priorité à l'utilisation de 100 % d'énergies renouvelables, comme indiqué dans sa [Stratégie d'atténuation du changement climatique](#). Ses actifs sont déjà alimentés par de l'électricité 100 % renouvelable dans le cadre de l'accord « [Melbourne Renewable Electricity Project](#) » d'achat d'électricité de 10 ans. D'autres initiatives sont prévues : [Power Melbourne](#), un réseau innovant de batteries communautaires ; un programme « Gas Free Operations » visant à faire passer les actifs de la ville à une électricité 100 % renouvelable, qui a reçu une subvention de 2,5 millions de dollars australiens (1,6 million de dollars américains) du gouvernement fédéral en 2025 ; et l'expansion de l'énergie solaire photovoltaïque. La ville a rapidement augmenté sa production d'énergie renouvelable, portant la capacité solaire totale de la ville dans les bâtiments appartenant à la municipalité à 1,35 MW à partir de 2025, ce qui permet d'éviter environ 900 tonnes d'émissions de CO₂ par an.

Engagement à l'échelle de la ville : Accélérer la transition vers les énergies renouvelables Utiliser de l'électricité 100 % renouvelable à l'échelle de la ville d'ici 2035 et de l'énergie entièrement décarbonée pour cuisiner, chauffer et refroidir les bâtiments de la ville au plus tard en 2050.

Los Angeles a lancé l'un des plus grands projets de stockage d'énergie solaire et de batteries aux États-Unis – le [Projet de centre solaire et de stockage Eland](#). La compagnie d'électricité de la ville (LADWP) a conclu un accord de partenariat public-privé de 25 ans avec le propriétaire du projet, Arevon Energy, Inc. L'énergie fournie par le projet répondra à 7 % des besoins en énergie de la ville et alimentera plus de 266 000 foyers. Il permettra également à la ville d'augmenter sa part d'énergie propre à plus de 60 %, se rapprochant ainsi de l'objectif d'être alimentée à 100 % par des énergies propres d'ici 2035.

Copenhague met en œuvre un certain nombre d'actions pour atteindre son objectif d'être alimentée à 100 % par de l'électricité neutre en carbone. Il s'agit notamment de l'adaptation et de la modernisation des principales centrales de production combinée de chaleur et d'électricité (PCCE) de la ville afin d'éliminer progressivement les combustibles fossiles, principalement le charbon. En 2024, le chauffage urbain de la ville sera quasiment nul et environ 80 % de sa production d'électricité sera neutre en carbone. Copenhague a également une stratégie énergétique récemment approuvée et de nouveaux objectifs pour 2035, à savoir 330 MW de capacité de pompe à chaleur, 550 MW de capacité de chaudière et 75 MW de panneaux solaires photovoltaïques sur les toits dans les limites de la ville.

Engagement à l'échelle de la ville : Permettre l'accès à l'énergie grâce aux énergies renouvelables. Parvenir à un accès universel à une électricité fiable, durable et abordable et à des combustibles et technologies de cuisson propres d'ici 2030 et utiliser une électricité 100 % renouvelable dans toute la ville d'ici 2050.

Tshwane a délivré une [demande d'information \(RFI\)](#) qui vise à identifier 1 000 MW de projets d'énergie renouvelable et propre auprès de producteurs indépendants d'électricité (IPP), que la ville peut ensuite sous-traiter pour alimenter le réseau local. La demande a été publiée en décembre 2023 et clôturée en février 2024. En 2025, Tshwane a également approuvé la politique de production intégrée, qui encourage

l'utilisation des technologies d'énergie renouvelable en fournissant des lignes directrices et en réglementant la connexion des générateurs au réseau électrique de la ville. La politique d'acheminement de l'énergie a également été ratifiée, dans le but de faciliter l'accès des producteurs à l'acheminement et à la vente de l'énergie aux acheteurs.

Engagement à l'échelle de la ville : Maximiser l'énergie renouvelable locale. Déployer des systèmes d'énergie propre pour l'électricité, le chauffage, le refroidissement et la cuisson afin d'atteindre 50 % du potentiel réalisable évalué dans la ville d'ici 2030 et 100 % d'ici 2050.

Montréal se concentre sur l'expansion du déploiement de l'énergie renouvelable pour la consommation des bâtiments privés afin d'[atteindre son objectif de bâtiments à consommation nette zéro d'ici 2040](#) car ses bâtiments sont déjà alimentés à 100 % par le réseau électrique d'Hydro-Québec. Les sources d'énergie biomasse, géothermique et photovoltaïque sont en cours d'évaluation et d'exploration. La ville utilise uniquement du biogaz provenant d'une ancienne décharge, [Centre environnemental Saint-Michel](#) pour produire de l'électricité et de la chaleur, et prévoit de lancer de nouveaux projets visant à utiliser toute la biomasse municipale (boues et déchets organiques) pour produire de l'énergie. La ville a également l'intention de déployer davantage de systèmes géothermiques pour le chauffage et le refroidissement, la ville disposant actuellement d'un total de 33 systèmes pour les bâtiments municipaux ; d'étudier son potentiel solaire supplémentaire et les mécanismes de récupération de chaleur pour les bâtiments ; et d'explorer d'autres interventions.

Séoul vise à ce que 50 % de sa production d'énergie renouvelable provienne de l'énergie géothermique, et à ce que le maximum d'énergie renouvelable locale soit atteint en déployant des systèmes sur tous les biens municipaux réalisables d'ici à 2030. En 2025, la ville disposera d'une capacité cumulée d'énergie renouvelable de 1 545 MW, couvrant à la fois les secteurs public et privé. En outre, la ville a lancé un programme d'amélioration de l'efficacité pour remplacer les équipements géothermiques obsolètes. En 2024, neuf établissements publics et trois établissements privés ont bénéficié du soutien du programme. Un [plan global d'expansion de la géothermie](#) a également été préparé par la ville et, entre 2022 et février 2025, 65 MW de systèmes géothermiques ont été installés à la suite d'initiatives majeures menées par la ville, telles que le réaménagement du marché Garak. Au cours de la même période, 16,6 MW de panneaux solaires photovoltaïques supplémentaires ont été installés.

INSPIRATION

San Francisco a fait une présentation conjointe avec la ville de **Boston** en 2023 lors d'une réunion organisée par Architecture 2030, au cours de laquelle ils ont passé en revue leurs politiques complémentaires en matière de zonage des énergies renouvelables et en ont tiré des enseignements, par exemple le [Code de l'environnement de San Francisco, chapitre 30 \(ordonnance 220-19\)](#).

Le travail de **Copenhague** La ville s'intéresse au fait que certaines entreprises suédoises de services publics ont la possibilité de couper l'électricité aux consommateurs dans le cadre d'une stratégie de sécurité de l'approvisionnement.

COLLABORATION

Le gouvernement métropolitain de **Tokyo** (TMG) collabore avec les gouvernements nationaux et locaux et les entreprises pour promouvoir stratégiquement la diffusion des cellules solaires de nouvelle génération, afin d'atteindre son objectif d'une capacité de 10 MW d'ici 2035. Depuis 2023, TMG collabore avec des entreprises pour mener des projets de vérification des cellules solaires, comme celui du [Tokyo International Cruise Terminal](#).

Vancouver vise à réduire les coûts initiaux des améliorations énergétiques et à abaisser les tarifs de l'électricité afin de soutenir l'électrification et l'efficacité énergétique pour tous les habitants de la ville, y compris les groupes économiquement défavorisés. Elle y parvient en défendant ses intérêts et en collaborant avec d'autres parties prenantes, notamment la compagnie d'électricité BC Hydro et le gouvernement provincial. Parmi les exemples d'initiatives de ce type, on peut citer les [programmes de rabais et de gratuité pour les particuliers de BC Hydro](#).

ÉQUITÉ ET INCLUSION

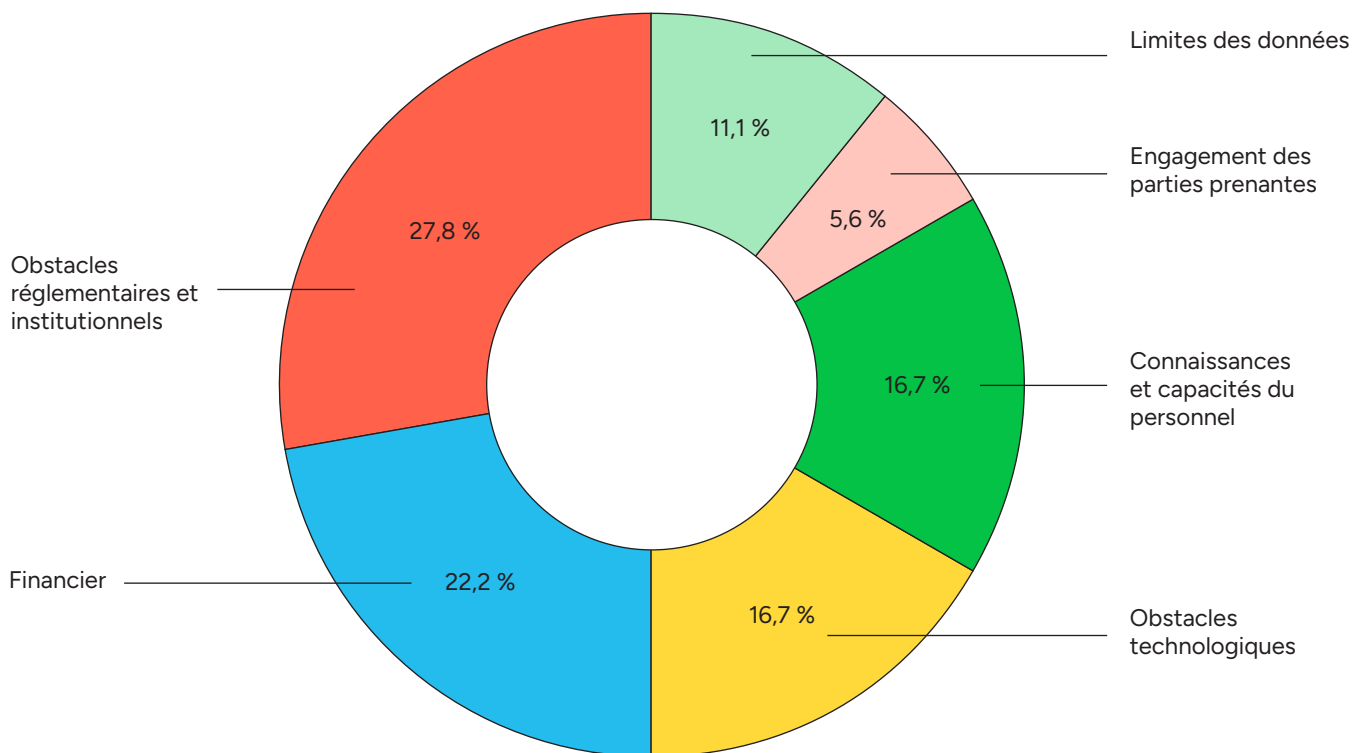
Lisbonne a lancé en avril 2025 la « Loja Lisboa Clara », un guichet unique pour le climat et l'énergie qui se concentre sur la décarbonisation résidentielle et soutient les ménages les plus vulnérables. Intégré au réseau national Espaço Energia, ce centre physique aide les habitants à accéder à l'information, à l'assistance technique et au financement, en particulier ceux qui sont en situation de pauvreté énergétique.

Le Loja Lisboa Clara est un outil essentiel pour la distribution des [Chèques Vale Eficiência](#), un programme national basé sur des subventions qui permet aux familles économiquement vulnérables d'améliorer gratuitement leur efficacité énergétique. En mettant les habitants en contact direct avec des aides et en garantissant l'accès des groupes à faibles revenus aux avantages liés au climat, Lisbonne favorise une transition énergétique juste et inclusive.

L'État de **Lagos** fait progresser l'équité, l'inclusion et la collaboration dans le secteur de l'énergie grâce à une combinaison de déploiement d'énergies renouvelables, de programmes axés sur l'égalité des sexes et de partenariats public-privé. Le plan de développement de l'État de Lagos (2025-50) donne la priorité aux zones à faible revenu et mal desservies, en utilisant des mini-réseaux et des systèmes solaires domestiques pour améliorer l'accès, en particulier dans les communautés rurales et périurbaines. L'[Initiative Solar Power Naija](#), un projet mené en collaboration avec le gouvernement fédéral et la Banque mondiale, a permis de fournir plus de 100 000 systèmes solaires subventionnés à des ménages à faibles revenus. L'intégration de la dimension de genre est abordée dans le cadre du programme d'autonomisation des femmes dans le domaine de l'énergie (WEEP), qui forme les femmes à l'installation solaire, à la maintenance et à l'entrepreneuriat.

DÉFIS

Les défis des villes



Les limites des données, les obstacles financiers, les obstacles réglementaires et institutionnels, les obstacles technologiques, les connaissances et la capacité du personnel, ainsi que l'engagement des parties prenantes sont parmi les défis les plus courants auxquels sont confrontées les villes signataires. Les obstacles réglementaires et institutionnels sont les plus fréquemment cités, principalement en raison de la compétence limitée des villes en matière de fourniture d'énergie sur leur territoire. Les villes ont relevé ce défi de différentes manières, notamment en collaborant avec les services publics de l'énergie et d'autres entités, en déployant des systèmes d'énergie renouvelable sur les biens municipaux et en utilisant les pouvoirs réglementaires sur les bâtiments pour encourager les installations solaires.

Les fonds préalables nécessaires au déploiement des énergies renouvelables sont de plus en plus difficiles à obtenir pour les villes, qui doivent faire face à de nombreuses priorités concurrentes avec des ressources limitées. C'est pourquoi les villes adoptent de nouvelles approches pour accéder à des fonds supplémentaires, notamment en sollicitant des subventions et des fonds climatiques, et en utilisant des modèles de financement innovants pour surmonter leurs obstacles financiers. Le faible engagement des parties prenantes, les données et les connaissances limitées, ainsi que les capacités du personnel en matière de solutions d'énergie renouvelable peuvent être résolus par la sensibilisation, le renforcement des capacités et le partage d'informations et de données sur des plateformes publiques.

COMMENT LES VILLES INTENSIFIENT LEUR ACTION

Les cinq prochaines années seront décisives pour les villes signataires, car elles leur permettront de respecter leurs engagements avant l'année cible 2030. **Lisbonne** prévoit d'installer 2,2 MW supplémentaires d'énergie solaire sur ses installations municipales d'ici à 2027. **Paris** vise à augmenter la part verte du mix énergétique de son réseau de chauffage urbain de 50,7 % en 2024 à 75 % en 2030. La poursuite de la mise en œuvre des actions et des plans énergétiques de la ville nécessite des processus de collaboration entre les parties prenantes afin d'accélérer les progrès et de relever les défis urgents rencontrés en cours de route. Le programme Solar Together de la ville de **Londres** constitue une approche collaborative. Il s'agit d'une initiative d'achat groupé facilitée par la ville pour aider les ménages et les petites entreprises à relever le défi des coûts élevés des équipements énergétiques.

Pour relever les défis actuels et futurs et contribuer à la mise en œuvre des plans énergétiques, le C40 aide les villes signataires à trouver des solutions sur mesure par le biais de différents moyens tels que des sessions et des ateliers de partage de connaissances entre villes. Un soutien supplémentaire sera offert aux villes signataires en retard pour les aider à prendre de l'élan dans la transition. Une assistance technique pour la décarbonisation de l'offre et de la demande d'énergie est également proposée à plusieurs villes dans le cadre de programmes tels que le [projet d'énergie sans carbone 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7](#) et le [Projet énergétique sud-africain](#). À l'approche de 2030, les villes signataires de l'Accélérateur du C40 pour les Énergies Renouvelables continuent de donner le ton pour des actions climatiques ambitieuses et de faire avancer la transition énergétique.

ACTION FUTURE



Paris a entamé la deuxième phase de son programme de recherche sur les [Énergiesculpteurs](#) qui vise à promouvoir l'installation de panneaux solaires sur les toits des bâtiments publics. L'initiative devrait se dérouler de 2025 à 2029 et ajouter 1,7 GWh d'électricité renouvelable. La première phase (2022-25) avait un objectif de 750 MWh/an et a été mise en œuvre par une coopérative d'énergie – [Enercitif](#).

Sydney commencera à mettre en œuvre la stratégie environnementale 2025-2030 qu'elle a récemment adoptée [stratégie environnementale 2025-2030](#). La stratégie propose des objectifs plus ambitieux pour les activités de la ville, notamment une réduction de 85 % des émissions par rapport aux niveaux de 2006, une réduction de 30 % de l'énergie totale par rapport aux niveaux de 2023 et l'élimination du gaz fossile.



ACCÉLÉRATEUR DU C40 SYSTÈMES DE GESTION DURABLE DES DÉCHETS



Comment les villes créent des villes plus propres, plus équitables et plus résilientes au changement climatique grâce à une gestion durable des déchets

* Nous avons le plaisir de vous annoncer que l'Accélérateur Vers le Zéro Déchet a été rebaptisé **Accélérateur du C40 pour des Systèmes de Gestion Durable des Déchets**. Le nouveau nom reconnaît l'Accélérateur du Comme une initiative à part entière, à côté de l'Accélérateur Vers le Zéro Déchet, et reconnaît les différentes réalités et opportunités auxquelles sont confrontées les villes sur la voie d'un avenir sans déchets. L'Accélérateur du C40 pour des Systèmes de Gestion Durable des Déchets répond à l'opportunité de réduire les émissions de méthane à court terme dues à la forte teneur en déchets organiques dans les villes signataires, tout en prenant l'inclusion comme principe directeur.

VILLES SIGNATAIRES

Accra, Amman, Buenos Aires, Curitiba, Dar es Salaam, Dhaka South, Durban/eThekweni, Ekurhuleni, Fortaleza, Freetown, Nairobi, Quito, Rio de Janeiro et Tshwane

ENGAGEMENTS

1. Fournir des services de collecte des déchets à l'échelle de la ville
2. Traiter au moins 30 % des déchets organiques
3. Réduire les émissions liées à l'élimination des déchets d'au moins 30 %

RÉSUMÉ

Dans certaines villes, la gestion durable des déchets représente jusqu'à 35 % des émissions municipales globales, principalement en raison du méthane provenant des déchets organiques, qui sont pour la plupart éliminés dans des décharges. Le ciblage des déchets alimentaires et l'amélioration des pratiques d'élimination, avec des mesures telles que la fermeture des décharges, le captage des gaz de décharge et le développement de décharges sanitaires, sont essentiels pour que les villes réalisent des progrès significatifs et durables en matière de climat. La mise en place d'une collecte universelle des déchets est fondamentale, car aucun déchet ne peut être correctement géré s'il n'est pas d'abord collecté. L'extension de la collecte permet de traiter et d'éliminer les déchets en toute sécurité. Elle réduit également les décharges illégales, améliore la qualité de l'air et rend les villes plus propres et plus saines pour les habitants.

Accélérateur du C40 de systèmes de gestion durable des déchets a été lancé en octobre 2022 et compte aujourd'hui **14 villes signataires** dans trois régions : l'Amérique latine, l'Afrique et l'Asie du Sud et de l'Ouest. La ville de Fortaleza s'est récemment engagée. Il est conçu pour aider les villes à améliorer leurs pratiques de gestion des déchets et à réduire les émissions de méthane. S'ils sont respectés, ces engagements pourraient empêcher la production annuelle d'un million de tonnes de méthane collectivement.

Les déchets constituent un problème urgent dans ces régions, dont le volume devrait doubler d'ici à 2050. Pourtant, ces villes sont unies dans leur ambition de s'attaquer aux effets les plus néfastes du secteur des déchets et de mettre en place des systèmes plus propres, plus équitables et plus résistants au changement climatique.

La plupart des villes en sont à leur deuxième rapport depuis le lancement de l'Accélérateur en 2022. Les progrès sont visibles avec l'extension de la couverture de la collecte des déchets, et la plupart des villes atteignent aujourd'hui 80 à 90 % de couverture. Le succès a été plus grand lorsque les villes ont adopté des approches inclusives, en travaillant avec les coopératives, le secteur informel et les habitants des quartiers informels.

Des villes comme **Dhaka South** et **Amman** sont en train de mettre en place leur première infrastructure de traitement des déchets organiques. Des projets pilotes de compostage sont en cours dans presque toutes les villes, des infrastructures à grande échelle sont mises en service dans certaines d'entre elles et les biodigesteurs commencent à être évalués dans un certain nombre de villes. **Buenos Aires** se distingue par une infrastructure capable de traiter plus que l'objectif de 30 % des déchets organiques de la ville.

Des solutions innovantes prennent également racine, de la production de briquettes à **Freetown** à l'utilisation de larves de mouches soldat noires pour le traitement des déchets organiques à **Dar es Salaam**.

Les villes signataires accordent la priorité aux gros producteurs de déchets tels que les écoles, les entreprises et les marchés, où les flux de déchets organiques sont plus homogènes et collectés en vrac, ce qui réduit les coûts et les obstacles logistiques au traitement. Ces sites deviennent des terrains d'essai pour comprendre où les installations peuvent être implantées, comment les responsabilités peuvent être partagées entre les producteurs et les municipalités, et quel rôle le secteur privé peut jouer dans le traitement. Dans des villes comme **Curitiba** et **Tshwane**, les marchés publics, petits et grands, deviennent des points d'entrée communs. L'augmentation du traitement des déchets organiques s'avère essentielle pour alléger la pression sur les décharges, dont beaucoup approchent de leur capacité maximale ou ne disposent pas de la technologie adéquate. Les villes introduisent la couverture des sols, améliorent les pratiques d'élimination et capturent les gaz de décharge. Au fur et à mesure que ces projets prennent de l'ampleur, ils devraient permettre de réduire considérablement les émissions dans les années à venir.

Dans l'ensemble, les villes ont fait état de 134 actions dans le cadre des trois engagements. Les deux premiers engagements relatifs à la collecte et au traitement organique représentent la majorité de ces actions, tandis que celles relatives au troisième engagement, à savoir la réduction des émissions dues à l'élimination des déchets, impliquent souvent des projets à grande échelle tels que le démantèlement des décharges.

Les mesures prises par les villes dans le cadre de l'Accélérateur de Systèmes de Gestion Durable des Déchets du C40 améliorent la vie quotidienne en créant des quartiers plus propres, en réduisant la pollution de l'air et les inondations et en rendant les communautés plus vivables. Elles créent également de nouvelles opportunités d'emploi, de meilleures conditions de travail pour les travailleurs informels et un accès plus inclusif aux services, tout en apportant des améliorations environnementales

qui bénéficient aux communautés les plus vulnérables.

Par exemple, **Accra** met en œuvre un projet de tri à la source et de compostage mené par des femmes en partenariat avec People's Dialogue. Les vendeurs du marché et les femmes des communautés à faibles revenus et des quartiers informels sont formés au tri à la source et au compostage. Ensemble, ces mesures jettent les bases de villes plus propres, plus saines et plus résistantes.

IMPACT

100 %

des villes signataires qui ont déclaré être en bonne voie pour respecter leurs engagements

7 villes

ont déjà atteint l'objectif de collecte universelle, tandis que 3 ont progressé vers cet objectif depuis la signature en 2022

134 actions

ont été développées par les villes depuis la signature, dont 107 sont en cours de réalisation ou réalisées

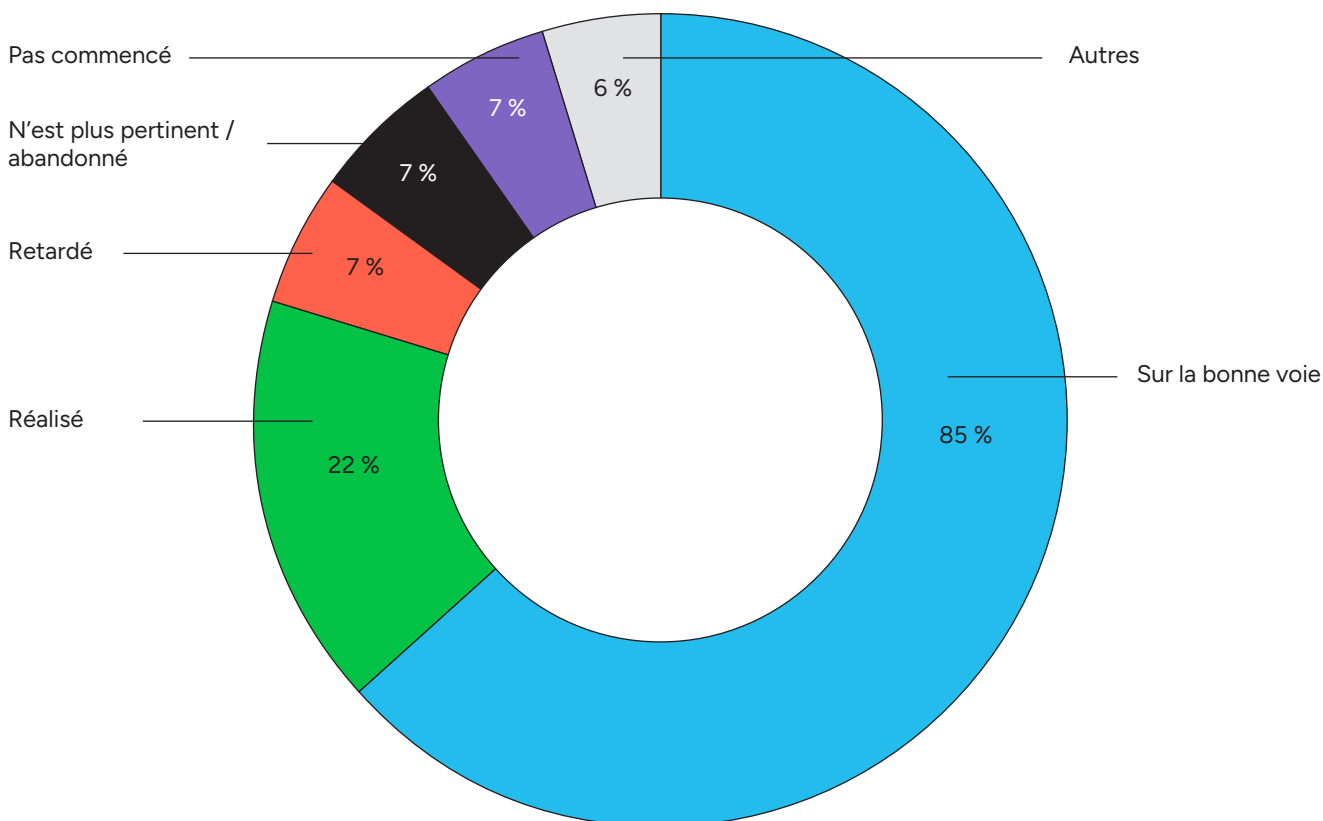
Buenos Aires

en tant que première des 13 villes déclarantes, a déjà dépassé les 30 % de traitement des matières organiques avant l'échéance de 2030

ACTIONS PAR ENGAGEMENT



ACTIONS DE LA VILLE PAR STATUT



TRANSFORMER L'ENGAGEMENT EN ACTION

Engagement 1 : Fournir des services de collecte des déchets en temps opportun dans toute la ville

Freetown a restructuré l'ensemble de son système de gestion des déchets en divisant la ville en huit blocs de collecte gérés par des entreprises privées agréées, avec l'appui de nouveaux règlements exigeant l'enregistrement des ménages et des systèmes de paiement numérique. Des stations de transfert modernisées sont en train d'être développées pour devenir des centres de tri, de compostage et de recyclage, créant ainsi des emplois et améliorant la fiabilité du service.

Quito est parvenue à une collecte quasi-universelle des déchets municipaux, atteignant une couverture de 98,5 % grâce à un large éventail de services. Pour combler le fossé qui subsiste dans les zones rurales et difficiles d'accès, la ville met en place un nouveau modèle de gestion qui décentralise les services, modernise les équipements, renforce les infrastructures et encourage l'innovation par le biais de partenariats stratégiques.

Engagement 2 : Traiter au moins 30 % des déchets organiques

Buenos Aires met en place une usine de compostage d'une capacité de 78 000 tonnes par an, afin de traiter les déchets produits par tous les grands générateurs situés dans les limites de la ville. L'installation est prévue pour 2030. Une étude de pré-faisabilité a été réalisée au début de l'année 2025 et une étude de faisabilité commencera d'ici la fin de l'année 2025. Cette étude sera financée par la Banque interaméricaine de développement.

Curitiba a lancé son programme de compostage domestique (PMUC), mis en œuvre par l'intermédiaire d'écopoints situés stratégiquement dans la ville, facilitant l'accès des habitants au dépôt de déchets organiques. Le programme étend également les sites de compostage, en fournissant des infrastructures supplémentaires pour soutenir le traitement et le tri des déchets organiques.

Engagement 3 : Réduire les émissions liées à l'élimination des déchets d'au moins 30 %

Rio de Janeiro convertit déjà plus de 75 % du biogaz des décharges en énergie propre et en biométhane, qui alimente les véhicules et l'industrie, tandis que le gaz excédentaire est brûlé à la torche pour réduire les émissions de méthane. Afin de poursuivre la décarbonisation, la ville introduira en 2025 des camions de collecte des déchets fonctionnant au biométhane et au gaz naturel et surveillera les émissions de méthane par imagerie satellite en collaboration avec l'Institut néerlandais de recherche spatiale.

Durban/eThekweni vise à renforcer ses programmes de gaz de décharge en améliorant les opérations de récupération de gaz existantes à Bisasar Road et Mariannahill, en capturant et en convertissant le méthane en électricité. La ville extrait et traite également le gaz sur le site plus récent de Buffelsdraai, en recouvrant et en réhabilitant des décharges fermées afin d'atténuer les émissions fugitives. Des études de faisabilité sont en cours pour étudier la possibilité de transformer le gaz de décharge capturé en biométhane pour l'utiliser comme carburant, en particulier pour les flottes municipales.

INSPIRATION



Accra s'est inspirée du concept de rue zéro déchet piloté dans des communautés à **Paris**, où les ménages sont mobilisés pour pratiquer le tri à la source et le compostage, ce qui a conduit à la mise en œuvre d'une rue zéro déchet à Accra également.

COLLABORATION



Ekurhuleni s'associe à OXFAM Afrique du Sud (SA) pour promouvoir la réduction des déchets, le recyclage et la séparation à la source, ainsi que pour créer des centres de recyclage. OXFAM SA soutient également des initiatives de renforcement des capacités ciblant les jeunes et les entreprises. Les organisations de jeunesse mènent des campagnes d'éducation et de sensibilisation, que la ville soutient par des ressources et une participation active. La ville collabore également avec des services gouvernementaux, tels que le département des forêts, de la pêche et de l'environnement et le département de l'environnement de Gauteng, ainsi qu'avec des entreprises communautaires, des organisations de responsabilité des producteurs (PRO) et le secteur privé.

Tshwane a collaboré avec le secteur privé pour favoriser le détournement des déchets verts dans les jardins municipaux. Auparavant mis en décharge, les matériaux sont désormais déchetés et ramassés pour être transformés en compost par les partenaires de la ville. Actuellement, cinq sites participent au programme de détournement des déchets et il est prévu d'étendre ce programme à deux autres sites.

ÉQUITÉ ET INCLUSION



Le conseil municipal de **Freetown** (FCC) a mis en œuvre une réforme complète de son système de gestion des déchets créant des opportunités d'emploi substantielles pour les jeunes et les femmes. Dans le cadre du nouveau système, plus de 1 200 jeunes seront employés comme collecteurs de déchets par des entreprises de gestion des déchets sous contrat, ainsi que plus de 200 postes administratifs et de soutien dans huit blocs de collecte des déchets. Une nouvelle plateforme numérique de gestion des déchets, comprenant des systèmes de paiement mobiles et accessibles, engagera les jeunes en tant qu'ambassadeurs numériques et agents de l'argent mobile, générant ainsi des flux de revenus durables. Parallèlement, six stations de transfert servant d'installations de récupération des matériaux et de sites de compostage permettront d'accroître la participation des femmes à l'économie verte grâce au tri des déchets, au compostage et à la récupération du plastique. Ces initiatives s'inscrivent dans le cadre de l'engagement plus large pris par FAC de transformer le secteur de la gestion des déchets de la ville, en favorisant des communautés plus propres et un environnement urbain plus durable.

Rio de Janeiro a lancé sa première banque alimentaire municipale à l'Ecoparque do Caju en 2024, mise en œuvre par l'entreprise municipale de nettoyage urbain (Comlurb) de la ville avec le soutien du secrétariat de l'assistance sociale. L'initiative s'attaque à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle tout en réduisant le gaspillage alimentaire, en desservant plus de 250 résidents socialement vulnérables dans le quartier de Caju, l'une des zones où l'indicateur d'alimentation saine (HDI) est le plus faible de la ville. Chaque mois, plus de 3 500 kg de fruits et légumes sont collectés et redistribués avec le soutien de la chaîne de supermarchés Zona Sul, combinant ainsi soutien social et responsabilité environnementale, et favorisant la résilience de la communauté.

DÉFIS

Les villes participant à l'Accélérateur de systèmes de gestion durable des déchets du C40 sont confrontées à un ensemble de défis communs. Les contraintes financières limitent les investissements dans les infrastructures telles que les installations de compostage, les biodigesteurs et les usines de recyclage. L'accès aux marchés financiers est souvent difficile et les budgets permettent rarement de financer les étapes initiales de développement des projets, telles que les études de faisabilité. Les petits projets se heurtent à un obstacle supplémentaire : les marchés pour des produits tels que le compost ou l'énergie ne deviennent généralement viables qu'à grande échelle, ce qui rend les solutions décentralisées plus difficiles à maintenir, même si elles présentent toute une série d'avantages. Même lorsque le financement est assuré, il reste difficile de trouver les bons modèles financiers, par exemple en équilibrant les frais d'utilisation et les recettes potentielles provenant du biogaz ou de la récupération d'énergie.

Les villes mettent également en évidence des lacunes dans les capacités techniques de conception, d'exploitation et de contrôle des systèmes de traitement à grande échelle. Les cadres réglementaires sont souvent dépassés, n'imposant pas la collecte sélective ou ne définissant pas clairement les responsabilités des différents acteurs. Les difficultés liées à la collecte ou à l'utilisation des données, ainsi que l'engagement limité des citoyens, notamment en ce qui concerne le tri des déchets, compliquent encore les progrès. La pénurie de terres et l'inadéquation des infrastructures de collecte créent également des goulets d'étranglement opérationnels.

En s'attaquant à ces obstacles, par exemple au moyen de modèles financiers novateurs associant les ressources publiques, privées et communautaires, ou en renforçant l'engagement des citoyens dans des domaines tels que le tri à la source, il est possible de libérer tout le potentiel des stratégies de gestion durable des déchets des villes. En s'attaquant de front à ces défis, les villes peuvent non seulement accélérer les progrès vers leurs objectifs de zéro déchet, mais aussi obtenir des avantages connexes plus larges, allant de la création d'emplois verts et du développement économique local à des communautés plus saines et plus résilientes.

COMMENT LES VILLES INTENSIFIENT LEUR ACTION

La priorité pour les cinq prochaines années est d'étendre leurs projets pilotes, tout en développant les marchés du compost, du digestat et du biogaz, et en renforçant les partenariats avec les entreprises locales qui peuvent utiliser les matériaux récupérés à des fins productives.

Pour maintenir l'élan, les villes auront besoin d'une assistance technique ciblée, de modèles de financement innovants et de cadres réglementaires clairs, par exemple pour rendre obligatoires la séparation et le traitement. L'intégration de ces mesures dans les lois, les budgets et les institutions sera essentielle pour garantir que les projets pilotes d'aujourd'hui se transforment en systèmes de gestion des déchets permanents et résilients, capables d'atteindre les objectifs de 2030.

ACTION FUTURE

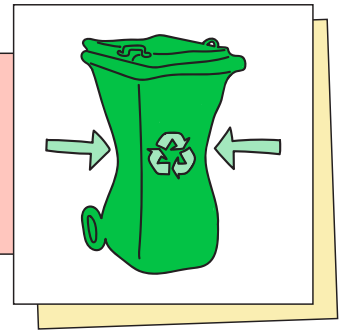


La feuille de route du marché de la ville verte de **Dar es Salaam 2025** est conçue pour orienter les efforts vers le traitement d'au moins 30 % des déchets organiques d'ici à 2030. La ville a alloué un budget pour développer les installations de détournement en 2025-26, et les étapes préparatoires telles que l'identification des sites appropriés sont déjà en cours.

Dhaka South vise à capturer 100 à 120 tonnes de déchets bruts dans la nouvelle usine de compostage de Matuail (qui produira environ 20 tonnes de compost par jour). L'infrastructure de l'usine est achevée et l'exploitation devrait commencer d'ici la fin de l'année 2025.



L'ACCÉLÉRATEUR DU C40 VERS LE ZÉRO DÉCHET



Comment les villes évoluent vers des communautés plus circulaires, durables et sans déchets.

VILLES SIGNATAIRES

Auckland, Boston, Copenhague, Londres, Los Angeles, Melbourne, Milan, Montréal, New York, Paris, Philadelphie, Portland, Rotterdam, San Francisco, Stockholm, Sydney, Tel Aviv-Yafo, Tokyo, Toronto, Vancouver, Washington, D.C.

ENGAGEMENTS

1. Réduire la production de déchets solides municipaux par habitant d'au moins 15 % et de 50 % ceux mis en décharge ou incinérés d'ici 2030 par rapport à 2015
2. Réduire d'au moins 50 % la quantité de déchets solides municipaux mis en décharge et incinérés d'ici 2030 par rapport à 2015 ; et
3. Augmenter le taux de détournement des sites d'enfouissement et d'incinération à au moins 70 % d'ici 2030

RÉSUMÉ

Les déchets que nous produisons contribuent de manière significative à la crise climatique. Les pertes et les déchets alimentaires représentent à eux seuls **8-10 %** des émissions mondiales de gaz à effet de serre, tandis que les plastiques génèrent 3,4 % des émissions mondiales – un chiffre qui ne cessera d'augmenter, car la quantité de plastique produite devrait **tripler d'ici 2060**. Le fait de tendre vers le zéro déchet permet non seulement d'éviter la mise en décharge de ressources précieuses, mais aussi d'intégrer la circularité dans notre vie quotidienne et de réduire notre empreinte carbone collective.

L'**Accélérateur du C40 Vers le Zéro Déchet** a été lancé en 2018 avec un groupe de villes ambitieuses qui ont choisi de prendre les mesures nécessaires pour rendre leurs communautés plus circulaires, durables et, à terme, zéro déchet. Aujourd'hui, **21 villes signataires** montrent la voie en éliminant les déchets alimentaires, en intégrant la réutilisation et la réparation dans leurs économies locales et en s'attaquant aux secteurs et matériaux difficiles.

Les villes signataires ont parcouru un long chemin depuis qu'elles se sont engagées dans l'Accélérateur. La majorité des villes signataires sont en passe d'atteindre leur objectif de réduire leur production de déchets de 15 % d'ici à 2030. Les taux d'élimination des déchets sont généralement en baisse constante. De plus en plus de villes prennent des mesures en faveur de l'économie circulaire pour réduire les déchets en encourageant les initiatives de réparation et de réutilisation afin de maintenir les biens et les matériaux en circulation le plus longtemps possible.

De la déclaration de **Sydney** sur l'économie circulaire aux projets de démonstration de **Tokyo** pour l'utilisation durable des plastiques, en passant par les efforts fructueux de **San Francisco** pour convertir plus de 100 entreprises aux produits réutilisables dans le cadre du programme de réutilisation commerciale de la ville, les villes intègrent la circularité dans leurs économies locales. Mais il faudra encore travailler pour aider à relever les défis interdépendants du climat et de la résilience auxquels les villes sont confrontées. Le travail de ReLondon sur les quartiers circulaires, par exemple, a permis de piloter des solutions réelles, sur le terrain, pour la circularité dans les arrondissements de **Londres**, sur tout ce qui concerne les aliments, les textiles, l'électronique, les plastiques et les déchets d'emballage.

La lutte contre le gaspillage alimentaire est l'une des solutions les plus efficaces pour réduire le méthane et son impact sur la dégradation du climat. Dans le cadre de l'Accélérateur, les villes signataires détournent en moyenne 30 % de leurs déchets alimentaires et organiques de l'élimination. Des villes comme **Auckland, New York, Rotterdam, Melbourne, Los Angeles, Montréal, Sydney et Washington, D.C.** continuent de déployer et d'étendre leurs systèmes de collecte des déchets alimentaires, tandis que Food Waste Hubs innovants de **Milan** vont encore plus loin en s'attaquant à la prévention et à l'insécurité alimentaire par le biais de la récupération des aliments. Ces actions menées par les villes signataires ont un impact considérable, étant donné que le méthane contribue **87 fois plus** au réchauffement de la planète que le dioxyde de carbone.

Les villes s'efforcent d'adopter la circularité et de faire des déchets une véritable ressource réintégrée dans l'économie. Bien que ces changements puissent prendre du temps, ils auront en fin de compte le plus grand impact sur la manière dont nous vivons, consommons, utilisons et réutilisons nos biens et matériaux dans notre société actuelle, qui prend, fabrique et gaspille.

IMPACT

76 %

des villes signataires sont en bonne voie pour réduire leur production de déchets municipaux solides par habitant d'au moins 15 % d'ici 2030 par rapport à 2015

100 %

des villes signataires ont pris des mesures pour limiter les matériaux à usage unique/non recyclables

86 %

des villes signataires ont mis en place des systèmes de collecte des déchets alimentaires et organiques afin d'éviter la mise en décharge des déchets alimentaires

8

des villes signataires détournent actuellement 50 % ou plus de leurs déchets



Des emplois verts de qualité



Les exigences de **Portland** en matière de déconstruction ont favorisé le développement d'un petit pôle de déconstruction, créant entre 30 et 40 nouveaux emplois verts dans ce secteur. Ceci sur un total d'environ 2 600 emplois créés par la ville dans le secteur des déchets.

ReLondon, l'organisme stratégique de **Londres** chargé d'améliorer la gestion des déchets et des ressources dans les 33 arrondissements de la ville, a mis en œuvre avec succès un programme de soutien aux entreprises visant à catalyser l'économie circulaire londonienne. Le programme a permis à une communauté diversifiée de près de 200 entreprises d'accéder à 630 000 livres sterling (soit près de 724 000 euros) de subventions et à 1 200 heures de conseils d'experts pour explorer, piloter et mettre à l'échelle des modèles d'entreprise de l'économie circulaire. Cela a permis de détourner au moins 11 500 kg de déchets des flux de déchets traditionnels grâce à la réutilisation ou à d'autres stratégies, tout en soutenant la création ou la sauvegarde de 630 emplois verts.

21 villes

ont permis d'économiser plus d'un million d'euros, selon les estimations

110 millions de tonnes

de l'élimination des déchets au cours des

8 ans

où l'Accélérateur a été mis en place

TRANSFORMER L'ENGAGEMENT EN ACTION

Engagement 1 : Réduire la production de déchets solides municipaux par habitant d'au moins 15 % et de 50 % ceux mis en décharge ou incinérés d'ici 2030 par rapport à 2015

Le conseil municipal de **Los Angeles** a approuvé la stratégie globale de réduction des plastiques en octobre 2024, qui décrit une feuille de route ambitieuse pour atteindre les objectifs de réduction à la source et les principales propositions politiques.

La ville a également lancé le programme « Vaisselle réutilisable », qui accorde de petites subventions pour aider les établissements de restauration à abandonner la vaisselle à usage unique en finançant l'achat de vaisselle réutilisable (tasses, assiettes, bols, etc.). Le programme a permis à 120 établissements de restauration de passer de la vaisselle jetable à la vaisselle réutilisable pour leurs activités de restauration.

Le Circular Food Innovation Lab de **Vancouver** a permis d'identifier les causes du gaspillage alimentaire le long des chaînes d'approvisionnement des entreprises et de tester des prototypes de solutions. Mené en partenariat avec l'université Emily Carr et des participants du secteur alimentaire de Vancouver, les résultats du projet contribueront à l'élaboration de la future politique de la ville visant à réduire le gaspillage d'aliments comestibles. Le projet rassemble également des représentants autochtones, des organisations de récupération alimentaire et des entreprises alimentaires afin de créer ensemble une feuille de route et du matériel pédagogique pour faire progresser une économie circulaire équitable de l'alimentation.

Engagement 2 : Réduire d'au moins 50 % la quantité de déchets solides municipaux mis en décharge et incinérés d'ici 2030 par rapport à 2015

New York a rendu obligatoire le compostage en porte-à-porte pour tous les résidents en octobre 2024. Bien que la ville assure la collecte des déchets organiques en porte-à-porte depuis plus de dix ans, c'est la première fois que tous les foyers des cinq arrondissements sont desservis. Cet effort fait partie d'un ensemble plus large de services de compostage du Département de l'assainissement de la ville de New York, qui comprend également des bacs de compostage intelligents 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7, et une collecte dans les écoles pour soutenir l'éducation au compostage de la prochaine génération.

Rotterdam a activement développé la collecte des déchets alimentaires dans les logements collectifs et a ajouté 5 000 ménages aux 22 000 logements collectifs qui ont déjà accès à la collecte des déchets alimentaires. La ville a également réussi à augmenter la quantité d'emballages en verre détournés, grâce à une campagne qui a permis d'augmenter de 30 % le taux de détournement dans les quartiers. Cette campagne se déroulera dans d'autres quartiers et la ville lancera également une campagne sur la collecte sélective du papier et du carton.

Engagement 3 : Augmenter le taux de détournement des sites d'enfouissement et d'incinération à au moins 70 % d'ici 2030

Copenhague a lancé un nouveau plan de gestion des déchets intitulé « Ressource- og Affaldsstrategi » (RAS30) le 1er janvier 2025, qui met davantage l'accent sur les déchets provenant des activités commerciales et de la construction. Les domaines clés du plan comprennent le renforcement des pratiques de tri des résidents et la collaboration avec les gestionnaires de déchets et les associations de logement sur les déchets de construction et l'amélioration des pratiques de tri des entreprises.

Le programme de déshydratation Food Organic Garden Organic (FOGO) de **Melbourne** dans les immeubles résidentiels de grande hauteur s'est étendu et fonctionne désormais dans dix immeubles résidentiels et à usage mixte, contre cinq immeubles résidentiels en

2023. L'extension vise à tester de manière approfondie la faisabilité de la séparation des matières organiques entre les occupants résidentiels et commerciaux d'un même bâtiment. À ce jour, le programme a permis de détourner 49 tonnes de matières organiques.

Le Food Organics Butler Service de Melbourne a également augmenté de manière significative le détournement des déchets alimentaires du secteur commercial. À ce jour, 311,5 tonnes de déchets organiques ont été détournées grâce à ce service, ce qui souligne le rôle essentiel de ce dernier dans la stratégie de la ville en matière de déchets organiques commerciaux.

INSPIRATION

Toronto s'est tourné vers le programme Rip City Reuse de **Portland** au Moda Centre pour voir comment la réutilisation dans les grands sites d'événements peut fonctionner dans la pratique, et en particulier comment choisir des matériaux réutilisables durables et de haute qualité, fournir une communication claire aux utilisateurs, des options de collecte et une formation du personnel. Toronto s'est inspirée de l'expérience de Portland pour appliquer son propre règlement sur les articles à usage unique et les articles à emporter aux lieux d'événements de plus grande envergure, afin qu'ils puissent utiliser des gobelets et des récipients réutilisables.

Le travail de **Londres** sur les quartiers circulaires, comme l'initiative ReLondon « Heston in the Loop », a été une source d'apprentissage précieuse pour **Tel Aviv-Yafo**. La ville a organisé une session commune avec ReLondon en 2024 sur la réutilisation et la réparation dans le cadre de la campagne « No Need » (« pas besoin » d'acheter), qui dure tout le mois de novembre. La campagne « No Need » de novembre a marqué sa quatrième année avec une augmentation notable de la participation du public et l'établissement de nouveaux partenariats avec la ville. Cinq nouvelles ONG et municipalités ont également rejoint la campagne après avoir reçu des conseils sur la manière d'organiser des événements et une campagne à l'échelle de la ville.

COLLABORATION

Portland a organisé un atelier de formation à la déconstruction avec Portland Youthbuilders, un entrepreneur local spécialisé dans la déconstruction et un promoteur immobilier à but non lucratif, Sabin Community Development Corporation, en juillet 2025. Les étudiants ont reçu une formation et se sont familiarisés avec le domaine de la déconstruction et de la vente de matériaux de récupération. Cette formation est un excellent exemple de rassemblement de partenaires multiples autour d'objectifs communs de logements abordables, de formation à des emplois verts et de réduction des débris de construction et de démolition.

Le programme de don et de réutilisation du département de l'énergie et de l'environnement de **Washington, D.C.**

s'est associé aux universités locales pour soutenir les campagnes de don et de réutilisation lors des déménagements, ce qui a permis de détourner 80 000 livres (plus de 39 000 kg) de matériaux des décharges. Les universités du district ont collecté des objets lors de leur déménagement au printemps, qui ont ensuite été redistribués à l'automne pour les nouveaux étudiants, la priorité étant donnée aux étudiants de première génération.

ÉQUITÉ ET INCLUSION

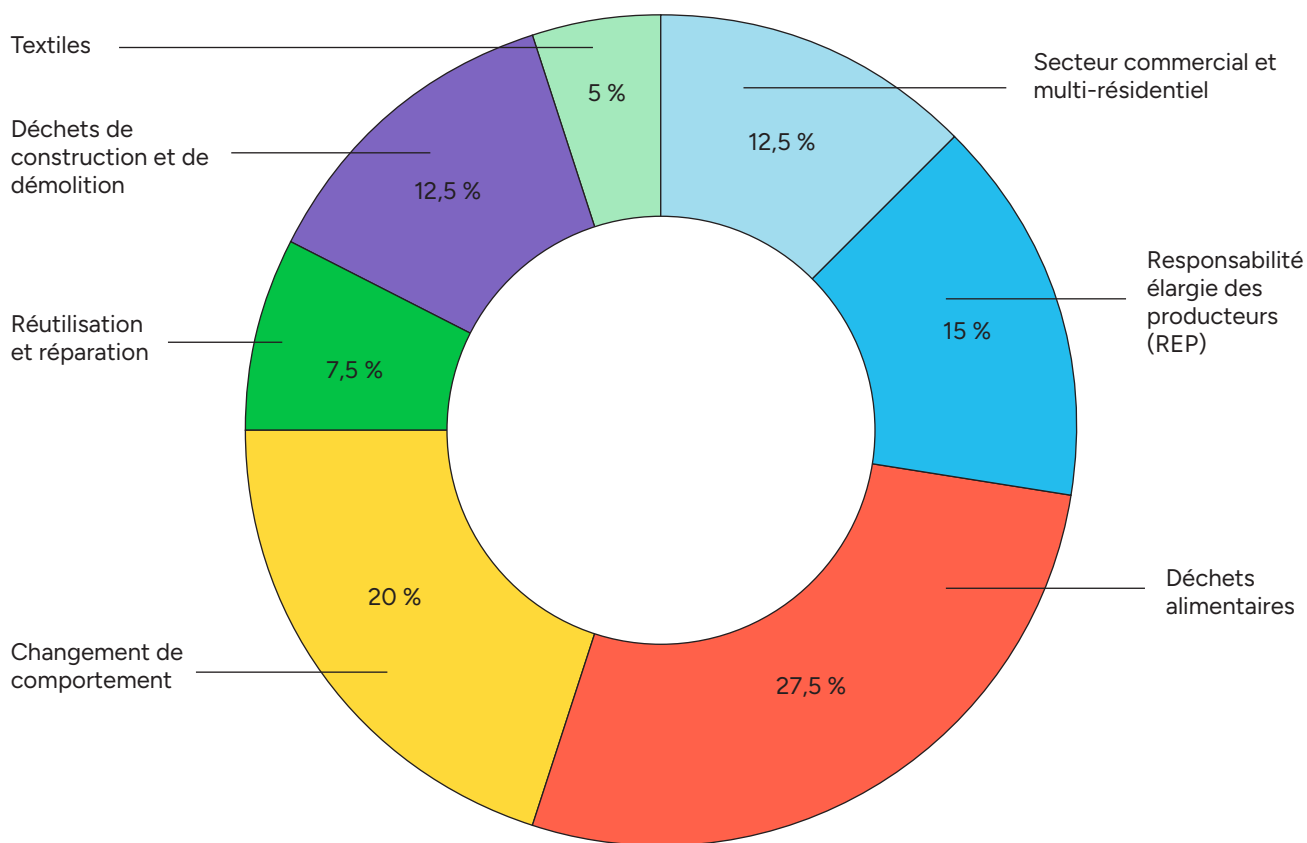
Au cours de l'année écoulée, le bureau du maire de **Boston** chargé de la justice alimentaire a fait progresser les efforts visant à mettre en relation les personnes souffrant d'insécurité alimentaire avec des aliments frais et sains récupérés, en réalisant une [évaluation de la récupération alimentaire](#) et en finançant une infrastructure pour stocker et distribuer des aliments périssables récupérés et donnés. Les subventions ont permis de soutenir plus d'une douzaine d'organisations, dont des garde-manger, des groupes de récupération alimentaire et un centre d'accès à l'alimentation en collaboration. Au cours des deux prochaines années, la ville établira des priorités, mettra en œuvre les recommandations issues de l'évaluation et contribuera au développement du centre, en mettant l'accent sur le rôle que la ville peut jouer dans la récupération d'une plus grande quantité d'aliments dans les secteurs industriel, commercial et institutionnel.

Le département de l'assainissement de la **ville de New York** a travaillé en étroite collaboration avec le conseil municipal et les défenseurs des droits de l'homme pour élaborer sa [loi sur l'équité en matière de déchets](#) qui réduit la capacité autorisée des stations privées de transfert des déchets dans quatre quartiers historiquement surchargés, qui subissent depuis longtemps des impacts disproportionnés des opérations de transport privées, tels que la circulation des camions, le bruit et les émissions. La loi vise à promouvoir la justice environnementale et à garantir qu'aucun district ne sera surchargé à l'avenir. La loi a supprimé 10 000 tonnes de capacité de transfert de déchets privés par jour, réduisant ainsi le trafic de camions dans les quartiers traditionnellement marginalisés et mal desservis, tout en préservant la capacité d'étendre les programmes de recyclage et de compostage de la ville.



© C40

DÉFIS



Si la majorité des villes signataires sont en passe de réduire leur taux de production de déchets par habitant, elles sont également confrontées à des défis de taille lorsqu'il s'agit de réduire la quantité de déchets éliminés et d'augmenter de manière significative leur taux de détournement. Alors que de nombreuses villes ont réussi à détourner un large éventail de déchets de leurs secteurs résidentiels, les entreprises commerciales et les secteurs multi-résidentiels s'avèrent plus difficiles à desservir et à impliquer. Les flux de recyclage deviennent également plus légers et moins rentables, une quantité croissante de plastiques plus difficiles à recycler remplaçant des matériaux plus précieux tels que les métaux et le verre.

Il est également nécessaire de prendre davantage de mesures en matière de responsabilité élargie des producteurs (REP) au niveau des États et au niveau national afin de soutenir les villes dans leurs efforts de réduction des déchets. Si les villes sont souvent des pôles d'innovation en matière de circularité, ces efforts peuvent être encore plus efficaces lorsque d'autres niveaux de gouvernement mettent en place des mesures d'incitation ou des réglementations pour favoriser un changement plus en amont.

Les villes peuvent et doivent faire davantage pour détourner les déchets alimentaires vers des utilisations plus rentables et pour s'assurer qu'une ressource aussi précieuse que la nourriture n'est pas gaspillée en premier lieu. Des efforts supplémentaires sont également nécessaires pour faire évoluer les habitudes de consommation, de production de déchets et d'élimination vers des comportements de réutilisation et de réparation plus durables, tout en s'attaquant aux matériaux plus difficiles à gérer qui finissent encore dans le flux de déchets, tels que les déchets de construction et de démolition et les textiles.



© an thet - Unsplash

COMMENT LES VILLES INTENSIFIENT LEUR ACTION

Il ne reste plus que cinq ans avant que les engagements de l'Accélérateur du C40 Vers le Zéro Déchet 2030 ne soient respectés. Détourner davantage de déchets alimentaires de la mise en décharge est une priorité essentielle pour les villes, compte tenu de leur fort impact sur le climat et de la nécessité de préserver l'espace de mise en décharge qui se raréfie. Il faudra pour cela faire preuve d'innovation et de leadership, à l'instar des mesures prises par **Montréal**, qui a piloté le passage d'une collecte hebdomadaire à une collecte bihebdomadaire des déchets dans l'un des 19 arrondissements de la ville. Après 12 mois, le projet pilote a montré une réduction moyenne de 10 % de la quantité d'ordures ménagères collectées et une augmentation moyenne de 30 % de la quantité de déchets alimentaires collectés. Ces résultats ont incité la ville à apporter le même changement aux horaires de collecte dans tous les arrondissements.

Il est également nécessaire de modifier les habitudes de consommation et de traitement des déchets pour concrétiser les engagements pris dans le cadre de l'Accélérateur. Des villes comme **Philadelphie** relèvent ce défi en élaborant des stratégies visant à impliquer plus efficacement les habitants et à réduire les déchets. Le département de l'assainissement de la ville, en partenariat avec le bureau des initiatives propres et vertes, travaille avec plusieurs départements de la ville pour publier un plan « zéro déchet 2035 » en 2026. **Paris** a également publié récemment un plan ambitieux de prévention des déchets (2024-2030), avec des priorités stratégiques couvrant tous les flux de déchets.

De nombreuses villes considèrent qu'encourager une forte culture de la réutilisation et de la réparation en la rendant plus accessible et abordable est une solution à long terme pour progresser vers la circularité. **Sydney** prend des mesures pour faire de l'économie circulaire une réalité en accordant des subventions pour soutenir les entreprises sociales locales dans les secteurs du textile et de l'électronique et les aider à se développer pour devenir autosuffisantes.

Bien que les villes signataires aient encore du chemin à parcourir avant d'atteindre tous les engagements ambitieux pris dans le cadre de l'Accélérateur, elles trouvent des moyens nouveaux et innovants d'avoir un impact significatif pour leurs habitants et de montrer aux autres villes que la circularité et le zéro déchet sont des solutions concrètes à la crise climatique.

ACTION FUTURE



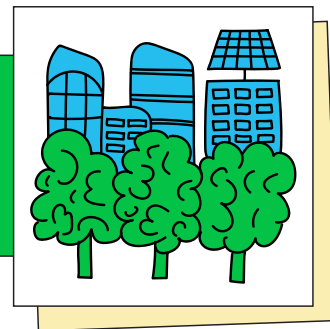
En 2026, **Auckland** expérimentera une réduction de la fréquence de la collecte des déchets, qui passera d'une fois par semaine à une fois tous les quinze jours. Il s'agit d'un autre outil destiné à favoriser les changements de comportement et à encourager les habitants à réduire davantage leurs déchets. Si elle est adoptée, elle devrait permettre de détourner davantage de déchets des décharges au profit du recyclage, des déchets alimentaires et d'autres solutions.

Les solutions mobiles de **Stockholm**, telles que le populaire centre de réutilisation PopUp Återbruket et la solution de réutilisation par camion Returrundan (semblable à un camion de crème glacée pour la réutilisation et les déchets recyclables), gagnent en popularité et seront continuellement développées, tout comme les solutions de la ville pour les textiles et la collecte de déchets dangereux.



© C40

L'ACCÉLÉRATEUR DU C40 POUR LA NATURE URBAINE



Rendre les villes plus vertes et plus résistantes grâce à des solutions issues de la nature

ENGAGEMENTS

Engagements sur 2 ans :

1. Rendre publics les objectifs en matière de nature
2. Développer des programmes de soutien et de renforcement des compétences pour les emplois verts
3. Développer un processus d'implication des communautés vulnérables et marginalisées
4. Effectuer une analyse des lacunes et une cartographie pour montrer où une nouvelle écologisation est nécessaire
5. Accélérer l'action pour lever les obstacles à la mise en œuvre liés à la gouvernance et mobiliser l'accès aux investissements et aux ressources

Engagements sur 5 ans :

6. Mettre en place des espaces verts publics nouveaux ou améliorés et des paysages urbains verts dans les zones ayant le plus d'impact sur les personnes les plus vulnérables
7. Réaliser un inventaire de base de la végétation naturelle et entreprendre une comptabilité du capital naturel afin de sensibiliser à la valeur associée à la nature urbaine
8. Élaborer de nouveaux cadres, pratiques et programmes de gouvernance inclusive
9. Mise à jour des mesures d'adaptation du plan d'action pour le climat afin de refléter les objectifs ambitieux en matière de nature

VILLES SIGNATAIRES

Amman, Athènes, Austin, Barcelone, Berlin, Bogota, Buenos Aires, Chennai, Copenhague, Curitiba, Delhi, Dhaka Nord, Dhaka Sud, Durban/eThekweni, Freetown, Guadalajara, Haïfa, Karachi, Lima, Londres, Los Angeles, Medellín, Milan, Montréal, Mumbai, Nouvelle-Orléans, Paris, Quezon City, Quito, Rio de Janeiro, Rome, Rotterdam, Salvador, San Francisco, São Paulo, Seattle, Stockholm, Sydney, Tel Aviv-Yafo, Tokyo, Toronto

RÉSUMÉ

Alors que les villes du monde entier sont confrontées au changement climatique et à l'urbanisation rapide, il n'a jamais été aussi urgent de créer des environnements urbains inclusifs, résilients et riches en nature. Les villes sont mal planifiées en fonction de l'étalement urbain et de la dépendance à l'égard de la voiture, tandis que la nature est mise à l'écart. Entre-temps, la crise climatique exacerbe considérablement les risques dans les villes. Les zones urbaines sont particulièrement vulnérables à la hausse des températures en raison de l'effet d'îlot de chaleur urbain, les villes étant 10°C plus chaudes que les zones rurales environnantes. D'ici à 2050, 1,6 milliard de citoyens devraient être confrontés à des chaleurs extrêmes, tandis que plus de 800 millions sont vulnérables à l'élévation du niveau de la mer et plus de 650 millions à la pénurie d'eau.

La nature peut guérir, atténuer les effets du dérèglement climatique et protéger les villes des risques climatiques. Un accès équitable à la nature améliore la santé mentale

et physique, favorise la cohésion sociale et le bien-être des communautés, et crée des économies plus inclusives. Étant donné que près de la moitié du PIB annuel mondial – 44 000 milliards de dollars américains – dépend de la nature, il est nécessaire d'évoluer vers une économie positive pour la nature. D'ici à 2030, cette transition pourrait créer 395 millions d'emplois et 10,1 billions de dollars américains de valeur commerciale, tout en contribuant à des communautés plus saines et plus résilientes.

L'Accélérateur du C40 pour la Nature Urbaine a été lancé en 2021 pour aider les maires à accroître et à améliorer la nature dans leurs villes, à réduire les risques climatiques et la vulnérabilité, à soutenir les services écosystémiques au sens large et à rendre les espaces verts et bleus accessibles et équitablement répartis. Pour y parvenir, **41 villes du monde** se sont engagées à mettre en œuvre l'une ou les deux voies pour augmenter les espaces verts et/ou perméables et garantir l'accès aux

espaces verts ou bleus d'ici à 2030, en fonction de leurs objectifs, priorités et contexte.

Les villes signataires ont réalisé des progrès significatifs vers la réalisation des engagements pris dans le cadre du programme d'Accélérateurs pour la période 2023-2025. Près de la moitié des villes ayant fait l'objet d'un rapport ont atteint l'objectif 1 (49 % contre 43 % en 2023), qui exige qu'au moins 30 % de la surface bâtie de la ville soit verte ou perméable. De la même manière, 74 % des villes qui suivent la voie 2 (contre 52 % en 2023) ont veillé à ce que 70 % de leur population ait accès à un espace vert ou bleu approprié à moins de 15 minutes de marche.

Au total, 30 villes ont mis en œuvre des projets majeurs en faveur de la nature et de la résilience, tels que la création de corridors verts, de nouveaux parcs ou des initiatives de plantation d'arbres à grande échelle, souvent associés à un engagement fort de la communauté. **São Paulo** a créé 300 jardins de pluie, ouvert 6 nouveaux parcs urbains, créé 3 unités de conservation et planté plus de 250 000 arbres indigènes de la forêt atlantique depuis qu'elle a rejoint l'Accélérateur. La ville a également désigné sa première forêt municipale avec 250 hectares de terres protégées. À **Chennai**, 143 parcs urbains et 16 parcs éponges ont été aménagés pour atténuer les risques d'inondation et favoriser la recharge des nappes phréatiques dans les zones vulnérables. La ville a également créé trois parcs phares, qui s'étendent sur plus de 15 hectares d'espaces verts axés sur la biodiversité et la résistance aux inondations.

De nombreuses villes ont également mis à jour leurs politiques, plans ou stratégies afin de mieux intégrer la nature, qu'il s'agisse de l'intégration d'infrastructures vertes dans les documents de planification générale ou de l'élaboration de stratégies autonomes en faveur de la biodiversité. Ces actions ont commencé à façonner des approches plus cohérentes et à long terme de la nature dans les contextes urbains.

Barcelone a récemment mis à jour son plan climatique afin d'y intégrer des objectifs explicitement liés à la nature, en mettant l'accent sur la capacité de la nature à lutter contre les risques climatiques tels que les chaleurs extrêmes et les inondations. Le nouveau code de l'arbre de **Seattle** garantit que chaque arbre d'une certaine taille qui est enlevé sera remplacé par deux autres, et que les arbres patrimoniaux seront protégés.

Les villes signataires renforcent également leur capacité institutionnelle à atteindre les objectifs en matière de protection de la nature. Afin d'améliorer la prise de décision, 31 villes ont commencé à créer des bases solides grâce à la cartographie, à l'analyse des lacunes et au suivi de la nature et de la biodiversité. Quinze villes ont obtenu de nouveaux financements pour la nature, soit par le biais de sources nationales ou multilatérales, soit en allouant des ressources plus importantes dans le cadre des budgets municipaux. Parallèlement, 25 villes ont mis en place des structures de soutien ou des programmes de développement des compétences pour les emplois verts, afin que les communautés locales bénéficient directement des investissements dans la nature. À **Lima**, par exemple, le programme de plantation d'arbres urbains « Lima Verde » a permis de planter 260 000 arbres (avec un taux de survie de plus de 85 %) et

de former plus de 12 800 personnes à la plantation et à l'entretien des arbres urbains, notamment des habitants, des étudiants, des autorités et des bénévoles. À **Dhaka Nord**, des volontaires communautaires reçoivent également une formation sur la nature en milieu urbain, et à **Dhaka Sud**, les communautés locales ont été impliquées dans des projets de plantation d'arbres. **Tokyo** a formé des volontaires à l'entretien et à la conservation des espaces verts dans les zones de conservation, afin que les membres de la communauté puissent apprendre à protéger et à restaurer les sites naturels.

L'investissement dans des espaces verts et perméables réduit les risques d'inondation et atténue la chaleur urbaine, rendant les communautés plus sûres, plus vivables et plus résilientes face au changement climatique. Les programmes d'emplois verts permettent d'acquérir de nouvelles compétences et de créer des moyens de subsistance durables pour tous, mais surtout pour les jeunes, les femmes et les communautés marginalisées. En faisant participer les habitants à la planification et à la prise de décision, les villes veillent à ce que les bienfaits de la nature soient partagés plus équitablement. Les villes signataires de l'Accélérateur du C40 pour la Nature Urbaine démontrent que la nature urbaine est fondamentale pour construire des villes plus résilientes au changement climatique, plus saines et plus équitables. En exploitant les solutions offertes par la nature, nous pouvons améliorer la vie des citoyens partout dans le monde.



© C40

IMPACT

49 % (17 villes sur 35)

ont réalisé le **parcours 1 : Couverture verte et perméable** (30-40% de la surface totale de la ville construite sont des espaces verts et/ou perméables)



74 % (17 villes sur 23)

ont réalisé le **parcours 2 : Accès équitable à la nature** (70 % de leur population ait accès à un espace vert ou bleu adapté à leur usage en 15 minutes.



ENGAGEMENTS

95 %

ont rendu publics leurs objectifs en matière de nature

84 %

ont développé des programmes de soutien et de renforcement des compétences pour les emplois verts

95 %

ont mis en place un processus d'implication des communautés vulnérables et marginalisées

87 %

ont effectué une analyse des lacunes et une cartographie des endroits où une nouvelle écologisation est nécessaire

92 %

ont accéléré les actions visant à lever les obstacles à la mise en œuvre liés à la gouvernance et ont mobilisé l'accès aux investissements et aux ressources

PRINCIPALES MESURES PRISES PAR LES VILLES AU COURS DES DEUX DERNIÈRES ANNÉES

81 %

font participer les communautés locales à la planification, à la mise en œuvre et au suivi de leurs activités dans le domaine de la nature

81 %

collectent des données, mesurent et cartographient la biodiversité et la nature

79 %

mettent en œuvre de grands projets tels que de nouveaux parcs, des corridors verts et des plantations d'arbres à grande échelle

66 %

mettent en œuvre des programmes d'emplois verts liés à la nature

TRANSFORMER L'ENGAGEMENT EN ACTION

Engagement 1 : Rendre publics les objectifs en matière de nature

Medellín se présente comme une ville verte grâce à son plan de développement urbain 2024-27 et à son ambitieux plan de renaturalisation, où la nature est considérée comme un pilier essentiel. Le plan de renaturalisation rassemble les stratégies et les plans existants de la ville avec une planification à plusieurs échelles et des efforts d'écologisation urbaine, tout en fournissant des orientations pour les principaux défis concernant la nature urbaine à Medellín.

Les objectifs de **Sydney** pour améliorer la nature en milieu urbain sont exposés dans la stratégie de verdissement de Sydney. Les objectifs de la ville comprennent l'atteinte d'un minimum de 40 % de couverture verte totale, dont 27 % de couvert végétal, d'ici à 2050. En 2023, la ville a également adopté des versions actualisées de plusieurs documents clés à la suite d'un examen approfondi : Stratégie pour les forêts urbaines, plan directeur pour les arbres de rue, liste des espèces d'arbres, stratégie pour le jardinage communautaire, plan d'action stratégique pour l'écologie urbaine, et bien d'autres encore.

Le plan d'action climatique actualisé de la **Nouvelle-Orléans**, publié en décembre 2022, contient des objectifs ambitieux en matière de nature. Il s'agit notamment de planter 40 000 arbres d'ici à 2030, d'atteindre une couverture végétale d'au moins 10 % dans tous les quartiers au cours de la prochaine décennie et d'achever au moins 15 projets d'infrastructures vertes supplémentaires d'ici à 2035, ce qui permettra de détourner 80 millions de gallons supplémentaires.

Engagement 2 : Développer des programmes de soutien et de renforcement des compétences pour les emplois verts

L'initiative communautaire de culture d'arbres de **Freetown** #FreetownTheTreeTown a généré 2 825 emplois verts directs dans le domaine des soins aux arbres, de la plantation et de leur entretien, ainsi que plus de 4 000 emplois verts indirects, soit plus du double de la base de référence de 2023. Parmi ces travailleurs verts directs, 67 % sont des femmes, 95 % des jeunes, et tous vivent dans des communautés économiquement défavorisées exposées à des risques élevés et récurrents d'impacts climatiques, notamment les quartiers informels situés sur les côtes et à flanc de colline.

Toronto soutient l'entretien des infrastructures vertes (IV) par le biais de son programme GreenforceTO, axé sur l'équité, qui recrute et forme des personnes pour des emplois verts. Entrant dans sa cinquième année en 2025, les trois mini-projets du programme sont une extension du programme pilote 2023 de remplacement du gazon, un réaménagement des sites à forte intensité de ressources et un programme « Adopter une IV » qui s'engage auprès de la communauté pour la sensibiliser à l'entretien et à l'échelle des IV dans la ville.

Civilian Conservation Corps (ACCC) d'**Austin** relie les communautés historiquement exclues des domaines environnementaux à plus de 700 emplois verts significatifs et bien rémunérés. La nouvelle famille d'emplois « Infrastructures vertes » ouvre des perspectives de carrière claires et à long terme dans les domaines de la gestion des eaux pluviales, de la restauration écologique, de la résilience climatique, etc. La famille d'emplois d'arboriste du service des parcs et des loisirs favorise la croissance et l'évolution professionnelles dans le domaine de l'entretien des arbres et de la sylviculture urbaine.

Engagement 3 : Développer un processus d'implication des communautés vulnérables et marginalisées

Dans **Durban/eThekweni**, les services chargés de la gestion de la biodiversité et du changement climatique se sont associés pour organiser des ateliers de renforcement des capacités dans les communautés marginalisées, dans le but de trouver et d'intégrer les connaissances autochtones à la conservation de la biodiversité et à l'adaptation au changement climatique.

Le conseil municipal de **Karachi** compte, pour la première fois, des représentants des minorités transgenres. Les conseillers participent à la mise en œuvre d'initiatives d'écologisation dans les quartiers et les zones qu'ils représentent. Les communautés vulnérables ont également joué un rôle actif et important dans l'élaboration du plan d'action climatique de la ville.

Sous **Buenos Aires**, les habitants des quartiers vulnérables participent activement à la prise de décision sur les mesures à prendre dans leurs quartiers respectifs par le biais de tables de gestion participative (MGP). Cela inclut également les actions en faveur de la nature, à condition qu'elles se déroulent dans le voisinage.

Engagement 4 : Effectuer une analyse des lacunes et une cartographie pour montrer où une nouvelle écologisation est nécessaire

Paris protège la santé des habitants grâce à la nature urbaine en élaborant une carte des carences en espaces verts, qui est désormais intégrée dans le règlement du Plan local d'urbanisme bioclimatique et dans le nouveau Plan santé environnement de Paris, adopté en novembre 2024. Le plan identifie les zones les plus exposées aux risques climatiques et aux inégalités, en soulignant les endroits où de nouveaux espaces verts sont nécessaires, les espaces existants qui devraient être améliorés et les lacunes en matière d'accès. La ville s'est fixé pour objectif d'assurer un accès équitable à la nature et aux espaces verts afin de réduire les inégalités sociales, territoriales et environnementales en matière de santé.

Guadalajara a placé la nature au cœur de sa stratégie de lutte contre les îlots de chaleur urbains et d'amélioration de la résilience et de la qualité de vie. Guadalajara a cartographié les îlots de chaleur urbains et la nature urbaine existante, et a identifié les zones prioritaires pour une nouvelle végétalisation. La nature est désormais un pilier central de l'aménagement de la ville. Dans ce cadre, la ville a lancé un plan global de gestion des arbres urbains, qui prévoit la plantation de plus de 20 000 arbres par an, la production d'espèces indigènes, la consolidation de 70 corridors verts, le suivi et la gestion des arbres urbains, la création de nouveaux espaces verts sur d'anciens sites bétonnés et la promotion d'une campagne d'adoption des arbres par les habitants. Guadalajara a vu la réduction des îlots de chaleur dans toute la ville.

Engagement 5 : Accélérer l'action pour lever les obstacles à la mise en œuvre liés à la gouvernance et mobiliser l'accès aux investissements et aux ressources

Freetown enregistre ses arbres sous la norme Verra Carbon Standard, créant ainsi une source de revenus durable pour l'adaptation basée sur les écosystèmes et la création d'emplois en débloquant des investissements du secteur privé par l'intermédiaire des marchés volontaires du carbone. Au cours des deux dernières années, la ville a également mobilisé plus de 2 millions de dollars de financement pour le climat et le développement par l'intermédiaire de fonds multilatéraux.

Mumbai a institutionnalisé un département indépendant de l'environnement et du changement climatique en 2024 pour piloter la mise en œuvre du plan d'action climatique de Mumbai (MCAP). La même année, la ville a également publié son premier budget climatique, qui intègre directement les objectifs du MCAP dans la planification financière de Mumbai, et qui sera mis à jour chaque année pour guider les investissements futurs. Le budget climatique permet également de suivre les progrès et d'identifier les déficits de financement, ainsi que de combler ces déficits par des mécanismes de financement externes.

Montréal accorde la priorité aux investissements dans les solutions fondées sur la nature dans le cadre de son tout premier budget climatique, présenté en 2024. Ce processus intègre les considérations climatiques dans tous les investissements de la ville, en ciblant spécifiquement un minimum de 10 à 15 % du programme d'investissement décennal de la ville pour des projets consacrés à l'adaptation au changement climatique, y compris des activités liées à la nature en milieu urbain. Cela permet de s'assurer que les ressources sont directement alignées sur les objectifs plus larges de Montréal en matière de transition écologique et de résilience.



suraj Tomer – Unsplash

INSPIRATION



Pour élaborer son plan vert, **Milan** s'est inspirée du travail réalisé par d'autres villes européennes, en particulier **Paris**, **Barcelone** et **Londres**, qui ont mis au point des plans et des stratégies intégrés pour la gestion des espaces verts urbains et l'adaptation au changement climatique. La ville s'inspire également de l'expérience de Paris et de Barcelone en matière de création « d'oasis scolaires », c'est-à-dire de réaménagement et d'ouverture des cours d'école au public et de leur utilisation en tant qu'espaces de fraîcheur et de socialisation.

Les initiatives d'**Austin** en matière d'infrastructures vertes se sont inspirées des pratiques de pointe en vigueur dans les villes du pays et du monde entier. En étudiant les approches réussies dans des villes comme **Portland**, **Paris** et **Phoenix**, où les rues vertes, les jardins pluviaux et la foresterie urbaine sont utilisés pour gérer les eaux pluviales et réduire la chaleur – Austin a adapté et personnalisé ces stratégies pour répondre aux objectifs locaux en matière d'environnement et d'équité.

Le protocole sur les chaleurs extrêmes de **Rio de Janeiro**, le premier protocole municipal d'intervention en cas de canicule au Brésil, a s'est inspiré du protocole établi par **Paris**. Adopté par décret en 2024, le protocole thermique de Rio de Janeiro établit des lignes directrices pour les alertes, l'atténuation et la protection des groupes vulnérables en fonction de différents « niveaux de chaleur », classés selon une combinaison de la température moyenne et de l'humidité relative de la ville.

COLLABORATION



De nombreuses actions de l'**État salvadorien** visant à promouvoir l'employabilité et les emplois verts ont été menées en partenariat avec le secteur privé. Dans le cadre du programme de jardins et de vergers urbains de la ville, la sélection, la mise en œuvre et l'entretien des espaces verts sont réalisés en partenariat avec diverses parties prenantes, en particulier les habitants des quartiers vulnérables et la communauté LGBTQ+.

À **Seattle**, le programme [Green Seattle Partnership](#) travaille avec le personnel des parcs et loisirs de Seattle, des entrepreneurs professionnels, des organisations communautaires et des bénévoles pour restaurer les forêts urbaines de la ville. Les Forest Stewards de la ville sont des bénévoles de base qui coordonnent les activités de restauration dans leur quartier, tandis que les organisations communautaires soutiennent souvent l'embauche de jeunes et de résidents sous-représentés pour diriger les activités de restauration.

ÉQUITÉ ET INCLUSION



L'[initiative TN-SHORE](#) de **Chennai** lancée en février 2024, restaure 1 076 km de côtes avec la participation active des communautés locales. Les résidents sont directement impliqués dans la plantation de mangroves, la protection des récifs coralliens et les pratiques de pêche durable. Ils acquièrent ainsi des compétences pratiques tout en contribuant à la santé et à la résilience de leur environnement. En faisant des communautés les gardiennes de leur littoral, TN-SHORE soutient les moyens de subsistance, favorise l'inclusion sociale et renforce la résilience écologique, en veillant à ce que les avantages environnementaux et économiques soient équitablement partagés.

Le Forum climatique d'**Athènes** et le Conseil d'action des jeunes pour le climat, créés en 2024 par le maire adjoint chargé de la gouvernance climatique et de l'économie sociale, rassemblent des représentants du monde universitaire, de la société civile, du secteur privé et de l'administration municipale. Ensemble, ils conçoivent des initiatives climatiques, participent à des ateliers sur les solutions fondées sur la nature et la gestion des espaces verts, et veillent à ce que les voix des communautés vulnérables ou traditionnellement sous-représentées soient prises en compte dans la prise de décision. Des projets tels que la régénération de la rivière Podoniftis dans le nord-ouest d'Athènes illustrent cette approche, en favorisant une planification inclusive, l'engagement de la communauté et des résultats environnementaux équitables.



© Christophe Belin - Ville de Paris

DÉFIS

Des ressources financières limitées pour travailler sur la nature et difficultés à puiser dans les fonds nationaux ou multilatéraux pour mettre en œuvre des solutions fondées sur la nature

Les villes ont besoin d'aide pour **définir des indicateurs clés** et **mettre en place des méthodologies, des systèmes de collecte de données et de suivi**

Les **problèmes de gouvernance**, notamment les **cloisonnements** et le **manque de coopération entre les services**, ainsi que la **connaissance limitée des nombreux avantages** des solutions fondées sur la nature et les **capacités limitées du personnel** constituent un obstacle

Manque de terrains vacants à aménager en espaces verts publics, l'aménagement de la nature n'étant souvent pas une priorité

Difficultés à verdir les espaces privés et à **inciter les résidents et les acteurs privés** à le faire

Manque de ressources financières et de personnel pour **maintenir les projets** de à long terme

Le **manque d'eau disponible** pour la nature est un problème qui s'aggravera avec la crise climatique

Bien que de nombreux défis subsistent et puissent menacer ou faire reculer les progrès, les villes signataires cherchent activement des moyens de les relever de diverses manières. **Toronto** a récemment approuvé un budget de fonctionnement de 85,1 millions de dollars canadiens (61 millions de dollars américains) pour soutenir la foresterie urbaine et la nature en ville, soit 25,3 millions de dollars canadiens pour la plantation d'arbres et la gestion des espaces naturels et 48,4 millions de dollars canadiens pour l'entretien des arbres – ce qui montre que la nature peut, et doit, être une priorité dans les budgets municipaux.

Grâce à son programme de budget participatif, les habitants de **Quito** participent à l'analyse, à la discussion et à la prise de décision sur au moins 60 % du budget de chaque administration de zone. **Londres** met périodiquement à jour ses évaluations de la canopée des arbres et de la couverture végétale afin de s'assurer que les décisions relatives à la nature sont prises sur la base des dernières données disponibles. **Curitiba** a renforcé la coordination intersectorielle entre les services municipaux, développé les capacités institutionnelles et réduit les obstacles administratifs. **Rome** a réussi à soustraire plus de 70 hectares à la construction et à les remplacer par des espaces verts. **Rotterdam** accorde des subventions aux résidents et aux propriétaires privés pour qu'ils mettent en œuvre des activités d'écologisation, telles que la création de toits verts et l'épandage d'engrais dans leurs jardins.



© Ellen van Bodegom - Getty Images

COMMENT LES VILLES INTENSIFIENT LEUR ACTION

Les cinq prochaines années seront cruciales pour accroître l'ambition et l'action afin que toutes les villes signataires respectent avec succès leurs engagements pour 2030. Depuis le lancement de l'Accélérateur, les villes ont fait d'excellents progrès vers des environnements urbains riches en nature, un grand nombre d'entre elles ayant déjà atteint leurs objectifs et une majorité ayant rempli leurs engagements sur deux ans.

Le travail des villes signataires pour intégrer la nature est plus important que jamais, car les risques liés au climat, tels que les chaleurs extrêmes et les inondations, sont de plus en plus fréquents dans le monde. Les villes collectent des données sur la biodiversité et établissent des cartes de la nature en fonction d'indicateurs socio-économiques. **Stockholm** a récemment achevé la mise à jour de sa cartographie des infrastructures vertes existantes, afin d'éclairer les mesures à prendre pour atteindre les objectifs de la ville en matière de biodiversité. **Tel-Aviv** a réalisé une étude municipale de la nature sur 200 sites, dont 68 ont fait l'objet d'une évaluation approfondie, afin d'identifier les zones dépourvues d'infrastructures écologiques. **Los Angeles** réalise actuellement une cartographie sophistiquée de l'équité naturelle à une résolution de 10 m afin d'identifier les communautés les plus vulnérables de la ville. Les villes signataires continueront également à mettre à jour leurs plans et stratégies, jetant ainsi les bases d'actions plus ambitieuses en faveur de la nature. **San Francisco**, **Copenhague** et **Rio de Janeiro** sont en train de mettre à jour leurs plans d'action pour le climat afin de placer la nature au cœur de l'adaptation au climat, tandis que le plan d'action pour le climat de **Berlin** doit être révisé en 2026.

En s'appuyant sur les progrès déjà réalisés et en échangeant des connaissances et des bonnes pratiques par le biais de réseaux entre villes, et avec le soutien continu du C40, les villes peuvent encore accélérer les

actions et surmonter les obstacles pour devenir plus vertes et plus résilientes d'ici 2030.

ACTION FUTURE



Quezon City s'apprête à ouvrir 34 nouveaux parcs municipaux et à aménager 4,9 kilomètres de voies GORA (Green, Open, Resilient, and Accessible), des couloirs réservés aux piétons qui encouragent la marche, réduisent la dépendance à l'égard des transports motorisés et étendent les espaces publics verts. La ville continuera à mettre en œuvre activement le programme « Un million d'arbres » afin de renforcer la résilience climatique et la qualité de l'air, le projet « Restauration de la génération » visant à transformer l'ancienne décharge de Payatas en espace vert, et l'initiative « Villes vertes et résilientes » visant à améliorer les logements sociaux grâce à des infrastructures vertes.

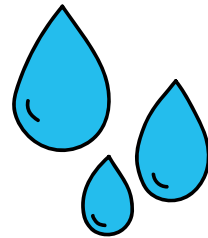
Montréal prévoit la construction d'environ 1 319 nouvelles cellules de biorétention dans la rue (9 600 mètres carrés ou 2 600 mètres cubes) et 7 projets de parcs éponges (5 000 mètres carrés). Ces projets sont actuellement en cours de conception et seront pour la plupart construits en 2026. Une quarantaine d'autres projets de parcs à éponges (environ 29 000 mètres cubes) sont actuellement en cours.

Guadalajara plantera plus de 20 000 arbres, poursuivra la planification stratégique dans les quartiers les plus vulnérables au climat afin d'atténuer l'effet d'îlot de chaleur urbain, récupérera et valorisera les espaces gris pour plus de 1 700 plantations, encouragera l'initiative « Adoptez un arbre » afin que les citoyens puissent demander un arbre, et poursuivra le suivi et la gestion technique des arbres urbains de la ville.



© Nicolas Mc Comber – Getty Images

L'ACCÉLÉRATEUR DU C40 POUR LA SÉCURITÉ DE L'EAU URBAINE



Renforcer la résilience des villes face aux impacts climatiques liés à l'eau

VILLES SIGNATAIRES

Buenos Aires, Bogota, Copenhague, Freetown, Fuzhou, Jakarta, Lisbonne, Los Angeles, Milan, La Nouvelle-Orléans, New York City, Oslo, Phoenix, Quezon City, Quito, Rio de Janeiro, São Paulo, Rotterdam, Tokyo, Tshwane

ENGAGEMENTS

Engagement fondamental : Protéger les communautés les plus vulnérables de la ville, exposées à un risque élevé d'inondation et de sécheresse, d'ici 2027 (ou 4 ans après avoir rejoint l'Accélérateur) en

- Mettant en place des systèmes d'alerte précoce dans les zones les plus vulnérables où les communautés sont exposées à un risque élevé d'inondations et de sécheresse.
- Élaborant des mesures d'urgence pour protéger l'ensemble de la population lors d'événements critiques, notamment en garantissant l'accès à des abris sûrs et en répondant aux besoins fondamentaux.

Parcours d'accès universel : Parvenir à un accès à l'eau potable universel équitable d'ici 2030 en

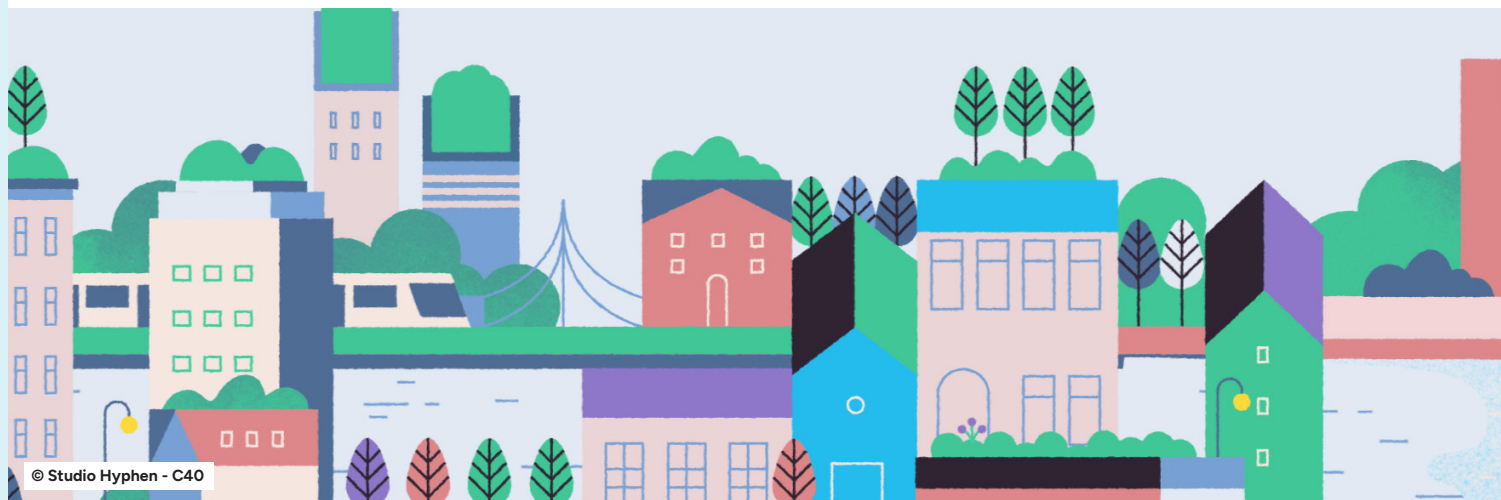
- réduisant la demande en eau d'au moins 20 %
- augmentant l'approvisionnement d'au moins 15 %

La voie de la réduction des inondations : Protéger les personnes et les infrastructures essentielles de la ville contre les inondations majeures d'ici 2030 en

- augmentant la rétention et l'infiltration des eaux pluviales d'au moins 20 % d'ici 2030
- restaurant au moins trois plans d'eau de la ville (rivières, ruisseaux et zones humides) afin de réduire considérablement les risques d'inondation et d'améliorer la qualité de l'eau

La voie du net zéro : Atteindre zéro émissions de GES dans les systèmes d'eau et d'eaux usées d'ici 2035 en

- alimentant 100 % des systèmes d'eau et d'eaux usées par des sources d'énergie renouvelables
- captant et utilisant au moins 50 % du biogaz des usines de traitement des eaux usées d'ici 2035



RÉSUMÉ

Les zones urbaines sont de plus en plus vulnérables aux impacts climatiques liés à l'eau, qui [représentent 90 % des catastrophes mondiales](#). [L'Accélérateur du C40 de villes sûres pour l'eau](#) a été lancé en 2023 pour aider les villes à relever les défis d'une eau trop abondante, trop peu abondante et trop polluée. Au cours des deux premières années de l'Accélérateur, **20 villes mondiales** sont devenues des villes signataires, prenant des mesures ambitieuses pour transformer leurs systèmes d'approvisionnement en eau et protéger leurs communautés. En tant que villes signataires, elles s'engagent à protéger leurs populations les plus vulnérables contre les risques élevés d'inondation et de sécheresse, et à suivre au moins l'une des trois voies suivantes : assurer un accès universel équitable à l'eau potable d'ici à 2030, protéger les infrastructures essentielles contre les inondations majeures d'ici à 2030, et réduire à zéro les émissions de gaz à effet de serre (GES) dans les systèmes d'approvisionnement en eau et de traitement des eaux usées des villes d'ici à 2035.

Toutes les villes signataires s'efforcent de protéger leurs communautés les plus vulnérables en mettant en place des systèmes d'alerte précoce et en élaborant des mesures d'intervention d'urgence. **Lisbonne** a mis en place 86 nouveaux points d'évacuation et un système d'alerte par SMS pour les avertissements en temps réel, tandis que **Quito** et **São Paulo** ont toutes deux mis en œuvre leur tout premier système d'alerte précoce. **Tshwane** a augmenté son personnel pour renforcer sa capacité d'intervention en cas d'urgence.

Les villes signataires de la voie de l'accès universel se sont engagées à réduire la demande en eau et/ou à en augmenter l'approvisionnement. Afin de réduire la demande en eau potable, **Lisbonne** utilise de l'eau recyclée pour l'entretien des rues et des espaces verts. Pour augmenter l'offre, des villes comme Tshwane ont modernisé leurs systèmes de distribution afin d'en améliorer l'efficacité, et **Jakarta** étend son réseau de conduites d'eau afin de garantir l'accès d'un plus grand nombre d'habitants à l'eau potable.

Les villes prennent des mesures pour protéger les personnes et les infrastructures des inondations majeures en augmentant la rétention des eaux pluviales et/ou en restaurant les masses d'eau urbaines. **Milan** a intégré des systèmes de drainage urbain durable (SUDS) pour réduire les risques d'inondation, et **Rotterdam** a également transformé plusieurs rues et places pour créer des surfaces plus perméables et des bassins de rétention. Pour progresser dans la restauration des masses d'eau, **Quezon City** a élaboré un plan de gestion de la qualité de l'eau qui prévoit des actions précises pour tester, contrôler et améliorer la qualité de ses principaux cours d'eau. Dans cette optique, **Oslo** a réalisé des travaux pour ouvrir les cours d'eau, comme le parc Klosterenga qui favorise la rétention d'eau.

Sur la voie du zéro net, les villes s'engagent à alimenter leurs systèmes de distribution d'eau et de traitement des eaux usées à l'aide d'énergies renouvelables et/ou à capter le biogaz de leurs stations d'épuration. **Los Angeles** s'efforce activement d'augmenter la part d'énergie renouvelable utilisée dans ses systèmes d'approvisionnement en eau et de traitement des eaux usées. Dans le même temps, **Copenhague** a amélioré sa technologie pour capter davantage de biogaz dans la station d'épuration de Damhusåen et, dans un effort similaire, **Bogotá** construit une nouvelle station d'épuration, Canoas, spécialement conçue pour capter et utiliser le biogaz dans ses procédures de traitement de l'eau.

Ces actions ambitieuses sont essentielles pour renforcer la résilience face au changement climatique et apportent des avantages tangibles qui améliorent la qualité de vie des habitants. Qu'il s'agisse de garantir un accès plus sûr et plus fiable à l'eau potable ou de renforcer les défenses contre les conditions météorologiques extrêmes, ces efforts permettent de créer des environnements urbains plus durables et plus agréables à vivre.



© Riccardo Niels Mayer – stock.adobe.com

IMPACT

Cette première période de rapport pour l'Accélérateur du C40 Villes sûres pour l'eau révèle des engagements ambitieux et des progrès significatifs de la part des villes signataires.

Les principaux enseignements tirés de la première année de rapport sont les suivants :

Protéger les communautés de première ligne : Comme le souligne l'engagement principal de l'Accélérateur, les villes donnent la priorité à la sécurité de leurs communautés les plus vulnérables. Plus de 50 % des villes signataires ont progressé dans la mise en place de systèmes d'alerte précoce dans les zones à haut risque et dans l'élaboration de plans d'intervention d'urgence pour protéger la population en cas d'inondation ou de sécheresse. Les actions signalées comprennent le renforcement des prévisions et de la diffusion des alertes, ainsi que l'amélioration des protocoles d'urgence.

Sauvegarde de l'approvisionnement en eau : Un pourcentage élevé de villes signataires de l'accord sur l'accès universel progressent dans la gestion des ressources en eau : 90 % d'entre elles s'efforcent d'augmenter leur approvisionnement en eau et 70 % travaillent activement à la réduction de la demande en eau. Les mesures pratiques prises par les villes signataires comprennent la diversification des sources d'eau, la modernisation des infrastructures et la mise en place d'un système de détection des fuites pour économiser l'eau.

Renforcer la résilience face aux inondations : Afin de protéger les communautés et les infrastructures essentielles contre les inondations majeures, les villes progressent vers leur objectif d'augmenter la rétention et l'infiltration des eaux pluviales. 70 % des villes signataires travaillent activement sur des projets tels que l'installation de bassins de rétention et de jardins de pluie pour aider leur ville à absorber l'eau afin de réduire le risque d'inondation.

Décarbonisation des systèmes d'approvisionnement en eau : Les villes signataires de l'initiative zéro émissions nettes font preuve de bonnes pratiques en alimentant leurs activités liées à l'eau avec des énergies renouvelables et en utilisant du biogaz provenant des eaux usées. Il s'agit notamment d'augmenter leur capacité de production d'énergie renouvelable et d'optimiser les technologies de captage du biogaz des eaux usées.

Dans l'ensemble, les villes signataires sont rapidement passées de l'engagement à l'action, en mettant en œuvre un ensemble varié de solutions pour offrir à leurs habitants un avenir sans danger pour l'eau, qu'il s'agisse de systèmes d'alerte précoce, de préparation aux situations d'urgence, d'infrastructures vertes ou de modernisation des systèmes énergétiques.

TRANSFORMER L'ENGAGEMENT EN ACTION

Engagement fondamental : Protéger les communautés les plus vulnérables exposées à un risque élevé d'inondation et/ou de sécheresse

Lisbonne a déployé un système avancé de détection des inondations, avec 10 capteurs placés stratégiquement dans des zones à haut risque, y compris les tunnels routiers, les stations de métro et d'autres zones de faible élévation. Le système fournit aux autorités de protection civile un délai de 15 minutes, permettant une réponse efficace et coordonnée pour arrêter le trafic, fermer les stations de métro et activer les pompes à eau. Cette technologie permet de protéger les 9,8 % de la population totale de la ville qui vivent dans ces zones, réduisant ainsi le risque de pertes économiques et humaines. Dans le cadre de son engagement en faveur de la prévention des inondations, la ville prévoit d'installer 50 nouveaux capteurs dans les régions côtières, les vallées fluviales et d'autres zones de faible altitude.

Voie 1 : Parvenir à un accès à l'eau potable universel équitable en

Fuzhou a établi 43 zones de surveillance clés dans les quartiers les plus critiques de la ville, où elle a déployé un total de 204 dispositifs de détection des fuites, y compris des détecteurs acoustiques d'eau et des enregistreurs de bruit. Ces appareils détectent les sons uniques de l'eau qui s'échappe des conduites souterraines, ce qui permet d'alerter rapidement, d'enquêter et de localiser précisément les fuites.

Voie 2 : Protéger les personnes et les infrastructures essentielles de la ville contre les inondations majeures d'ici 2030

La ville de New York s'est attaquée au risque d'inondation et au débordement des égouts unitaires en installant 100 000 pieds carrés de pavés poreux à Brooklyn en 2024. Cette nouvelle zone perméable permet aux eaux pluviales de s'écouler dans le sol, réduisant ainsi le volume d'eau entrant dans le système d'égouts. Pour chaque chute de pluie d'un pouce, cette infrastructure peut gérer environ 62 317 gallons (soit un peu plus de 235 500 litres) d'eaux pluviales. Dans le cadre de sa stratégie d'infrastructure verte, la ville prévoit d'ajouter 500 000 pieds carrés supplémentaires de pavés poreux à Brooklyn d'ici à la fin de 2026, et des projets sont également prévus dans le Bronx.

Voie 3 : Atteindre zéro émissions de GES dans les systèmes d'eau et d'eaux usées d'ici 2035

Copenhague a augmenté son utilisation de biogaz en 2024, grâce à un nouveau procédé d'hydrolyse thermique dans la station d'épuration de Damhusåen. Cette modernisation a permis d'augmenter la production de biogaz à partir de la même quantité de déchets organiques, ce qui constitue un élément clé de l'action de la ville en faveur d'une économie circulaire et positive pour le climat. Le nouveau processus a contribué à une augmentation de 5,59 % du biogaz capté et utilisé, passant de 12 337 681 Nm³/an en 2023 à 13 027 242 Nm³/an en 2024. Ce gaz est ensuite utilisé dans le réseau de gaz de la ville pour la cuisson, ce qui améliore l'efficacité globale et réduit la dépendance à l'égard des combustibles fossiles.

INSPIRATION



Le plan de gestion des pluies torrentielles de **Copenhague** est devenu un modèle pour d'autres villes confrontées à un risque accru d'inondation en raison de fortes pluies. Élaboré en collaboration avec les municipalités, les entreprises de services publics et d'autres parties prenantes, ce plan pluriannuel présente de solides arguments économiques en faveur de l'utilisation de solutions combinées « bleu-vert », telles que les parcs et les routes perméables, parallèlement aux systèmes d'égouts traditionnels. La ville a depuis collaboré avec d'autres villes du C40, notamment **São Paulo** et **New York**, afin de les aider à élaborer leurs propres stratégies de gestion des inondations.

Lisbonne met activement en œuvre son plan stratégique de réutilisation de l'eau et se tourne à présent vers un certain nombre de villes du monde entier pour l'aider à améliorer et à intensifier ses efforts. La ville s'inspire des meilleures pratiques de villes comme **Austin**, qui mesure la demande en eau potable et non potable et prévoit un système d'approvisionnement en eau plus circulaire. Elle étudie également **Phoenix**, qui a réussi à étendre l'utilisation de son eau recyclée. À son tour, Lisbonne partage son expérience en matière de gestion de l'eau pour les espaces verts avec d'autres villes, telles que **Fortaleza**, favorisant ainsi une approche collaborative de la résilience des eaux urbaines.

COLLABORATION



Tshwane a considérablement renforcé sa gouvernance des risques de catastrophes en favorisant la collaboration entre les différents services et avec un large éventail de parties prenantes. Le plan de gestion des catastrophes de la ville est entièrement intégré dans son principal plan de développement intégré, ce

qui garantit que les stratégies de réduction des risques sont coordonnées entre les différents services et projets municipaux, de la planification budgétaire à la gestion des infrastructures. Cette approche globale est soutenue par un forum consultatif municipal trimestriel sur la gestion des catastrophes, qui réunit des parties prenantes publiques et privées ainsi que des ONG. En outre, Tshwane a mis en place une équipe communautaire d'intervention d'urgence pour former des bénévoles, étendant ainsi son réseau de collaboration et améliorant la préparation de la communauté à des risques tels que les inondations et la sécheresse.

Quito s'efforce d'améliorer la gestion et la distribution de l'eau dans les situations d'urgence en intégrant avec succès les efforts des institutions et des communautés. La société publique métropolitaine d'eau et d'assainissement (EPMAPS) et les unités municipales de protection civile, en particulier la direction métropolitaine de la gestion des risques, se sont associées pour renforcer les capacités dans la ville en élaborant et en mettant en œuvre un programme de formation des formateurs pour les fonctionnaires sur les normes humanitaires. Ces mesures sont complétées par un renforcement direct des capacités et des simulations pour les résidents, gérés par les comités locaux de gestion des risques communautaires (CRMC). Ces partenariats permettent d'aligner la préparation technique sur la capacité organisationnelle de base pour une distribution juste et équitable. La puissance de cette collaboration a été démontrée lors d'une grave crise de l'eau en juillet 2025, où la participation active des CRMC a été essentielle pour gérer et assurer l'approvisionnement équitable en eau d'environ 5 500 personnes par jour, en utilisant des méthodes alternatives telles que les citernes portables. Cette initiative est soutenue par le Fonds d'accélération de la résilience de l'eau inclusive du C40.

ÉQUITÉ ET INCLUSION



Rio de Janeiro met en œuvre un système communautaire d'alerte précoce aux inondations (CBFEWS) dans le cadre de son plan d'action pour le climat, en réponse aux graves risques d'inondation dans le bassin de la rivière Acari. Le système est conçu pour réduire les risques de catastrophes et renforcer la résilience des communautés de première ligne. Le système implique activement les résidents locaux dans la collecte de données, la diffusion d'informations et les sessions de formation, en veillant à ce que les communautés soient des acteurs clés de la préparation et de la réponse. En donnant aux habitants des connaissances et des outils, le CBFEWS améliore les capacités locales de réaction aux inondations et renforce la résilience à long terme de la communauté. Cette initiative est soutenue par le Fonds d'accélération de la résilience de l'eau inclusive du C40.

São Paulo met actuellement en œuvre un projet visant à promouvoir l'éducation à l'environnement dans quatre zones vulnérables de la ville. Les membres de la communauté participeront à un programme de formation sur mesure pour devenir des agents de surveillance environnementale, contribuant ainsi à la résilience climatique et à la sécurité de l'eau. L'initiative sensibilise aux questions écologiques, renforce les connaissances sur les environnements locaux et développe les compétences nécessaires à la résolution des problèmes au niveau local et à l'action transformatrice. La formation des dirigeants locaux en tant qu'agents d'éducation à l'environnement renforce la diffusion des connaissances, favorise l'autonomisation des communautés et encourage une participation plus large aux pratiques durables. Le projet soutient également la création d'emplois verts, grâce à l'embauche de quatre agents d'éducation à l'environnement, et est mis en œuvre par le Fonds d'accélération de la résilience de l'eau inclusive du C40.

DÉFIS

Les villes soulignent que le manque de financement est un obstacle majeur. Le coût élevé des nouvelles infrastructures hydrauliques, associé à la nécessité de moderniser les systèmes existants vieillissants, représente une charge financière importante. Cette situation est encore compliquée par le coût élevé des technologies nécessaires à la mise en place de systèmes d'alerte précoce efficaces et d'autres solutions avancées.

Les villes sont également confrontées à des problèmes complexes de gouvernance et de coordination. Le manque de clarté des rôles en matière de gestion de l'eau entre les gouvernements locaux, les gouvernements nationaux et les entreprises de services publics peut créer des obstacles politiques et ralentir les progrès. C'est particulièrement vrai pour la coordination interservices nécessaire aux interventions d'urgence, et pour les villes qui n'ont pas de pouvoir sur les zones en amont où se trouvent leurs ressources en eau.

Les villes doivent également faire face à des défis pratiques et sociaux, notamment l'augmentation de la demande en eau due à la croissance démographique, le manque d'espace physique pour mettre en œuvre des solutions naturelles à grande échelle pour la réduction des inondations, et l'acceptation par le public de l'utilisation d'eau recyclée. En outre, dans certains cas, la priorité est donnée à l'atténuation plutôt qu'à l'adaptation, ce qui peut retarder l'adoption de mesures de protection essentielles. Enfin, de nombreuses villes sont obligées de faire face aux effets de la pollution provenant d'activités en amont, un défi qui échappe souvent à leur contrôle direct.



© ultramansk – stock.adobe.com

COMMENT LES VILLES INTENSIFIENT LEUR ACTION

Les cinq prochaines années exigent une action ambitieuse et ciblée pour rendre les villes sûres en matière d'eau d'ici à 2030. Toutes les villes continueront à œuvrer en faveur de l'engagement fondamental de protéger les populations les plus vulnérables grâce à des systèmes d'alerte précoce et à la préparation aux situations d'urgence. Les villes s'efforcent d'améliorer considérablement les capacités de prévision et de surveillance, comme en témoignent les efforts déployés par **Buenos Aires** pour concevoir un centre de surveillance des risques et le travail effectué par **Tokyo** pour développer les capacités d'observation, telles que les caméras de surveillance des cours d'eau, afin de soutenir les systèmes d'alerte précoce.

Les villes renforceront la sécurité de l'eau en réduisant la demande grâce à des méthodes telles que la détection des fuites et le changement de comportement, et en augmentant l'approvisionnement grâce à l'amélioration et à la diversification des infrastructures, comme le plan de **Freetown** pour la construction de nouveaux barrages. Dans le même temps, les villes continueront à protéger les populations et les infrastructures essentielles contre les inondations majeures grâce à des projets novateurs axés sur la rétention et l'infiltration, comme les terrains de basket-ball de **Quezon City** qui stockent l'eau et l'utilisation de béton poreux à **New York**. Les villes continueront également à s'attaquer au risque d'inondation par la restauration des masses d'eau, comme le projet « living shoreline » de la **Nouvelle-Orléans** visant à restaurer les zones humides naturelles. En outre, les villes s'efforcent de réduire à zéro les émissions de gaz à effet de serre dans les systèmes d'approvisionnement en eau et de traitement des eaux usées d'ici à 2035, en se concentrant sur l'utilisation de 100 % d'énergies renouvelables et sur le captage du biogaz. Les villes n'auront pas à relever seules ces défis. Grâce au partage des connaissances et à l'échange de bonnes pratiques au sein des réseaux sur les inondations urbaines et la sécurité de l'eau, combinés à une assistance technique sur mesure, les villes recevront le soutien nécessaire pour réaliser leurs engagements dans le cadre de l'Accélérateur. En s'appuyant sur ces progrès et cette collaboration, les villes signataires peuvent réaliser des avancées significatives vers un avenir sans danger pour l'eau et résilient pour tous leurs habitants d'ici la fin de la décennie.

ACTION FUTURE



Rotterdam met en œuvre 50 projets au niveau de la rue entre 2022 et 2026, y compris la rénovation de 15 places de la ville. Ces initiatives s'inscrivent dans le cadre du programme « Rotterdam passe au vert » et des efforts d'adaptation au climat, visant à augmenter les surfaces perméables et à intégrer des solutions naturelles telles que les jardins de pluie et les bassins de rétention. Ces solutions sont conçues pour imiter la dynamique naturelle du sol, ce qui permet aux eaux pluviales de s'infiltrer dans le sol, de recharger l'aquifère et de libérer lentement l'eau dans les cours d'eau. Cette approche permet d'éviter la sursaturation du système de drainage en cas de fortes pluies, ce qui réduit efficacement les inondations urbaines et les débordements des égouts unitaires.

Quezon City lance un projet de trois ans visant à lutter contre l'importance des eaux de ruissellement en intégrant des systèmes de collecte des eaux de pluie et des bassins de rétention dans 138 terrains de basket et espaces ouverts. Le projet de bassins de rétention pour la collecte des eaux de pluie sera mis en œuvre dans 50 barangays prioritaires. Il s'agit d'une collaboration entre le service d'ingénierie de la ville et des partenaires tels que le service de développement et d'administration des parcs, le service des travaux publics et des autoroutes, et l'autorité métropolitaine de développement de Manille.

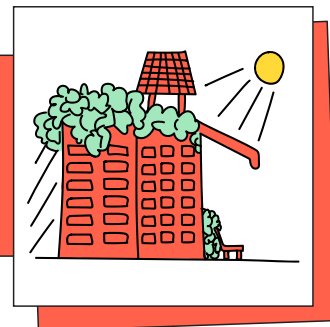


© Mark Fisher - Shutterstock

NOUVEAUX ACCÉLÉRATEURS



L'ACCÉLÉRATEUR C40 VILLES FRAÎCHES



Comment les villes protègent les vies et mènent la transformation vers des villes plus fraîches, plus sûres et plus équitables

VILLES SIGNATAIRES

Accra, Ahmedabad, Amsterdam, Athènes, Austin, Barcelone, Bengaluru, Boston, Buenos Aires, Chicago, Durban/eThekweni, Fortaleza, Freetown, Guadalajara, Karachi, Londres, Melbourne, Milan, Mumbai, Nairobi, New York City, Paris, Phoenix, Quezon City, Rio de Janeiro, Rome, Salvador, Santiago, Singapour, Tel Aviv-Yafo, Tokyo, Tshwane, Vancouver

QU'EST-CE QUE C'EST ?

L'Accélérateur du C40 pour des Villes Fraîches renforce la résilience des villes face aux impacts de la chaleur urbaine. Grâce à cet Accélérateur, les maires des villes sont habilités à mener des efforts coordonnés pour protéger les communautés de première ligne qui subissent les pires conséquences de la crise climatique, pour refroidir leurs villes et pour conduire un changement systémique.

Les maires des villes du C40 réagissent déjà à la chaleur en augmentant le couvert végétal, en construisant des ombrières, en dépolluant les rues et en s'efforçant d'obtenir des températures intérieures plus sûres, en protégeant les habitants vulnérables et en utilisant les projections climatiques pour coordonner avec les parties prenantes les mesures d'urgence et de préparation.

Cet Accélérateur reconnaît le besoin urgent d'accroître la réponse locale actuelle pour suivre le rythme et l'intensité du chauffage urbain. Les agences municipales, le secteur privé et les habitants de la ville doivent maintenant faire preuve de leadership pour mener une action transversale vitale contre la hausse des températures.

L'Accélérateur du C40 pour des Villes Fraîches fournit un cadre spécifique pour doter les maires des outils et de la structure nécessaires pour apporter une réponse stratégique, coordonnée et interdépartementale au réchauffement des villes, et construire des lieux plus frais, plus sûrs et plus équitables pour tous.

POURQUOI IL EST NÉCESSAIRE

La chaleur extrême est la catastrophe météorologique la plus meurtrière, contribuant à environ [546 000 décès dans le monde chaque année](#).

D'ici 2050, le **nombre de résidents urbains exposés à des températures potentiellement mortelles devrait être multiplié par cinq**, menaçant le bien-être et la prospérité de milliards de personnes si nous laissons nos villes surchauffer.

Au niveau mondial, les chaleurs extrêmes devraient entraîner une perte de productivité de [2,4 billions de dollars américains de perte de productivité du travail d'ici 2030](#) car il devient trop dangereux de travailler à l'extérieur dans des secteurs clés comme la construction et l'agriculture.

Les pertes économiques directes dues au stress thermique dans 12 grandes villes du monde sont déjà estimées à [44 milliards de dollars américain par an](#), un chiffre qui devrait presque doubler d'ici les années 2050.

La chaleur est une menace climatique mortelle qui s'accélère dans les villes. Ce tueur silencieux s'intensifie en raison de la hausse des températures mondiales et de l'effet d'îlot de chaleur urbain, où des matériaux tels que le béton et l'asphalte absorbent et réémettent la chaleur. Les chaleurs extrêmes sont un multiplicateur d'inégalité et touchent de manière disproportionnée les personnes les plus vulnérables, notamment les personnes âgées, les nourrissons, les travailleurs en extérieur, les femmes, les personnes handicapées et les personnes vivant dans des communautés à faibles revenus. Les disparités sociales et économiques existantes sont aggravées, car ces résidents n'ont souvent pas accès à des mesures de refroidissement, vivent dans des bâtiments qui ne peuvent pas résister aux températures élevées, dans des quartiers où les espaces verts sont moins nombreux et où les possibilités de trouver des endroits frais pour échapper aux chaleurs extrêmes sont moindres.

Les pertes économiques directes dues au stress thermique dans 12 des principales villes du monde sont déjà estimées à 44 milliards de dollars américains par an, en raison d'une perte de productivité du travail et, très probablement, d'une diminution des revenus des travailleurs. Ces coûts se répercutent sur l'économie des villes, mettant à rude épreuve les services essentiels, réduisant l'activité économique globale, et sont surtout ressentis par ceux qui ont déjà du mal à s'en sortir.

ENGAGEMENTS DES MAIRES

PROTÉGER

Nous nous engageons à protéger les habitants des chaleurs extrêmes

D'ICI DEUX ANS, NOUS LE FERONS :

- **Établir et autoriser un leadership en matière de chaleur** et une structure de gouvernance inter-agences en matière de chaleur avec un protocole de coordination clair.
- **Mettre en place des actions de sensibilisation à la chaleur et à la santé et des systèmes d'alerte précoce** fondés sur des données climatiques afin de protéger la santé et les moyens de subsistance des communautés vulnérables.
- **Déployer des solutions de refroidissement** en cas d'urgence thermique, par exemple dans des centres de refroidissement désignés et des installations critiques, à domicile et sur le lieu de travail, ainsi que dans des centres de refroidissement en plein air.



ATHÈNES, FREETOWN, LOS ANGELES, MELBOURNE, QUEZON CITY

Les Chief Heat Officers (CHO) sont des fonctionnaires nommés qui sont chargés de mettre en place une réponse unifiée aux chaleurs extrêmes dans leur ville, en s'attaquant au problème des multiples agences qui travaillent en parallèle, souvent sans coordination. Bien qu'il ne s'agisse pas de la seule structure de gouvernance efficace en matière de chaleur, les CHO ont globalement démontré un impact positif sur la capacité des villes à planifier et à répondre aux situations d'urgence liées à la chaleur.



AHMEDABAD

Dans le cadre de son plan de lutte contre la chaleur, la ville diffuse des alertes à la chaleur par le biais de la télévision, de la radio, de SMS et de WhatsApp, tout en soutenant les travailleurs de première ligne, tels que les enseignants et le personnel de santé, pour qu'ils diffusent des messages de prévention de la chaleur en faisant du porte-à-porte dans les quartiers à faibles revenus et les quartiers informels. Depuis la mise en œuvre du plan chaleur en 2013, la mortalité lors des journées extrêmement chaudes a baissé de 27 %.



BUENOS AIRES

La ville a créé un réseau de 51 refuges climatisés (Refugios Climáticos) et utilise des cartes thermiques pour déterminer les endroits où il faut en créer d'autres. Les résidents peuvent consulter en ligne une carte de tous les sites, ainsi qu'une description des installations de chacun d'entre eux. La carte indique également les zones où les habitants peuvent avoir accès à de l'eau potable gratuite.

TRANSFORMER

Nous nous engageons à refroidir notre ville pour l'avenir en investissant dans des solutions à moyen et long terme

D'ICI CINQ ANS, NOUS :

- **Mettrons à jour les codes de construction et promouvons les bâtiments frais** en mettant en œuvre des politiques et des réglementations visant à garantir des températures intérieures sûres de manière durable, en imposant par exemple des toits frais ou verts, une meilleure isolation ou un système de refroidissement actif alimenté par des énergies renouvelables pour les bâtiments nouveaux et existants.
- **Créerons un réseau de corridors et d'espaces publics frais**, par exemple en augmentant le couvert végétal, la couverture végétale et l'ombrage, en rafraîchissant ou en dépaquant les rues, et en déployant des jeux d'eau pour rendre les espaces et les routes publics accessibles et confortables.
- **Préparerons les infrastructures essentielles à l'augmentation des températures** en évaluant la vulnérabilité climatique et en mettant en œuvre des normes de conception pour garantir les services essentiels tels que les réseaux énergétiques, l'approvisionnement en eau et les transports en commun.



AUSTIN

En avril 2025, le conseil municipal d'Austin a adopté un code d'entretien des propriétés qui exige que toutes les habitations soient équipées d'un système de refroidissement mécanique capable de maintenir la température à l'intérieur à 29,4 °C (85 °F) ou moins. Ce code s'applique à toutes les pièces "habitables" d'une maison, c'est-à-dire toutes les pièces que les gens occupent régulièrement. Austin considère ce nouveau code comme une nécessité de santé publique et comme un élément crucial pour le bien-être de ses habitants, en particulier des locataires.

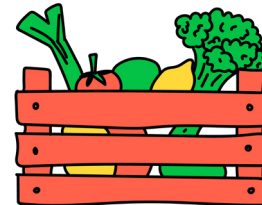


MILAN

Dans le cadre de son Piano Aria Clima (Plan Air et Climat), la ville utilise un certain nombre de stratégies pour créer des espaces publics plus frais. L'une d'entre elles est la stratégie d'assainissement, dans le cadre de laquelle la ville prévoit de réduire de moitié ses zones grises imperméables d'ici à 2030 et de les remplacer par des zones vertes perméables.



L'ACCÉLÉRATEUR DU C40 POUR DES SYSTÈMES ALIMENTAIRES PROSPÈRES



Comment les villes s'attaquent à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle et créent des économies alimentaires prospères dans les limites de la planète

VILLES SIGNATAIRES

Accra, Le Cap, Curitiba, Dakar, Fortaleza, Guadalajara, Johannesburg, Lagos, Medellín, Nairobi, Rio de Janeiro, Sao Paulo, Tshwane

QU'EST-CE QUE C'EST ?

En 2025, un groupe de travail composé de villes d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine a co-créé l'Accélérateur du C40 pour des Systèmes Alimentaires Prospères afin d'identifier les principaux moyens de faire progresser la sécurité alimentaire et nutritionnelle, tout en construisant des économies alimentaires prospères qui génèrent des emplois verts de qualité dans les limites de la planète. L'Accélérateur définit quatre engagements ambitieux à réaliser au cours de la prochaine décennie.

Les villes signataires d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine sont de puissants moteurs de la transformation des systèmes alimentaires justes, fondés sur l'innovation, le leadership communautaire et les connaissances locales approfondies. Les maires et les collectivités sont déjà à l'origine de solutions audacieuses : des collaborations avec les villes voisines pour accroître la disponibilité d'aliments durables et sains, régénérer les terres et créer des emplois verts de qualité ; des marchés qui minimisent les déchets alimentaires et améliorent la sécurité alimentaire ; et des repas scolaires qui nourrissent les enfants et soutiennent les agriculteurs locaux. Il ne s'agit pas de projets isolés, mais d'éléments constitutifs d'un nouvel avenir alimentaire urbain, résilient, sain pour les personnes et la planète, et fondé sur la justice.

POURQUOI IL EST NÉCESSAIRE

Les habitants des villes **consomment plus de la moitié des denrées alimentaires produites dans le monde**, en raison de la croissance démographique rapide et de l'urbanisation, ce chiffre **devrait atteindre 80% d'ici 2050**.

Les systèmes alimentaires actuels ne répondent pas aux besoins des villes **76 % des personnes en situation d'insécurité alimentaire vivent dans des zones urbaines et périurbaines**, et les femmes, les enfants, les groupes ethniques marginalisés et les migrants sont touchés de manière disproportionnée.

Les systèmes alimentaires contribuent à environ **un tiers des émissions mondiales de gaz à effet de serre**.

Les systèmes alimentaires sont à l'origine de la perte de biodiversité, de la déforestation et de la surexploitation de l'eau **un tiers de la nourriture est gaspillée**.

Les villes d’Afrique, d’Asie et d’Amérique latine abritent la majorité de la population urbaine mondiale. Alors que l’Accélérateur du C40 Good Food Cities présente un cadre pertinent à l’échelle mondiale, les villes de ces régions ont souligné la nécessité d’une stratégie co-créée et adaptée à leurs réalités uniques. Ces villes sont parmi les plus vulnérables au changement climatique et sont confrontées à un double défi : réduire l’insécurité alimentaire et nutritionnelle tout en revitalisant les économies alimentaires locales et en jetant les bases de systèmes alimentaires résilients, durables et inclusifs.

Les villes de ces régions sont en première ligne du dérèglement climatique, subissant des impacts sévères tels que les sécheresses, les inondations, les vagues de chaleur et les précipitations irrégulières qui perturbent de manière répétée la production et la distribution alimentaires, exacerbant l’insécurité alimentaire et les inégalités existantes, [en particulier en Afrique subsaharienne](#). L’urbanisation rapide dépasse souvent les infrastructures, ce qui compromet l’accès à la nourriture et la sécurité, tandis que les nouveaux développements risquent d’enfermer les villes dans [des voies à forte intensité de carbone](#) et entraîne la perte de terres agricoles urbaines vitales. Cette vulnérabilité est d’autant plus grande que l’agriculture reste la pierre angulaire [de nombreuses économies régionales](#).

ENGAGEMENTS DES MAIRES

Pour que chaque habitant ait accès à une alimentation abordable, saine et durable, pour améliorer les moyens de subsistance et pour construire un avenir prospère pour leur ville, les maires s’engagent à prendre chaque année des mesures pour :

DANS LES 10 ANS :

- **Fournir un repas quotidien sain et durable à chaque enfant** : Mettre en place un programme universel d’alimentation scolaire aligné sur un régime alimentaire planétaire sain et adapté au contexte local.
- **Créer des marchés plus sûrs, plus propres et plus abordables** : Moderniser durablement l’infrastructure des marchés de notre ville afin d’améliorer la sécurité alimentaire et de minimiser les pertes et les déchets alimentaires.
- **Stimuler les entreprises alimentaires locales** : Favoriser les emplois verts de qualité et augmenter l’offre d’aliments diversifiés et sains, produits de manière durable, en s’associant avec les villes voisines pour développer des programmes de soutien aux agriculteurs et aux petites et moyennes entreprises.

DANS LES 2 ANS :

- **Assurer un avenir alimentaire prospère** : Co-créer une stratégie intégrée du système alimentaire qui se reflète dans le plan d’action climatique de la ville et dans les mécanismes de préparation aux catastrophes.



LE CAP

Un réaménagement est en cours au Smiley Market du Cap, à Langa, un marché culturellement important où les femmes vendent de manière informelle des têtes de mouton préparées depuis des générations. Dans le cadre du programme AfriFOODLinks, les vendeurs ont travaillé avec un cabinet de design pour créer un nouveau cadre qui répond à leurs besoins en matière d’accès à l’eau potable, de gestion des déchets et d’espaces définis pour la cuisine et le service. Le cadre a été finalisé en 2025 avec les partenaires municipaux et promet d’améliorer les conditions pour les commerçants et les clients.



CURITIBA

Pro-Métrropole est une initiative de gouvernance d’intérêt public et à but non lucratif lancée en août 2017 pour coordonner le développement métropolitain à travers les 29 municipalités du Grand Curitiba. Il fait œuvre de pionnier en matière de gouvernance alimentaire urbaine et périurbaine intégrée afin de créer un marché commun métropolitain, en renforçant la cohésion locale grâce à des infrastructures et des politiques partagées, et en instaurant une coordination intersectorielle entre l’urbanisme, l’agriculture, la mobilité et la sécurité alimentaire. Il soutient également les petites entreprises et les agriculteurs familiaux, tout en garantissant une gouvernance inclusive et participative axée sur la durabilité, la résilience climatique et des systèmes alimentaires équitables.



NAIROBI

Depuis 2023, le programme de repas scolaires Dish na County de Nairobi fournit quotidiennement des repas chauds à base de plantes à 310 000 enfants dans 230 écoles primaires. Pour ce faire, la ville a construit 17 cuisines centrales et créé 2 000 emplois. Les parents paient une somme nominale de 5 KES (0,04 dollars américains) pour un repas de 45 KES (0,35 dollars américains), les subventions couvrant le reste. Le programme a permis d'augmenter les inscriptions scolaires de 34 % et il est prévu d'étendre le service à un plus grand nombre d'élèves, en particulier ceux qui vivent dans des quartiers informel.



SÃO PAULO

L'approche de São Paulo en matière d'alimentation est dirigée par la Coordination de la sécurité alimentaire et nutritionnelle (COSAN), créée en 2015, qui vise à garantir l'accès universel à une alimentation suffisante et de qualité pour tous les habitants. Il s'agit de défendre la sécurité et l'égalité alimentaires dans toutes les politiques de la ville, y compris dans le plan directeur municipal, qui reconnaît notamment l'importance de l'agriculture urbaine. Sampa+Rural est une initiative clé. São Paulo met également en œuvre des programmes de lutte contre le gaspillage et les pertes alimentaires. Ces efforts s'inscrivent dans le cadre du plan d'action municipal pour le climat de São Paulo (PlanClima SP) et témoignent d'un engagement en faveur d'un avenir alimentaire résilient et à faible émission de carbone.



© Ladanifer – AdobeStock

LE C40 & ONU-HABITAT – ACCÉLÉRATEUR D'URBANISME BIOCLIMATIQUE



Comment les villes créent un modèle d'urbanisme respectueux du climat

VILLES SIGNATAIRES

Accra, Amman, Athènes, Barcelone, Bogota, Buenos Aires, Le Cap, Chicago, Copenhague, Curitiba, Dar es Salaam, Durban/eThekweni, Fortaleza, Freetown, Guadalajara, Istanbul, Johannesburg, Karachi, Lima, Madrid, Medellín, Milan, Paris, Portland, Quezon City, Quito, Rio de Janeiro, Tokyo, Tshwane, Vancouver

QU'EST-CE QUE C'EST ?

Pour aider les villes à atteindre leurs objectifs climatiques et à construire de meilleures villes, le C40 & Onu-Habitat – Accélérateur D'Urbanisme Bioclimatique, une approche sensible au climat qui donne la priorité aux personnes, à la planète et à la prospérité partagée. Le modèle d'urbanisme dominant du 20e siècle se caractérise par l'étalement urbain, le développement axé sur la voiture et un zonage rigide de l'utilisation des sols. Cette situation a rendu les villes très polluantes et a eu un impact négatif sur la santé et la qualité de vie de nombreux habitants. La croissance rapide de la population, combinée à une expansion non planifiée, a également considérablement accru l'exposition des villes aux risques climatiques. Réimaginer la façon dont les villes sont planifiées et conçues est essentiel pour faire face à la crise climatique et construire des environnements urbains plus inclusifs, plus justes et plus centrés sur les personnes.

La signature de cet Accélérateur confirme l'engagement des maires à planifier des villes à moindre intensité d'émissions, à protéger les communautés des risques climatiques et à créer des lieux dynamiques et inclusifs où chacun peut s'épanouir. Ensemble, les villes signataires de l'Accélérateur s'efforceront de faire progresser six engagements clés, visant à créer des villes compactes et connectées, polycentriques (c'est-à-dire avec plusieurs centres), ainsi qu'un développement fondé sur la connaissance des risques, positif pour la nature et inclusif.

Le C40 & Onu-Habitat – Accélérateur D'Urbanisme Bioclimatique offre un cadre d'action spécifique, fournissant aux maires et à leurs équipes techniques les connaissances et les outils nécessaires pour dépasser les modèles de planification obsolètes et mettre les villes sur la voie d'une réduction des émissions de carbone et d'une résilience au changement climatique pour les décennies à venir.

POURQUOI IL EST NÉCESSAIRE

Les zones urbaines s'étendent aujourd'hui jusqu'à 50 % plus vite que la population. Si les tendances actuelles se poursuivent, la zones urbaines pourrait [tripler d'ici 2050](#).

Le GIEC a indiqué que l'adoption d'un meilleur modèle d'urbanisme, compact, à usage mixte et axé sur les transports en commun, pourrait réduire les émissions de [jusqu'à 25 % d'ici 2050](#).

Entre 1990 et 2020, les **espaces verts à l'intérieur et autour des villes** [ont diminué de 28,7 %](#).

Environ **20 % de la population mondiale vit dans des logements inadéquats**, dont plus d'[1 milliard de résidents urbains](#) vivant dans des bidonvilles et des quartiers informels.

La planification urbaine est l'un des outils les plus puissants pour agir sur le climat. Par le biais de plans d'aménagement du territoire, de politiques, de législations, de codes de construction et d'arrêtés municipaux, l'urbanisme établit le schéma directeur de la croissance et de l'évolution des villes. C'est pourquoi les bons urbanistes sont les meilleurs leaders en matière de climat. Les choix qu'ils font aujourd'hui détermineront si les villes peuvent atteindre les objectifs climatiques et offrir des vies plus saines et plus équitables aux générations à venir.

La planification urbaine adaptée au climat vise à permettre un développement durable et résilient. Cela signifie qu'il faut concevoir et réglementer les zones urbaines afin de créer des lieux qui permettent aux gens de vivre heureux et en bonne santé, sans compromettre les besoins des générations futures. En intégrant des considérations environnementales à toutes les étapes de la planification et de la conception du tissu urbain, la planification sensible au climat favorise directement l'action en faveur du climat.

La planification urbaine est une fonction de la ville qui recoupe tous les systèmes urbains, des transports aux bâtiments, en passant par l'environnement naturel, l'espace public et le développement communautaire. Elle réglemente le paysage urbain par le biais d'un cadre comprenant des plans d'aménagement du territoire, des politiques et une législation. En outre, elle peut être complétée par des réglementations distinctes, telles que des codes de construction ou des règlements. La planification urbaine peut donc être considérée comme un processus multi-niveaux et multidisciplinaire qui façonne le développement urbain et territorial. Une planification efficace nécessite une coordination entre les secteurs et une collaboration entre les municipalités, en particulier lorsqu'il s'agit de relever des défis transversaux tels que la crise climatique.

ENGAGEMENTS DES MAIRES

Nous nous engageons à adopter un modèle d'urbanisme respectueux du climat d'ici à 2035 :

- Réduire les émissions de gaz à effet de serre grâce à un **développement compact, polycentrique et connecté**.
- Réduire la vulnérabilité climatique grâce à une **planification fondée sur les risques, positive pour la nature et inclusive**.

Dans un délai de 10 ans (d'ici 2035), nous nous engageons à intégrer les objectifs suivants dans le plan directeur de la ville et/ou dans d'autres plans d'aménagement du territoire pertinents :

- **Compact** : Donner la priorité à la régénération et à la densification plutôt qu'à l'étalement urbain.
- **Polycentrique** : Adopter un modèle polycentrique et favoriser les quartiers à usage mixte.
- **Connecté** : Orienter les nouveaux projets d'aménagement à proximité des nœuds de transport en commun afin d'encourager les habitants à adopter des modes de mobilité durable.
- **En tenant compte des risques** : Limiter les nouveaux développements dans les zones à haut risque climatique.
- **Nature positive** : Sécuriser et protéger les terres pour que la nature puisse se protéger contre les phénomènes météorologiques extrêmes.
- **Inclus** : Rendre obligatoire la construction de logements adéquats et abordables afin d'améliorer la résilience des personnes les plus vulnérables.



LE CAP

Depuis le début des années 2000, la ville du Cap s'est appuyée sur son plan de développement urbain (UDE) comme principal instrument de planification pour gérer la croissance métropolitaine et lutter activement contre l'étalement urbain à faible densité. L'UDE établit un périmètre défini par la loi, qui facilite le confinement, la préservation et la densification vers l'intérieur. Cette stratégie de confinement a permis de préserver les 81 775 hectares de biodiversité et de terres protégées de la ville. La politique complémentaire de la bordure côtière renforce encore cette stratégie compacte en interdisant le développement urbain dans la zone côtière à haut risque, garantissant ainsi que l'expansion de la ville vers l'extérieur est simultanément limitée à la fois par la terre (étalement urbain) et par la mer (risque climatique).



BARCELONE

Le modèle Superblock (Superilla) de Barcelone récupère l'espace urbain pour favoriser la polycentricité et les quartiers à usage mixte. Cette stratégie limite fortement la circulation des véhicules et réaffecte environ 60 % de l'espace des rues à des usages sociaux, culturels et commerciaux, tels que des espaces verts et des places. Simultanément, des plans locaux (Pla d'Usos) régissent les activités au rez-de-chaussée afin de garantir la diversité fonctionnelle et la « mixité urbaine ». Cette combinaison a stimulé de manière mesurable la vitalité commerciale, le nombre de commerces de proximité dans les zones Superblock ayant augmenté jusqu'à 30 %, ce qui a permis de soutenir des économies locales dynamiques et décentralisées.



CURITIBA

Dans les années 1960, Curitiba a fait œuvre de pionnier en matière de développement orienté vers les transports (TOD), en intégrant les transports et l'aménagement du territoire pour gérer la croissance urbaine rapide et faire évoluer la ville d'un modèle radial centré sur la voiture vers un modèle centré sur ses couloirs de bus rapides à haute capacité. Les réglementations en matière de zonage et d'aménagement du territoire ont été strictement appliquées le long de ces corridors, imposant un développement à haute densité et à usage mixte à proximité immédiate des lignes de transport en commun. Cette stratégie a encouragé la croissance résidentielle et commerciale autour de transports en commun de grande capacité, ce qui a conduit à une forme urbaine plus compacte, à des taux élevés de fréquentation des transports en commun et à des réductions des émissions de CO₂ liées aux transports (en éliminant environ 27 millions de trajets en voiture par an). Si les efforts actuels de Curitiba en matière de TOD restent largement conformes à ses origines, l'attention s'est récemment élargie pour inclure des mesures visant à répondre aux préoccupations en matière d'équité et de déplacement.



QUEZON CITY

Quezon City a établi un modèle solide de développement urbain proactif en plaçant la réduction des risques de catastrophe au cœur de son plan global d'aménagement du territoire. Cette stratégie s'appuie fondamentalement sur une compréhension des risques environnementaux et vise à accueillir en toute sécurité la croissance de la population urbaine sans exacerber l'exposition existante ou mettre en danger les nouveaux développements. L'élément central de cet effort est la classification de plus de 3 000 hectares en zones strictement « non constructibles ». Ces zones désignées englobent spécifiquement les sites à haut risque, tels que les pentes abruptes sujettes aux glissements de terrain, et introduisent des servitudes obligatoires le long des cours d'eau.



AMMAN

Amman promeut la nature et les espaces verts par le biais de quotas obligatoires intégrés directement dans ses règlements de zonage et de construction. Cette mesure identifie le pourcentage minimum d'infrastructure verte requis sur une nouvelle parcelle de développement, avec différents niveaux pour différentes catégories d'utilisation des sols. Le calcul inclut les espaces paysagers et plantés dédiés, les exigences étant échelonnées en fonction du type de projet de construction : les sites industriels doivent allouer un minimum de 5 %, tandis que les installations résidentielles, à usage mixte et de services (telles que les hôpitaux et les écoles) doivent consacrer respectivement 10 % et 15 % de la surface de la parcelle à la nature. Le quota résidentiel introduit une mesure de durabilité en exigeant l'utilisation de variétés de plantes peu gourmandes en eau. Cela garantit que les promoteurs privés accordent la priorité et allouent de l'espace à la nature urbaine et à la résilience hydrique, les normes de construction écologique encourageant en outre l'adoption volontaire de mesures telles que les surfaces perméables pour une meilleure gestion des eaux pluviales.



[c40.org](https://www.c40.org)

